

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/41011]

28 MARS 2019. — Décret sur la nouvelle gouvernance culturelle

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

PARTIE I^{re}. — DEFINITIONS

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

- 1° Administration : les services désignés par le Gouvernement ;
- 2° Chambre de recours : la Chambre de recours instituée par le présent décret et chargée des missions visées à l'article 88 ;
- 3° Chambres de concertation : les chambres de concertation instituées par le présent décret et chargées des missions visées à l'article 34 ;
- 4° Commissions d'avis : les commissions d'avis instituées par le présent décret et chargées des missions visées à l'article 59 ;
- 5° Conflit d'intérêts : situation avérée ou apparente dans laquelle une personne physique est soumise à des intérêts multiples du fait des fonctions ou des responsabilités occupées. Ces intérêts multiples peuvent entrer en opposition et corrompre les décisions ou la façon d'agir ;
- 6° Conseil : le Conseil supérieur de la Culture institué par le présent décret et chargé des missions visées à l'article 19 ;
- 7° Expert : une personne physique qui fait preuve d'une compétence, d'une connaissance ou d'une expérience particulière, dans le cadre d'une activité professionnelle ou non, en matière de politiques culturelles ;
- 8° Fédération professionnelle reconnue : organisation représentative d'une catégorie d'opérateurs, reconnue en vertu de l'article 92 ;
- 9° Jour ouvré : les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux ;
- 10° Opérateur : toute personne physique ou morale dont les activités s'inscrivent dans le cadre des politiques culturelles et qui sollicite dans ce cadre un soutien de la Communauté française ;
- 11° Organe d'administration ou de gestion : l'organe qui dispose du pouvoir de décision au sein d'une personne morale ;
- 12° Organes consultatifs : les organes consultatifs dont la composition et le fonctionnement sont réglés par le présent décret, à savoir le Conseil, le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques, les chambres de concertation, les commissions d'avis et la Chambre de recours ;
- 13° Politiques culturelles : les politiques adoptées par la Communauté française dans les matières culturelles visées par l'article 4, 1°, 3° à 5° et 8° de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, à l'exception de l'éducation permanente ;
- 14° Secteur : un regroupement, à des fins administratives, de plusieurs matières culturelles, ou de plusieurs subdivisions de ces matières ;
- 15° Session de travail : période durant laquelle un groupe de membres d'une commission d'avis, composée sur base des critères prévus par le Titre 5 du Livre 1^{er}, examine un ensemble de demandes déterminé, le cas échéant déposées à une date déterminée, relatives à un secteur, une discipline ou un type d'aide ;
- 16° Subvention ponctuelle : une subvention de projet au sens de l'article 60, § 1^{er}, 2° du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française ;
- 17° Subvention structurelle : une subvention générale au sens de l'article 60, § 1^{er}, 1° du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

PARTIE II. — DE LA PARTICIPATION A L'ELABORATION
ET A LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES CULTURELLESLIVRE I^{er}. — DES ORGANES CONSULTATIFSTITRE I^{er}. — DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES ORGANES CONSULTATIFSCHAPITRE I^{er}. — *Disposition introductive*

Art. 2. Les organes consultatifs suivants sont créés et associés, selon les modalités prévues par le présent décret, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques culturelles :

- 1° le Conseil ;
- 2° le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques ;
- 3° les chambres de concertation ;
- 4° les commissions d'avis ;
- 5° la Chambre de recours.

Les règles générales de composition et de fonctionnement, communes à tous les organes consultatifs visés à l'alinéa 1^{er}, sont fixées par le présent Titre.

CHAPITRE II. — *Composition*

Art. 3. Nul ne peut être désigné membre d'un organe consultatif :

1° s'il a fait l'objet d'une condamnation pénale, prononcée par décision de justice coulée en force de chose jugée, en application des lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations, pour :

- a) incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence à l'égard d'une personne, d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres ;
- b) diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale ;
- c) négation, minimisation, justification ou approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;
- d) harcèlement sexuel ou fondé sur un autre critère protégé par la législation ;
- e) injonction de discriminer sur base d'un critère protégé par la législation.

2° s'il est membre d'une organisation qui, de manière manifeste et répétée :

- a) prône la discrimination ou la ségrégation fondée sur un critère protégé par les lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations ;
- b) montre son hostilité envers les principes essentiels de la démocratie, tels qu'ils sont garantis par la Constitution belge et par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Art. 4. § 1^{er}. Les qualités de membre du Conseil, du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des politiques linguistiques, d'une chambre de concertation, d'une commission d'avis et de la Chambre de recours sont incompatibles entre elles, sans préjudice de la participation :

- 1° des représentants des tendances idéologiques et philosophiques aux travaux des chambres de concertation ;
- 2° des délégués des commissions d'avis aux travaux des chambres de concertation ;
- 3° des délégués des chambres de concertation et du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des politiques linguistiques aux travaux du Conseil.

§ 2. La qualité de membre d'un organe consultatif ou de représentant d'une fédération professionnelle reconnue siégeant avec voix délibérative est également incompatible avec celle :

- 1° de commissaire européen, de membre d'un gouvernement fédéral, régional ou communautaire, de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement, de député provincial, de bourgmestre, d'échevin et de président ou conseiller de l'action sociale ;
- 2° de membre du cabinet d'un mandataire visé sous 1° ;
- 3° de membre du Parlement européen, d'une assemblée parlementaire fédérale, régionale ou communautaire, d'un conseil provincial ou communal ;
- 4° d'attaché d'un mandataire visé sous 3° ;
- 5° de membre du personnel statutaire ou contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII ;
- 6° de membre d'une instance d'avis instaurée en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, ayant participé à deux mandats consécutifs en tant que membre effectif, sauf :

- a) en cas de pénurie constatée par le Gouvernement au terme des procédures visées aux articles 22, 30 et 60 ;
- b) pour assurer une continuité au sein des organes consultatifs, conformément à l'article 121.

L'incompatibilité visée à l'alinéa 1^{er}, sous 6°, est levée après une interruption d'une durée équivalente à un mandat.

Pour ce qui concerne les représentants des tendances idéologiques et philosophiques, les incompatibilités visées à l'alinéa 1^{er}, sous 1° à 4°, sont limitées aux membres du Gouvernement de la Communauté française, ainsi qu'aux membres de leurs cabinets.

§ 3. Tout membre, désigné en qualité d'expert au sein d'un organe consultatif, dont le mandat a été renouvelé au maximum de ce qu'autorisent les règles de composition de cet organe ne peut se porter candidat pour siéger à nouveau dans cet organe qu'au terme d'une interruption d'une durée équivalente à un mandat, sauf en cas de pénurie constatée par le Gouvernement au terme des procédures visées aux articles 22, 30 et 61.

Art. 5. Le Gouvernement communique au Parlement de la Communauté française et à l'Observatoire des politiques culturelles la liste des membres composant les organes consultatifs, en motivant la composition retenue.

Art. 6. Le Gouvernement met fin au mandat d'un membre d'un organe consultatif :

- 1° à la demande de ce membre ;
- 2° à la demande de l'Administration, après avis de l'organe consultatif concerné, ou à la demande de la majorité des membres de l'organe consultatif concerné si ce membre :
 - a) ne respecte pas le règlement d'ordre intérieur ;
 - b) refuse de signer le document visé à l'article 8.

Tout membre visé par une procédure d'exclusion peut demander à être entendu par l'organe consultatif dans lequel il siège.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

Art. 7. § 1^{er}. Sans préjudice des règles complémentaires propres à chaque type d'organe consultatif, le fonctionnement des organes consultatifs visés à l'article 2 respecte les règles générales suivantes :

1° l'organe consultatif peut procéder à des auditions ou consultations ; les tiers ainsi entendus n'ont pas voix délibérative ;

2° chaque organe consultatif détermine à l'avance un nombre minimum de réunions par an ;

3° un membre absent peut donner procuration à un autre membre, moyennant le respect des conditions suivantes :

a) le suppléant du membre absent n'est pas disponible, sauf pour les chambres de concertation dans lesquelles il n'y a pas de suppléants ;

b) le membre absent joint à sa procuration un avis écrit circonstancié liant le porteur de la procuration ;

c) un même membre ne peut être porteur que d'une seule procuration ;

d) la procuration n'est pas prise en compte pour le calcul du quorum, sauf dérogation prévue par le règlement d'ordre intérieur ;

4° tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire ;

5° en cas d'empêchement, le membre avertit le secrétariat de l'organe consultatif, et le cas échéant le membre suppléant auquel il est attaché, de son absence au plus tard quarante-huit heures avant la tenue de la réunion ; est réputé démissionnaire tout membre qui, au cours d'une même année, manque trois réunions sans en avoir averti le secrétariat dans le délai précité, et le cas échéant le membre suppléant auquel il est attaché, à moins qu'il ne puisse justifier d'un cas de force majeure ; le règlement d'ordre intérieur peut modifier le délai de quarante-huit heures ;

6° l'organe consultatif rédige un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion ; ce procès-verbal est transmis en même temps que l'avis ;

7° en règle générale, l'avis est rendu au nom de l'organe consultatif, sans indication nominative ; toutefois, les membres qui ne se rallient pas à l'avis rendu peuvent déposer, seuls ou conjointement, une note de minorité ;

8° les membres respectent les règles de déontologie arrêtées par l'organe consultatif, visant notamment à garantir la dignité de la fonction exercée et à prévenir les situations de conflits d'intérêts.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, est augmenté de vingt-quatre heures par jour non ouvré précédent directement le jour de la tenue de la réunion.

§ 2. Sur base des règles visées au paragraphe 1^{er}, ainsi que des règles complémentaires propres à chaque type d'organe, chaque organe consultatif établit, sur proposition de l'Administration, un règlement d'ordre intérieur.

Ce règlement, et toute modification ultérieure, est obligatoire à compter de son approbation par le Gouvernement.

Le Gouvernement se prononce dans les trente jours de sa saisine. A défaut de décision notifiée dans ce délai, le règlement ou ses modifications sont réputés approuvés.

Art. 8. Lors de la première réunion qui suit l'approbation par le Gouvernement du règlement d'ordre intérieur, les membres des organes consultatifs signent un document par lequel ils attestent avoir pris connaissance des dispositions du règlement d'ordre intérieur et de la sanction que le présent décret attache au non-respect de ses dispositions.

En cas de désignation d'un nouveau membre, le document visé à l'alinéa 1^{er} est soumis à la signature du membre concerné lors de la première réunion qui suit.

Art. 9. Les présidents et vice-présidents des organes consultatifs assurent les missions qui leur sont conférées par le règlement d'ordre intérieur.

Ils participent aux débats, les organisent et les concluent.

Art. 10. Le secrétariat des organes consultatifs est assuré par l'Administration.

En concertation avec le Président, le Secrétaire est chargé, le cas échéant :

1° de la fixation et de la tenue de l'ordre du jour des réunions, de la vérification des règles de quorum et de la rédaction du procès-verbal ;

2° de veiller au respect du règlement d'ordre intérieur ;

3° de veiller au respect de la législation applicable et au maintien d'une jurisprudence continue ;

4° de veiller à la motivation des avis rendus ;

5° de veiller au remplacement du membre effectif absent à la séance par le membre suppléant qui lui est attaché ;

6° d'assurer la conservation et la numérisation des dossiers administratifs.

Le Secrétaire dispose d'une voix consultative.

Art. 11. Les organes consultatifs ne délibèrent valablement que si au moins la moitié des membres sont présents, sauf si le règlement d'ordre intérieur prévoit des conditions de quorum plus strictes.

En l'absence du quorum requis, le secrétariat organise une nouvelle séance dans le mois conformément aux dispositions prévues dans le règlement d'ordre intérieur.

Au cours de cette nouvelle séance, l'organe consultatif délibère valablement à condition de disposer de la moitié des membres présents, sauf si le règlement d'ordre intérieur en dispose autrement.

Art. 12. Les avis des organes consultatifs sont rendus à la majorité simple.

En cas de parité, en dernier recours, la voix du Président est prépondérante.

CHAPITRE IV. — *Défraiements*

Art. 13. § 1^{er}. Les membres des organes consultatifs qui siègent avec voix délibérative reçoivent les indemnités suivantes :

1° une indemnité de 50 euros par demi-journée de participation à une réunion ou une visite de travail, indexée annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année d'entrée en vigueur du présent décret ;

2° une indemnité pour les frais de parcours entre le domicile et le lieu de réunion, pour les rencontres effectuées à l'occasion de l'établissement d'un rapport ou pour toute autre tâche prévue par les organes consultatifs pour mener à bien leur mission, allouée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française et dont le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en première classe.

Les indemnités sont versées sur base de la liste des présences établie à la fin de chaque réunion.

§ 2. Le Gouvernement fixe de manière uniforme entre les différents secteurs culturels, au regard du temps de préparation nécessaire des dossiers et du nombre de réunions, le montant et le plafond annuel des indemnités de lecture. Ces indemnités sont conditionnées, soit à la présence effective à la réunion au cours de laquelle le point est examiné, soit à l'envoi d'une contribution écrite circonstanciée au secrétariat de l'organe consultatif.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités de versement des indemnités.

§ 4. Le Gouvernement peut prévoir les modalités d'indemnisation des tiers auditionnés ou consultés par un organe consultatif.

CHAPITRE V. — *Formation des membres*

Art. 14. Dans l'année qui suit leur désignation, le Gouvernement peut organiser et proposer aux membres des organes consultatifs une formation appropriée.

CHAPITRE VI. — *Publicité des travaux*

Art. 15. § 1^{er}. Le Gouvernement publie les calendriers de travail et l'ordre du jour des organes consultatifs sur le site internet de l'Administration.

§ 2. Le Gouvernement publie, au cours du 1^{er} semestre de chaque année, sur le site internet de l'Administration les documents administratifs de l'année précédente, à savoir :

1° les avis et recommandations du Conseil ;

2° les avis et recommandations des chambres de concertation et du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques ;

3° les avis rendus par les commissions d'avis, accompagnés des décisions rendues notamment sur base de ces avis ;

4° les avis rendus par la Chambre de recours, accompagnés des décisions rendues notamment sur base de ces avis ;

5° une liste relative aux avis visés sous 3° et 4° reprenant au minimum :

a) la dénomination de l'opérateur ;

b) l'objet de la demande ;

c) le caractère positif ou négatif de l'avis de l'organe consultatif ;

d) le cas échéant, le montant sollicité par l'opérateur, le montant proposé par la commission d'avis ainsi que le montant octroyé par le Gouvernement ;

e) l'identification des opérateurs ayant refusé la publication des avis en y indiquant le motif.

Les avis visés sous 3° et 4° ne peuvent être publiés qu'après notification de la décision à l'opérateur concerné, accord préalable de l'opérateur si l'avis le concernant est négatif, et après vérification par l'Administration que la publication ne fait pas l'objet des motifs d'exception prévus par l'article 6 du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration.

§ 3. Les avis et recommandations visés au paragraphe 2, sous 1° et 2°, sont joints à tout projet ou proposition de décret déposé au Parlement de la Communauté française.

Art. 16. Le Conseil coordonne annuellement la rédaction d'un rapport portant sur ses activités et celles des autres organes consultatifs.

Ce rapport annuel d'activités comprend au moins les éléments suivants :

1° la liste des avis et recommandations du Conseil ;

2° la liste des avis et recommandations des chambres de concertation et du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques ;

3° la liste des avis rendus par les commissions d'avis ;

4° la liste des recours dont a été saisie la Chambre de recours ;

5° la liste des membres des organes consultatifs, mentionnant :

a) un relevé du taux de présence ;

b) les indemnités versées par organe consultatif et session de travail ;

c) les mandats vacants ;

6° la liste des personnes extérieures, en ce compris les membres d'autres organes consultatifs, qui ont été invitées à participer aux réunions ;

7° une analyse transversale et prospective des différentes publications et des recommandations sectorielles.

Art. 17. Aux fins de l'application de l'article 16, chaque organe consultatif transmet au Conseil, dans les trois mois qui suivent la fin de chaque année civile, les éléments constitutifs du rapport annuel d'activités qui le concerne.

Art. 18. Après approbation par le Conseil, le rapport annuel d'activités est transmis au Gouvernement, au Parlement et à l'Observatoire des politiques culturelles.

Le Gouvernement assure la publication du rapport sur le site internet de l'Administration.

A la demande d'un organe consultatif, l'Administration organise, avec ce dernier, un débat public sur la base du rapport annuel d'activités publié.

TITRE II. — DU CONSEIL

CHAPITRE I^{er}. — Missions

Art. 19. § 1^{er}. Le Conseil est chargé de formuler, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations sur :

- 1° les politiques culturelles, dans une optique générale et transversale ;
- 2° les avant-projets ou propositions de décrets élaborés dans le cadre des politiques culturelles ;
- 3° les avant-projets d'arrêtés, de portée générale ou transversale, élaborés dans le cadre des politiques culturelles ;
- 4° l'évaluation des cadres décrets existants, adoptés dans le cadre des politiques visées sous 1°, et de leur application.

En aucun cas, le Conseil ne se prononce sur un projet de décision individuelle.

§ 2. Les recommandations formulées d'initiative par le Conseil portent essentiellement sur le développement d'une vision prospective et l'instauration d'un dialogue intersectoriel et transversal sur les politiques culturelles, notamment sur les sujets suivants :

- 1° l'accès à la Culture ;
- 2° le statut des artistes ;
- 3° le développement de la création et de l'emploi artistique ;
- 4° le développement d'une structuration représentative des différents secteurs de la Culture ;
- 5° la promotion et la diffusion de la Culture en Communauté française ;
- 6° le renforcement des liens entre la Culture et l'Enseignement ;
- 7° le renforcement des liens entre la Culture et l'Education permanente ;
- 8° la détermination des positions à adopter par la Communauté française dans le cadre des politiques culturelles menées par d'autres niveaux de pouvoir ou par d'autres pays ;
- 9° le financement de la Culture ;
- 10° le développement du numérique ;
- 11° le développement des différents secteurs de la Culture.

Tous les cinq ans, le Conseil rédige, en lien avec l'Observatoire des Politiques culturelles, un rapport relatif à ces recommandations.

CHAPITRE II. — Composition

Section I^{re}. — Membres effectifs et suppléants

Art. 20. Le Conseil est composé des membres effectifs suivants, disposant d'une voix délibérative :

- 1° le Président de chaque chambre de concertation, ou son représentant ;
- 2° un membre supplémentaire de chaque chambre de concertation délégué sur base de son expertise au regard de l'ordre du jour du Conseil ;
- 3° le Président du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques, ou son représentant ;
- 4° un membre supplémentaire du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques délégué sur base de son expertise au regard de l'ordre du jour du Conseil ;
- 5° cinq experts dont les profils complètent les représentations assurées par l'intermédiaire des chambres de concertation et qui se distinguent par leur haut degré d'expertise transversale en matière de politiques culturelles, en particulier :
 - a) un expert issu du monde de l'enseignement ;
 - b) deux experts exerçant une profession d'artiste ;
 - c) un expert justifiant d'une connaissance pointue des politiques culturelles de la Communauté flamande, de la Communauté germanophone ou d'un pays membre de l'Organisation internationale de la Francophonie ;
 - d) un expert dont le profil complète ceux visés aux points a) à c) ;

6° un représentant, disposant d'un haut degré d'expertise transversale dans les politiques culturelles, par tendance idéologique et philosophique disposant d'un groupe parlementaire reconnu au Parlement de la Communauté française.

Pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1^{er}, sous 5° et 6°, il est désigné un membre suppléant. Le membre suppléant est du même sexe et dispose du même profil d'expertise que le membre effectif auquel il est attaché.

Art. 21. Les membres effectifs et suppléants visés à l'article 20, alinéa 1^{er}, sous 5° et 6°, sont nommés par le Gouvernement pour un mandat d'une durée de cinq ans, renouvelable une fois.

Art. 22. § 1^{er}. Les membres visés à l'article 20, alinéa 1^{er}, sous 1° à 4°, sont délégués par l'organe consultatif dans lequel ils siègent.

§ 2. Les membres effectifs et suppléants, le cas échéant en binôme du même sexe, visés à l'article 20, alinéa 1^{er}, sous 5°, sont désignés, après comparaison des titres et mérites effectuée par l'Administration et avis des fédérations professionnelles reconnues, par le Gouvernement au terme d'un appel public à candidatures publié sur le site Internet de l'Administration, dont il détermine les modalités d'organisation.

L'avis visé à l'alinéa 1^{er} porte sur la pertinence et l'équilibre général des expertises et des profils issus des candidatures reçues, sans récuser ou soutenir une candidature particulière.

§ 3. Les membres effectifs et suppléants, le cas échéant en binôme du même sexe, visés à l'article 20, alinéa 1^{er}, sous 6°, sont désignés par le Gouvernement sur proposition du groupe politique de la tendance qu'ils représentent.

A cet effet, chaque groupe politique concerné transmet au Gouvernement une liste de deux candidats femmes et deux candidats hommes.

La désignation des membres visés à l'alinéa 1^{er} intervient dans les trois mois qui suivent l'installation des membres du Parlement de la Communauté française.

Art. 23. Lorsqu'un membre effectif est temporairement absent, il est remplacé par son suppléant pour la ou les séance(s) concernée(s).

Lorsqu'un siège de membre effectif est définitivement vacant, le membre absent est remplacé par son suppléant pour la durée restante du mandat.

Lorsqu'un siège de membre suppléant est définitivement vacant, il est procédé à son remplacement, selon les cas :

- a) après appel complémentaire à candidature ;
- b) sur proposition du groupe politique de la tendance qu'il représente.

Section II. — Autres participants

Art. 24. § 1^{er}. Sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux du Conseil avec voix consultative :

- 1° l'Administrateur général de la Culture du Ministère de la Communauté française, ou son représentant ;
- 2° un représentant de l'Observatoire des Politiques culturelles ;
- 3° le Président du Conseil supérieur de l'Éducation permanente, ou son représentant ;
- 4° sur demande de l'Administrateur général de la Culture du Ministère de la Communauté française, un représentant des Services généraux du département de la Culture ;
- 5° sur demande de l'Administrateur général de la Culture du Ministère de la Communauté française, un représentant du Service général d'Inspection de la Culture ;
- 6° un représentant de la Chambre des écoles supérieures des arts de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur.

§ 2. Le Conseil peut également inviter, en fonction de l'ordre du jour :

- 1° le Ministre compétent, ou son représentant ;
- 2° des représentants des pouvoirs locaux, provinciaux et régionaux ;
- 3° des représentants d'associations ayant pour objet social la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers ;
- 4° des experts, analystes et chercheurs.

CHAPITRE III. — Fonctionnement

Art. 25. § 1^{er}. Lorsque le Conseil est saisi d'une demande d'avis, le secrétariat en avertit les membres et autres participants visés à l'article 24 et leur communique, dans les plus brefs délais et par voie électronique, tous les éléments du dossier administratif en sa possession.

Le secrétariat organise la convocation et la tenue de la réunion du Conseil, le cas échéant en concertation avec le secrétariat du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques ou de la chambre de concertation concernée en vue de disposer de l'avis sectoriel conformément aux articles 32, § 3 et 38, § 3, alinéa 2.

§ 2. Le Conseil donne un avis dans les 50 jours de la réception de la demande d'avis. En cas d'urgence motivée, le délai est ramené à 30 jours.

La moitié au moins de ce délai doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires. Si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvré qui suit.

A l'expiration du délai, la procédure est poursuivie par le Gouvernement ou le Parlement de la Communauté française, sans empêcher le Conseil de communiquer ultérieurement son avis.

§ 3. Le Conseil se prononce au moins une fois par an sur l'ensemble des recommandations sectorielles dont il a été saisi, d'initiative, par les chambres de concertation et communique son avis transversal au Gouvernement.

Art. 26. Le Conseil désigne parmi les experts visés à l'article 20, alinéa 1^{er}, un Président et un Vice-président de sexe différent pour une durée de maximum deux ans.

Un principe d'alternance entre les femmes et les hommes s'impose pour la désignation du Président et du Vice-président.

Le Président du Conseil ou son représentant participe, avec voix consultative, aux travaux du Conseil supérieur de l'Éducation permanente.

Un membre peut être à nouveau désigné comme Président ou Vice-président du Conseil après une interruption de deux ans.

Art. 27. Le Conseil peut prévoir dans son règlement d'ordre intérieur des règles particulières de quorum et de vote afin de garantir, le cas échéant, un équilibre entre les différents secteurs représentés.

**TITRE III. — DU CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE,
DES LANGUES RÉGIONALES ENDOGÈNES ET DES POLITIQUES LINGUISTIQUES**

CHAPITRE I^{er}. — *Missions*

Art. 28. Le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations :

1° sur toute question relative à la politique linguistique et à la francophonie autant en Communauté française que sur le plan international ;

2° sur l'évolution de la situation linguistique en Communauté française et sur la place de la langue française, des langues régionales endogènes et de la langue des signes par rapport aux autres langues pratiquées en Communauté française ;

3° sur l'évolution de l'usage de la langue française, des langues régionales endogènes et de la langue des signes et sur leur enrichissement ;

4° sur toute action de promotion, de protection et de sensibilisation à la langue française, aux langues régionales endogènes et à la langue des signes.

CHAPITRE II. — *Composition*

Art. 29. Le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques est composé de dix-sept membres effectifs répartis comme suit :

1° douze experts en langue française, dont au moins un issu de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises, dans l'une des matières suivantes :

- a) la linguistique ;
- b) la sociologie ;
- c) l'enseignement et la formation ;
- d) l'alphabétisation et l'accueil des migrants ;
- e) la recherche et le développement ;
- f) l'ingénierie linguistique ;
- g) la protection et la promotion du travailleur, du consommateur et de l'utilisateur des services publics ;
- h) la communication et les médias ;
- i) la terminologie ;
- j) les lettres ;

2° quatre experts en langues régionales endogènes, selon une représentation équilibrée des différentes variétés linguistiques ;

3° un expert en langue des signes.

Pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1^{er}, il est désigné un membre suppléant. Un membre suppléant est du même sexe et dispose de la même expertise que le membre effectif auquel il est attaché.

Art. 30. § 1^{er}. Les membres effectifs et suppléants, le cas échéant en binôme du même sexe, sont nommés par le Gouvernement, après comparaison des titres et mérites effectuée par l'Administration et avis des fédérations professionnelles reconnues, pour un mandat d'une durée de cinq ans, renouvelable une fois, au terme d'un appel public à candidatures publié sur le site internet de l'Administration, dont il détermine les modalités d'organisation.

L'avis visé à l'alinéa 1^{er} porte sur la pertinence et l'équilibre général des expertises et des profils issus des candidatures reçues, sans récuser ou soutenir une candidature particulière ; les fédérations professionnelles reconnues concernées sont celles qui siègent dans la Chambre de concertation des Ecritures et du Livre.

§ 2. Lorsqu'un membre effectif est temporairement absent, il est remplacé par son suppléant pour la ou les séance(s) concernée(s).

Lorsqu'un siège de membre effectif est définitivement vacant, le membre absent est remplacé par son suppléant pour la durée restante du mandat.

Lorsqu'un siège de membre suppléant est définitivement vacant, il est procédé à son remplacement après appel complémentaire à candidature.

Art. 31. § 1^{er}. Sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques avec voix consultative :

- 1° l'Administrateur général de Wallonie-Bruxelles International, ou son représentant ;
- 2° l'Inspecteur général de l'enseignement secondaire de la Communauté française, ayant en charge les cours généraux, ou son représentant ;
- 3° l'Inspecteur général de l'enseignement fondamental de la Communauté française ou son représentant ;
- 4° le Médiateur commun à la Région wallonne et à la Communauté française ou son représentant ;
- 5° Les représentants des tendances idéologiques et philosophiques visés à l'article 20, alinéa 1^{er}, sous 6°.

§ 2. Le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques peut également inviter, en fonction de l'ordre du jour :

- 1° le Ministre compétent, ou son représentant ;
- 2° des représentants des pouvoirs locaux, provinciaux et régionaux ;
- 3° des représentants d'associations ayant pour objet social la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers ;
- 4° des experts, analystes et chercheurs.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

Art. 32. § 1^{er}. Lorsque le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques est saisi d'une demande d'avis, le secrétariat en avertit les membres effectifs et autres participants visés à l'article 31, et leur communique, dans les plus brefs délais et par voie électronique, tous les éléments du dossier administratif en sa possession.

Le secrétariat organise la convocation et la tenue de la réunion.

§ 2. Le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques donne un avis dans les 30 jours de la réception de la demande d'avis. En cas d'urgence motivée, le délai est ramené à 21 jours.

La moitié au moins de ce délai doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires. Si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvré qui suit.

A l'expiration du délai, la procédure est poursuivie par le Gouvernement ou le Parlement de la Communauté française, sans empêcher le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques de communiquer ultérieurement son avis.

§ 3. Les avis relatifs à une compétence partagée avec le Conseil sont présentés au cours de la prochaine séance du Conseil par un représentant du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques, et joints à l'avis transversal du Conseil remis au Gouvernement. À l'expiration du délai de saisine du Conseil, les avis du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques sont en tout état de cause communiqués au Gouvernement.

§ 4. Lorsque le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques formule, d'initiative, une recommandation relative aux politiques culturelles sectorielles, celle-ci est communiquée simultanément au Conseil et au Gouvernement.

§ 5. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques peut prévoir la tenue d'un nombre déterminé de réunions de travail nécessitant un quorum de trois membres.

Art. 33. Le Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des Politiques linguistiques désigne en son sein un Président et un Vice-président de sexe différent pour une durée de maximum deux ans.

Un principe d'alternance entre les femmes et les hommes s'impose pour la désignation du Président et du Vice-président.

Un membre peut être à nouveau désigné comme Président ou Vice-président après une interruption de deux ans.

TITRE IV. — *DES CHAMBRES DE CONCERTATION*CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions communes à toutes les chambres de concertation*Section I^{re}. — *Missions*

Art. 34. § 1^{er}. Les chambres de concertation sont chargées de formuler, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations sur :

- 1° les politiques culturelles sectorielles ;
- 2° les avant-projets ou propositions de décrets élaborés dans le cadre des politiques visées sous 1° ;
- 3° les avant-projets d'arrêtés élaborés dans le cadre des politiques visées sous 1° ;
- 4° l'évaluation des cadres décrétaux et réglementaires existants, adoptés dans le cadre des politiques visées sous 1°, et de leur application ;
- 5° les canevas destinés à l'examen des dossiers individuels par les commissions d'avis, le cas échéant au regard des critères issus des législations sectorielles, et ce sans préjudice des règles spécifiques éventuellement prévues par ces législations quant au canevas à utiliser.

En aucun cas, les chambres de concertation ne se prononcent sur un projet de décision individuelle.

§ 2. Les recommandations formulées d'initiative par les chambres de concertation portent sur l'évaluation et le développement d'une vision prospective des politiques culturelles sectorielles en lien avec le Conseil.

Section II. — *Composition*Sous-section I^{re}. — *Membres effectifs*

Art. 35. § 1^{er}. Chaque chambre de concertation est composée des membres effectifs suivants qui disposent d'une voix délibérative :

- 1° les fédérations professionnelles reconnues dans le cadre du présent décret, dont l'activité de représentation relève des matières de la compétence de la chambre de concertation, conformément au Chapitre 2 ;
- 2° les représentants des tendances idéologiques et philosophiques visés à l'article 20, alinéa 1^{er}, sous 6°.

Lorsqu'un secteur ou une discipline pour lequel une chambre de concertation est compétente n'est représenté par aucune fédération professionnelle reconnue visée à l'alinéa 1^{er}, sous 1°, la commission d'avis correspondante peut déléguer au sein de la chambre de concertation concernée un membre, avec voix délibérative, relevant de ce secteur ou de cette discipline.

§ 2. Les fédérations professionnelles reconnues siègent, en tant que personnes morales, dans les chambres de concertation mentionnées dans leur arrêté de reconnaissance.

§ 3. Chaque fédération professionnelle reconnue représentant une activité professionnelle ou une discipline particulière dispose d'une voix équivalente au sein de la Chambre de concertation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la valeur totale des voix des fédérations professionnelles reconnues dont l'activité de représentation relève directement et à titre principal des missions d'une Chambre de concertation est supérieure à celle des fédérations professionnelles reconnues dont l'activité de représentation ne relève qu'indirectement et à titre subsidiaire des missions d'une Chambre de concertation.

En tout état de cause, les fédérations professionnelles reconnues peuvent, le cas échéant, chacune établir une note de minorité conformément à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°.

Art. 36. § 1^{er}. Chaque fédération professionnelle reconnue communique à l'Administration une liste de deux femmes et de deux hommes disposant d'un mandat permanent pour la représenter au sein de la chambre de concertation, et justifiant d'une compétence adaptée aux réalités sectorielles et à la pratique du terrain.

Les incompatibilités prévues à l'article 4 sont d'application.

La fédération professionnelle reconnue peut modifier cette liste à tout moment, moyennant information de l'Administration.

§ 2. Seules les personnes physiques reprises sur la liste visée au paragraphe 1^{er} peuvent siéger dans la chambre de concertation au nom de la fédération professionnelle reconnue qu'elles représentent.

Chaque fédération professionnelle reconnue ne peut déléguer qu'un représentant par réunion.

Par dérogation à l'alinéa 2, le Gouvernement peut autoriser une fédération professionnelle reconnue représentant plusieurs activités professionnelles ou disciplines à déléguer plusieurs représentants par réunion.

Sous-section II. — Autres participants

Art. 37. § 1^{er}. Sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux des chambres de concertation avec voix consultative :

1° l'Administrateur général de la Culture du Ministère de la Communauté française, ou son représentant, qui assure une des vice-présidences de chaque chambre de concertation ;

2° un représentant de l'Observatoire des Politiques culturelles ;

3° sur demande de l'Administrateur général de la Culture du Ministère de la Communauté française, un représentant des Services généraux du département de la Culture ;

4° sur demande de l'Administrateur général de la Culture du Ministère de la Communauté française, un représentant du Service général d'Inspection de la Culture ;

5° le cas échéant, les membres invités en fonction des spécificités des chambres de concertation ;

6° les délégués des commissions d'avis, conformément au Chapitre 2.

§ 2. Les chambres de concertation peuvent également inviter, en fonction de l'ordre du jour :

1° le Ministre compétent, ou son représentant ;

2° des représentants des pouvoirs locaux, provinciaux et régionaux ;

3° des représentants d'associations ayant pour objet social la défense des usagers ou d'une catégorie d'usagers ;

4° des experts, analystes et chercheurs.

Section III. — Fonctionnement

Art. 38. § 1^{er}. Lorsqu'une chambre de concertation est saisie d'une demande d'avis, le secrétariat en avertit les membres et autres participants et leur communique, dans les plus brefs délais et par voie électronique, tous les éléments du dossier administratif en sa possession.

Le secrétariat organise la convocation et la tenue de la réunion.

§ 2. La chambre de concertation donne un avis dans les 30 jours de la réception de la demande d'avis. En cas d'urgence motivée, le délai est ramené à 21 jours.

La moitié au moins de ce délai doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires. Si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvré qui suit.

A l'expiration du délai, la procédure est poursuivie par le Gouvernement ou le Parlement de la Communauté française, sans empêcher la chambre de concertation de communiquer ultérieurement son avis.

§ 3. Les avis relatifs à une compétence des chambres de concertation sont communiqués directement au Gouvernement ou au Parlement de la Communauté française.

Les avis relatifs à une compétence partagée avec le Conseil sont présentés au cours de la prochaine séance du Conseil par l'un des représentants de la chambre de concertation et joints à l'avis transversal du Conseil remis au Gouvernement.

Lorsqu'une chambre de concertation formule, d'initiative, une recommandation relative aux politiques culturelles sectorielles, celle-ci est communiquée simultanément au Conseil d'une part et au Gouvernement d'autre part.

Art. 39. § 1^{er}. Chaque chambre de concertation désigne, en alternance, parmi les fédérations professionnelles reconnues qui en sont membres, une présidence et une ou plusieurs vice-présidence(s), soit lors de chaque séance, soit pour une durée maximum de deux ans.

Une des vice-présidences est assurée par l'Administration, conformément à l'article 37, alinéa 1^{er}, sous 1°.

§ 2. Le mode de désignation des deux représentants de chaque chambre de concertation au sein du Conseil est déterminé par le règlement d'ordre intérieur sur base :

1° de l'ordre du jour du Conseil ;

2° d'une règle d'alternance entre les différentes fédérations professionnelles reconnues et les différents secteurs ou disciplines qui relèvent de la compétence de la chambre de concertation.

§ 3. Les délégués des chambres de concertation représentent au sein du Conseil l'ensemble des intérêts, le cas échéant distincts, de leur chambre de concertation.

§ 4. Le règlement d'ordre intérieur de chaque chambre de concertation peut prévoir :

1° des règles particulières de quorum et de vote destinées à garantir un équilibre entre les différentes fédérations professionnelles représentées ;

2° la mise en place de groupes de travail spécifiques à un secteur, à une matière ou à une discipline.

Art. 40. Chaque chambre de concertation organise, annuellement, au moins une réunion avec des représentants de la commission d'avis correspondante.

Au cours de ces réunions, la chambre de concertation :

1° est informée des avis remis par la commission d'avis ;

2° informe la commission d'avis de ses travaux ;

3° se prononce sur la mise en œuvre des politiques culturelles sectorielles, et remet un avis ou une recommandation au Conseil d'une part et au Gouvernement d'autre part.

CHAPITRE II. — *Dispositions particulières à chaque chambre de concertation*

Section I^{re}. — De la Chambre de concertation des Arts vivants

Sous-section I^{re}. — Missions

Art. 41. La Chambre de concertation des Arts vivants formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations en matière de politique sectorielle relative aux arts de la scène, en ce compris :

- 1° l'art dramatique y inclus les arts de la marionnette, du théâtre d'objet et des arts qui y sont associés ;
- 2° le théâtre jeune public ;
- 3° le théâtre action ;
- 4° l'art chorégraphique ;
- 5° les arts forains, du cirque et de la rue ;
- 6° le conte ;
- 7° les projets relevant de plusieurs disciplines des arts de la scène dont au moins une visée sous 1° à 6°.

Sous-section II. — Composition

Art. 42. En plus des représentants des fédérations professionnelles reconnues et des autres participants disposant d'une voix consultative, un représentant de la Commission des Arts vivants est invité aux réunions et peut participer aux travaux de la Chambre avec voix consultative.

Ce représentant est choisi par la Commission d'avis sur base de son domaine d'expertise au regard de l'ordre du jour de la Chambre de concertation, et afin d'assurer une représentation sectorielle équilibrée et alternée.

Section II. — De la Chambre de concertation des Musiques

Sous-section I^{re}. — Missions

Art. 43. La Chambre de concertation des Musiques formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations en matière de politique sectorielle relative aux arts de la scène, en ce compris :

- 1° la musique classique et contemporaine y inclus l'art lyrique ;
- 2° les musiques actuelles.

Sous-section II. — Composition

Art. 44. En plus des représentants des fédérations professionnelles reconnues et des autres participants disposant d'une voix consultative, deux représentants de la Commission des Musiques sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux de la Chambre avec voix consultative.

Ces représentants sont choisis par la Commission d'avis sur base de leur domaine d'expertise au regard de l'ordre du jour de la Chambre de concertation, et afin d'assurer une représentation sectorielle alternée et équilibrée, comprenant la présence d'un expert en musiques actuelles et un expert en musique classique ou contemporaine.

Section III. — De la Chambre de concertation des Arts plastiques

Sous-section I^{re}. — Missions

Art. 45. La Chambre de concertation des Arts plastiques formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations en matière de politique sectorielle relative aux arts plastiques, en ce compris :

- 1° les arts textiles, du dessin, de l'estampe, de l'illustration, de la peinture, de la photographie, de la sculpture ou de la vidéo d'art, les arts culinaires ou toute autre forme artistique ou technique, y compris novatrice, de même nature ;
- 2° les arts numériques et technologiques ;
- 3° l'architecture ;
- 4° le design et la mode.

Sous-section II. — Composition

Art. 46. En plus des représentants des fédérations professionnelles reconnues et des autres participants disposant d'une voix consultative, deux représentants de la Commission des Arts plastiques sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux de la Chambre avec voix consultative.

Ces représentants sont choisis par la Commission d'avis sur base de leur domaine d'expertise au regard de l'ordre du jour de la Chambre de concertation, et afin d'assurer une représentation sectorielle équilibrée et alternée.

Art. 47. Sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux de la Chambre, avec voix consultative, pour tout avis ou recommandation donné en matière d'architecture :

- 1° un représentant de la cellule architecture de la Communauté française ;
- 2° trois experts délégués par la Commission des Arts plastiques parmi ceux visés à l'article 74, alinéa 1^{er}, 3°, dont un actif en Région wallonne, un en Région de Bruxelles-capitale et un issu d'une faculté d'architecture.

*Section IV. — De la Chambre de concertation des Ecritures et du Livre**Sous-section I^{re}. — Missions*

Art. 48. La Chambre de concertation des Ecritures et du Livre formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations en matière de politique sectorielle des écritures et du livre, en ce compris l'édition, la librairie, les lettres, la littérature générale, la littérature de jeunesse, la littérature des langues régionales endogènes, la bande dessinée et, plus généralement, toute production intellectuelle susceptible d'être publiée sous quelque forme ou support.

Sous-section II. — Composition

Art. 49. En plus des représentants des fédérations professionnelles reconnues et des autres participants disposant d'une voix consultative, un représentant de la Commission des Ecritures et du Livre est invité aux réunions et peut participer aux travaux de la Chambre de concertation avec voix consultative.

Ce représentant est choisi par la Commission d'avis sur base de son domaine d'expertise au regard de l'ordre du jour de la Chambre de concertation, et afin d'assurer une représentation sectorielle équilibrée et alternée.

Art. 50. Sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux de la Chambre, avec voix consultative, pour tout avis ou recommandation donné en matière de politique des écritures et du livre :

1° l'Inspecteur général de l'enseignement secondaire de la Communauté française, ayant en charge les cours généraux, ou son représentant ;

2° l'Inspecteur général de l'enseignement fondamental de la Communauté française, ou son représentant ;

3° l'Administrateur général de Wallonie-Bruxelles International ou son délégué ;

4° le secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Langue et de Littérature, ou son représentant.

La Chambre peut également inviter, en fonction de l'ordre du jour, des experts exerçant les activités d'éditeur, de libraire, d'auteur ou de distributeur.

*Section V. — De la Chambre de concertation du Cinéma**Sous-section I^{re}. — Missions*

Art. 51. La Chambre de concertation du Cinéma formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations en matière de politique sectorielle relative à la production et à la diffusion cinématographique et audiovisuelle.

Sous-section II. — Composition

Art. 52. § 1^{er}. Le nombre de représentants de fédérations professionnelles, tel que visé à l'article 36, § 2, alinéa 3, doit respecter, dans la mesure du possible, l'équilibre suivant :

1° au moins un tiers de représentants issus de fédérations professionnelles reconnues actives pour les auteurs, scénaristes, réalisateurs, acteurs et comédiens ;

2° au moins un tiers de représentants issus de fédérations professionnelles reconnues actives pour les producteurs d'œuvres audiovisuelles et les ateliers de cinéma ;

3° au moins un quart de représentants issus de fédérations professionnelles reconnues actives pour les distributeurs d'œuvres audiovisuelles et les exploitants de salles de cinéma ;

4° au moins un représentant issu d'une fédération professionnelle reconnue active pour les techniciens.

§ 2. En plus des représentants des fédérations professionnelles reconnues et des autres participants disposant d'une voix consultative, un représentant de la Commission du Cinéma est invité aux réunions et peut participer aux travaux de la Chambre avec voix consultative.

Ce représentant est choisi par la Commission d'avis sur base de son domaine d'expertise au regard de l'ordre du jour de la Chambre de concertation, et afin d'assurer une représentation sectorielle équilibrée et alternée.

Art. 53. Sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux de la Chambre avec voix consultative :

1° l'Administrateur général de la Communauté française ayant la Culture dans ses attributions, ou son représentant ;

2° un représentant de la RTBF ;

3° un représentant des télévisions locales ;

4° deux experts en investissement audiovisuel à vocation économique régionale ;

5° un expert dans l'organisation de festivals de cinéma ;

6° des représentants des distributeurs de services télévisuels ;

7° des représentants des éditeurs de services télévisuels.

*Section VI. — De la Chambre de concertation des Patrimoines culturels**Sous-section I^{re}. — Missions*

Art. 54. La Chambre de concertation des Patrimoines formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations en matière de politique sectorielle relative aux patrimoines culturels, en ce compris :

1° les musées et autres institutions muséales ;

2° les centres d'archives privées ;

3° l'ethnologie et le patrimoine culturel immatériel ;

4° la protection du patrimoine culturel mobilier.

Sous-section II. — Composition

Art. 55. En plus des représentants des fédérations professionnelles reconnues et des autres participants disposant d'une voix consultative, deux représentants de la Commission des Patrimoines culturels sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux de la Chambre avec voix consultative.

Ces représentants sont choisis par la Commission d'avis sur base de leur domaine d'expertise au regard de l'ordre du jour de la Chambre de concertation, et afin d'assurer une représentation sectorielle équilibrée et alternée.

*Section VII. — De la Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale*Sous-section I^{re}. — Missions

Art. 56. La Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations en matière de politique sectorielle relative :

- 1° aux centres culturels ;
- 2° au service public de la lecture ;
- 3° à la créativité et aux pratiques artistiques en amateur, en ce compris le théâtre amateur."

Sous-section II. — Composition

Art. 57. En plus des représentants des fédérations professionnelles reconnues et autres participants disposant d'une voix consultative, un représentant de la Commission de l'Action culturelle et territoriale est invité aux réunions et peut participer aux travaux de la Chambre avec voix consultative.

Ce représentant est choisi par la Commission d'avis sur base de son domaine d'expertise au regard de l'ordre du jour de la Chambre de concertation, et afin d'assurer une représentation sectorielle et territoriale équilibrée et alternée.

Art. 58. Sont invités aux réunions et peuvent participer aux travaux de la Chambre avec voix consultative :

- 1° le Président du Conseil supérieur de l'Education permanente, ou son représentant ;
- 2° un représentant de l'Union des Villes et Communes de Wallonie ;
- 3° un représentant de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

TITRE V. — DES COMMISSIONS D'AVISCHAPITRE I^{er}. — *Dispositions communes à toutes les commissions d'avis**Section I^{re}. — Missions*

Art. 59. Les commissions d'avis sont chargées de formuler, à la demande du Gouvernement, un avis motivé préalable aux décisions individuelles dans les domaines qui relèvent de leur compétence conformément au chapitre 2 du présent titre. La motivation exigée doit être adéquate et consiste en l'indication, dans l'avis, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

Lorsqu'une demande relève de la compétence de plusieurs commissions d'avis, l'Administration détermine la commission d'avis compétente au regard de la discipline principale renseignée par l'opérateur concerné dans sa demande, sauf quand la saisine de plusieurs commissions d'avis est prévue par la législation sectorielle.

Pour l'examen d'une demande portant sur la reconnaissance d'une action culturelle spécialisée ou d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène, tel que prévu par le décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels, chaque commission d'avis compétente invite un membre issu des différentes commissions d'avis concernées, qui disposera d'une voix consultative."

Section II. — Composition

Art. 60. § 1^{er}. Chaque commission d'avis est constituée d'un ensemble d'experts ayant la qualité de membre effectif.

Sans préjudice de l'article 62, § 1^{er} et 2, pour chaque membre effectif, il est désigné, dans la mesure du possible au regard des candidatures reçues, un membre suppléant. Un membre suppléant est prioritairement du même sexe et dispose de la même expertise que le membre effectif auquel il est attaché.

La composition des commissions d'avis tend à assurer une diversité culturelle.

§ 2. Les membres effectifs et suppléants, le cas échéant en binôme du même sexe, de chaque commission sont désignés par le Gouvernement au terme d'un appel public à candidatures publié sur le site internet de l'Administration, dont il détermine les modalités d'organisation.

Art. 61. § 1^{er}. Les membres effectifs et suppléants de chaque commission d'avis sont nommés par le Gouvernement, après comparaison des titres et mérites effectuée par l'Administration et avis des fédérations professionnelles reconnues, pour un mandat d'une durée de trois ans, renouvelable deux fois.

Le règlement d'ordre intérieur de chaque commission d'avis peut limiter les mandats à un renouvellement.

L'avis visé à l'alinéa 1^{er} porte sur la pertinence et l'équilibre général des expertises et des profils issus des candidatures reçues, sans récuser ou soutenir une candidature particulière.

Les fédérations professionnelles reconnues remettent leur avis à l'égard de la commission d'avis relevant du même secteur que la chambre de concertation dans laquelle elles siègent.

§ 2. A la fin de chaque mandat de trois ans, au moins un tiers des membres effectifs et suppléants, le cas échéant en binôme du même sexe, de chaque commission d'avis est remplacé par le Gouvernement, au terme d'un appel public à candidatures publié sur le site Internet de l'Administration, après avis du Conseil et des chambres de concertation :

- 1° sur base volontaire après démission d'un membre ;
- 2° à défaut, en tenant compte :
 - a) en priorité, de l'ancienneté des membres ;
 - b) ensuite, du taux de présence.

L'avis visé à l'alinéa 1^{er} porte sur la pertinence et l'équilibre général des expertises et des profils issus des candidatures reçues, sans récuser ou soutenir une candidature particulière.

Les chambres de concertation remettent leur avis à l'égard de la commission d'avis relevant du même secteur.

§ 3. Chaque commission désigne en son sein un Président pour un mandat d'une durée de deux ans maximum, non renouvelable.

Un principe d'alternance entre les femmes et les hommes s'impose pour la désignation du Président.

A l'issue de son mandat, le membre concerné ne peut à nouveau être désigné comme président qu'après une interruption de deux ans.

§ 4. Chaque commission désigne en son sein un vice-président par session de travail, pour un mandat d'une durée de deux ans maximum, non renouvelable.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le mandat du vice-président est prolongé jusqu'à l'expiration d'une session de travail entamée.

Un principe d'alternance entre les femmes et les hommes s'impose pour la désignation des vice-présidents.

A l'issue de son mandat, le membre concerné ne peut à nouveau être désigné comme vice-président qu'après une interruption de deux ans.

Art. 62. § 1^{er}. Lorsqu'un membre effectif est temporairement absent, le membre effectif est remplacé par son suppléant pour la ou les séance(s) concernée(s), le cas échéant au cours d'une session de travail.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une commission d'avis peut prévoir dans son règlement d'ordre intérieur que le membre effectif, temporairement absent, peut être remplacé par tout membre effectif ou suppléant de la commission d'avis concernée relevant du même domaine d'expertise.

§ 2. Lorsqu'un siège de membre effectif est définitivement vacant, le membre effectif est remplacé par son suppléant pour la durée restante du mandat.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une commission d'avis peut prévoir dans son règlement d'ordre intérieur que le siège d'un membre effectif, définitivement vacant, peut être remplacé par tout membre suppléant de la commission d'avis concernée relevant du même domaine d'expertise.

§ 3. Lorsqu'un siège de membre suppléant est définitivement vacant, il est procédé à son remplacement, après appel complémentaire à candidature."

Section III. — Fonctionnement

Art. 63. § 1^{er}. Lorsque la commission d'avis est saisie d'une demande d'avis, le secrétariat en avertit les membres et leur communique, dans les plus brefs délais et par voie électronique, tous les éléments du dossier administratif en sa possession.

Le secrétariat organise les convocations et les tenues des réunions de la commission d'avis, le cas échéant en sessions de travail.

§ 2. La commission d'avis donne un avis motivé au plus tard :

1° sauf délai particulier prévu par la législation applicable, dans les trois mois de la réception du dossier complet transmis par le secrétariat, pour ce qui concerne les demandes relatives à des subventions ponctuelles ;

2° sauf délai particulier prévu par la législation applicable, dans les cinq mois de la réception du dossier complet transmis par le secrétariat, pour ce qui concerne les demandes relatives à des subventions structurelles ;

3° dans les délais prévus par la législation applicable pour tout autre type de décision individuelle.

En cas d'urgence motivée par le Gouvernement, les délais visés à l'alinéa 1^{er} sont ramenés à deux mois.

La moitié au moins de ces délais doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires. Si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvré qui suit.

Une fois dépassé le délai, la procédure est poursuivie par le Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement peut augmenter les délais visés au paragraphe 2, au regard des particularités de certaines commissions d'avis.

Art. 64. Sans préjudice des règles générales prévues au Titre 1^{er} et des règles complémentaires prévues par le chapitre 2 du présent titre, chaque commission d'avis détermine le nombre, la composition et les règles de fonctionnement de ses sessions de travail dans les limites suivantes :

1° la Commission se réunit au moins une fois par an pour, notamment, sur proposition de l'Administration :

a) désigner des vice-présidents pour chacune des sessions de travail sur base du respect de la parité entre les hommes et les femmes ;

b) prévoir une session de travail spécifique, composée du Président et des vice-présidents, pour assurer la gestion journalière de la commission d'avis, en ce compris participer à la réunion annuelle avec la chambre de concertation correspondante et, le cas échéant, déterminer les points c) à g) ;

c) désigner les délégués qui siégeront dans la chambre de concertation ;

d) répartir, sur proposition de l'administration, les membres ou les profils d'expertise entre les différentes sessions de travail en veillant à tendre à la parité entre les hommes et les femmes ; lorsqu'un membre est affecté à une session de travail qui n'est pas son choix prioritaire, il disposera d'une priorité d'affectation lors de la prochaine répartition des sessions de travail ;

e) fixer un calendrier par session de travail ;

f) assurer la continuité de la jurisprudence des sessions de travail précédentes ;

g) fixer la composition des sessions de travail dans le cadre des recours administratifs, conformément à l'article 96, alinéa 1^{er}, 9° ;

2° un même membre effectif ou suppléant peut siéger au sein de plusieurs sessions de travail ;

3° les débats sont secrets et les documents reçus sont confidentiels ; la divulgation d'informations à des personnes non-membres de la commission d'avis est un motif d'exclusion de plein droit ;

4° les dossiers relatifs à une même session de travail sont traités par les mêmes membres, sous réserve du fait que le membre effectif peut être remplacé par le membre suppléant auquel il est spécifiquement attaché ou, si le règlement d'ordre intérieur de la commission d'avis le prévoit, par un membre relevant du même domaine d'expertise ;

5° le règlement d'ordre intérieur prévoit des règles relatives aux conflits d'intérêts, impliquant que :

a) les membres sont tenus d'éviter tout conflit entre leurs intérêts et ceux de la Communauté française ou du demandeur d'une subvention dont le projet est examiné, sous peine d'exclusion ;

b) le Président et le Secrétaire veillent à ce que les membres informent complètement et préalablement la commission d'avis de tout intérêt qu'ils auraient dans un projet ou envers un demandeur d'une subvention susceptible de les placer dans une situation de conflit d'intérêts ;

c) il est interdit aux membres de participer aux débats et votes qui concernent une demande qu'ils ont eux-mêmes introduite, qui a été introduite par une personne morale dont ils sont le mandataire ou le préposé, ou qui a été introduite par une personne physique ou morale avec qui il existe un lien de coproduction ou un partenariat relatif à la demande examinée ;

6° le regroupement de plusieurs disciplines ou types d'aides au sein d'une même commission d'avis n'a aucun impact sur la répartition des enveloppes budgétaires dévolues à ces différentes disciplines ou différents types d'aides ;

7° pour délibérer valablement, au moins la moitié des membres de la session de travail doivent être présents, sans empêcher le règlement d'ordre intérieur de prévoir des conditions de quorum plus strictes ;

8° le règlement d'ordre intérieur peut augmenter le taux minimal de cinquante pour cent d'experts relevant du domaine d'expertise qui fait l'objet d'une session de travail, sans pouvoir dépasser quatre-vingt pour cent.

Au cours de la réunion visée à l'alinéa 1^{er}, sous 1°, les procurations sont prises en compte pour le calcul du quorum et un membre peut être porteur de plusieurs procurations.

En cas de surcharge de travail motivée par une commission d'avis, le Gouvernement peut affecter, ponctuellement et pour une période déterminée, des membres suppléants de la commission d'avis à une session de travail de cette commission d'avis, en tant que membres effectifs.

Art. 65. Chaque commission a la faculté d'entendre l'opérateur concerné par la décision sur laquelle porte l'avis. Le Règlement d'ordre intérieur prévoit les cas où cette audition est obligatoire.

Art. 66. L'avis de la commission est joint à la décision individuelle définitive notifiée à l'opérateur.

CHAPITRE II. — *Dispositions particulières à chaque commission d'avis*

Section I^{re}. — De la Commission des Arts vivant

Sous-section I^{re}. — Missions

Art. 67. La Commission des Arts vivants formule, à la demande du Gouvernement, un avis sur:

1° les demandes de subvention relatives :

a) à l'art dramatique, en ce compris les arts de la marionnette, du théâtre d'objet et des arts qui y sont associés ;

b) au théâtre jeune public ;

c) au théâtre action ;

d) à l'art chorégraphique ;

e) aux arts forains, du cirque et de la rue ;

f) au conte ;

g) aux projets relevant de plusieurs disciplines des arts de la scène, dont au moins une de celles reprises sous a) à f) ;

2° les recours introduits, relativement aux disciplines visées sous 1°, par un opérateur culturel en vertu de l'article 34 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène ;

3° les demandes de reconnaissance d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène, dans les disciplines visées sous 1°, conformément à l'article 37 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels.

Sous-section II. — Composition

Art. 68. La Commission est composée de soixante-cinq membres effectifs répartis comme suit:

1° seize experts en art dramatique, en ce compris au moins un en arts de la marionnette, du théâtre d'objet et des arts qui y sont associés ;

2° douze experts en théâtre jeune public, en ce compris au moins un en arts de la marionnette, du théâtre d'objet et des arts qui y sont associés ;

3° quatre experts en théâtre action ;

4° treize experts en art chorégraphique ;

5° treize experts en arts forains, du cirque et de la rue ;

6° quatre experts en conte ;

7° trois experts exerçant ou ayant exercé l'activité d'enseignant, dont au moins un relevant de chaque niveau d'enseignement, et dont au moins un relevant de chaque réseau d'enseignement.

Parmi les soixante-cinq experts visés à l'alinéa 1^{er}, cinq disposent d'une compétence dans plusieurs disciplines du secteur professionnel des arts de la scène, notamment en musiques.

La composition de la Commission et des sessions de travail tend à assurer la diversité des profils et compétences rassemblés ainsi qu'une représentation sectorielle et de métiers équilibrée et, dans la mesure du possible, à assurer que la moitié des membres exerce principalement une profession artistique ou technique sans être en charge de la direction ou de la programmation d'une personne morale reconnue en vertu du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène.

Sous-section III. — Fonctionnement

Art. 69. La Commission détermine la composition de ses sessions de travail dans les limites suivantes :

1° chaque session de travail comprend neuf à treize membres, dont au moins la moitié et au maximum quatre-vingt pour cent des membres relèvent du domaine d'expertise qui fait l'objet de la session ;

2° toute session de travail relative au théâtre jeune public comprend au moins un expert exerçant ou ayant exercé la profession d'enseignant ;

3° toute session de travail relative à des projets pluridisciplinaires comprend au moins un expert de chacun des domaines d'expertise visés à l'article 68, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4° et 5° ; si la session de travail porte notamment sur des projets relevant partiellement d'une discipline distincte des arts de la scène, la commission invite deux experts issus d'une autre commission d'avis, qui disposeront d'une voix délibérative pour l'examen de ces projets ;

4° par dérogation au point 1°, toute session de travail relative au conte ou au théâtre action comprend sept membres, dont quatre relèvent du domaine d'expertise qui fait l'objet de la session ;

5° si une session de travail porte notamment sur des projets relatifs au théâtre en langue régionale endogène, la commission invite deux experts en littérature régionale endogène issus de la commission des Ecritures et du Livre, qui disposeront d'une voix délibérative pour l'examen de ces projets.

Section II. — De la Commission des Musiques

Sous-section I^{re}. — Missions

Art. 70. La Commission des Musiques formule, à la demande du Gouvernement, un avis sur :

1° les demandes de subvention relatives :

- a) à la musique classique ;
- b) à la musique contemporaine ;
- c) aux musiques actuelles.

2° les recours introduits, relativement aux disciplines visées sous 1°, par un opérateur culturel en vertu de l'article 34 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène ;

3° les demandes de reconnaissance d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène, dans les disciplines visées sous 1°, conformément à l'article 37 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels.

Sous-section II. — Composition

Art. 71. La Commission est composée de trente membres effectifs répartis comme suit :

1° huit experts en musique classique, en particulier dans l'exercice d'une activité d'interprète, de programmateur, de critique musical ou d'enseignant de la musique classique ;

2° huit experts en musique contemporaine, en particulier dans l'exercice d'une activité d'interprète, de programmateur, de compositeur, de critique musical ou d'enseignant de musique contemporaine, dont au moins deux experts pour chacune des activités suivantes :

- a) musique purement instrumentale et vocale ;
- b) musique mixte ;
- c) musique électroacoustique et acousmatique ;

3° quatorze experts en musiques actuelles, en particulier dans l'exercice d'une activité d'interprète, de programmateur, de compositeur, de critique musical ou d'enseignant de musiques actuelles, dont au moins deux experts pour chacune des activités suivantes :

- a) jazz ;
- b) chanson, en ce compris la chanson pour enfants ;
- c) musiques traditionnelles ou du monde ;
- d) pop/rock ;
- e) hip hop ;
- f) musiques électroniques.

La composition de la Commission et des sessions de travail tend à assurer la diversité des profils et compétences rassemblés ainsi qu'une représentation sectorielle et de métiers équilibrée.

Sous-section III. — Fonctionnement

Art. 72. La Commission détermine la composition de ses sessions de travail.

Chaque session de travail comprend neuf à treize membres, dont au moins la moitié et au maximum quatre-vingt pour cent des membres relèvent du domaine d'expertise qui fait l'objet de la session.

Section III. — De la Commission des Arts plastiques

Sous-section I^{re}. — Missions

Art. 73. La Commission des Arts plastiques formule, à la demande du Gouvernement, un avis sur :

1° les demandes de subvention relatives :

a) aux arts textiles, du dessin, de l'estampe, de l'illustration, de la peinture, de la photographie, de la sculpture, de la vidéo d'art, aux arts culinaires, aux arts de la bande dessinée expérimentale ou à toute autre forme artistique ou technique, y compris novatrice, de même nature ;

- b) aux arts numériques et technologiques ;
 - c) à l'architecture ;
 - d) au design et à la mode ;
- 2° l'acquisition d'œuvres d'art au titre d'encouragement à la création et de soutien aux artistes.

Sous-section II. — Composition

Art. 74. La Commission est composée de trente-cinq membres effectifs répartis comme suit :

1° quinze experts en arts textiles, du dessin, de l'estampe, de l'illustration, de la peinture, de la photographie, de la sculpture, de la vidéo d'art, en arts culinaires, en arts de la bande dessinée expérimentale ou en toute autre forme artistique ou technique, y compris novatrice, en particulier dans l'exercice d'une activité relative à :

- a) la création d'œuvres d'art ;
- b) la production d'œuvres d'art ;
- c) la diffusion d'œuvres d'art ;
- d) l'enseignement artistique ;
- e) la recherche scientifique et technologique ;
- f) la recherche en sciences humaines et sociales ;

2° six experts en arts numériques et technologiques, en particulier dans l'exercice d'une activité relative à :

- a) la création d'œuvres d'art numériques ;
- b) la production d'œuvres d'art numériques ;
- c) la diffusion d'œuvres d'art numériques ;
- d) l'enseignement artistique ;
- e) la recherche scientifique et technologique ;
- f) la recherche en sciences humaines et sociales ;

3° huit experts en architecture, en particulier :

- a) quatre architectes justifiant d'un engagement dans les dimensions politiques et culturelles de l'architecture ;
- b) quatre experts issus des facultés d'architecture ;

4° six experts en design et mode, dont trois en design et trois en mode, en particulier dans l'exercice d'une activité relative à :

- a) la création d'œuvres d'art ;
- b) la production d'œuvres d'art ;
- c) la diffusion d'œuvres d'art ;
- d) l'enseignement artistique ;
- e) la recherche scientifique et technologique ;
- f) la recherche en sciences humaines et sociales.

La composition de la Commission et des sessions de travail tend à assurer la diversité des profils et compétences rassemblés ainsi qu'une représentation sectorielle et de métiers équilibrée.

Sous-section III. — Fonctionnement

Art. 75. La Commission détermine la composition de ses sessions de travail.

Chaque session de travail comprend cinq à dix membres, dont au moins la moitié et au maximum quatre-vingt pour cent des membres relèvent du domaine d'expertise qui fait l'objet de la session.

Section IV. — De la Commission des Ecritures et du Livre

Sous-section I^{re}. — Missions

Art. 76. La Commission des Ecritures et du Livre formule, à la demande du Gouvernement, un avis sur :

1° les demandes de subvention relatives à :

- a) l'édition du livre, en ce compris numérique ;
- b) la librairie ;
- c) la littérature générale ;
- d) la littérature de jeunesse ;
- e) la bande dessinée ;
- f) la littérature régionale endogène ;

2° l'acquisition d'ouvrages d'auteurs francophones belges, d'origine belge, ou domiciliés en Communauté française, qui sont destinés à des institutions scientifiques ou culturelles au sein desquelles s'étudient et se diffusent la langue française et les littératures qui s'y rattachent ;

3° l'attribution du prix de la première œuvre et du prix du rayonnement des lettres belges à l'étranger ;

4° les demandes de reconnaissance introduites en vertu du décret du 30 avril 2009 instituant une procédure de reconnaissance des librairies de qualité ;

5° la constitution des membres des jurys des prix annuels de la Communauté française destinés à récompenser des travaux de langues régionales endogènes, en application du décret du 24 décembre 1990 relatif aux langues régionales endogènes de la Communauté française.

Sous-section II. — Composition

Art. 77. La Commission est composée de cinquante membres effectifs répartis comme suit :

1° huit experts exerçant une activité de libraire, dont au moins un en littérature de jeunesse, un en littérature belge de langue française, un en bande dessinée et un en sciences humaines ;

2° douze experts exerçant une activité d'éditeur de livres, dont deux en littérature de jeunesse, deux en littérature générale, deux en bande dessinée, deux en littérature régionale endogène, un en sciences humaines, un en édition scolaire, et un en art et patrimoine. Parmi ces experts, au moins deux sont spécialisés en édition numérique ;

3° dix-huit experts exerçant une activité d'auteur ou d'illustrateur et ayant prioritairement publié au moins deux ouvrages ; parmi ces experts, au moins quatre sont actifs en littérature de jeunesse, cinq en littérature générale, quatre en bande dessinée et quatre en littérature régionale endogène ;

4° douze experts en matières culturelles exerçant une activité de journaliste, d'enseignant, d'académicien ou de bibliothécaire, dont notamment deux en philologie et littérature régionale endogène, un en bande dessinée, un en littérature de jeunesse, trois bibliothécaires et trois titulaires de l'enseignement des lettres belges de la langue française dans les universités de la Communauté française.

La composition de la Commission et des sessions de travail tend à assurer la diversité des profils et compétences rassemblés ainsi qu'une représentation sectorielle et de métiers équilibrée.

Sous-section III. — Fonctionnement

Art. 78. La Commission détermine la composition de ses sessions de travail.

Chaque session de travail comprend sept à dix membres, dont au minimum la moitié et au maximum quatre-vingt pour cent des membres relèvent du domaine d'expertise qui fait l'objet de la session.

Section V. — De la Commission du Cinéma

Sous-section I^{re}. — Missions

Art. 79. La Commission du Cinéma formule, à la demande du Gouvernement, un avis sur les demandes de subvention relatives au cinéma et à la création audiovisuelle.

Sous-section II. — Composition

Art. 80. La Commission est composée de soixante-cinq membres effectifs répartis comme suit:

1° dix-neuf experts en production et diffusion cinématographique et audiovisuelle, en particulier dans l'exercice de la profession d'auteur ou de comédien ;

2° dix-neuf experts en production et diffusion cinématographique et audiovisuelle, en particulier dans l'exercice de la profession de producteurs d'œuvres audiovisuelles et en matière d'ateliers d'accueil, de production audiovisuelle et d'écoles ;

3° neuf experts en production et diffusion cinématographique et audiovisuelle, en particulier dans l'exercice de la profession de distributeur d'œuvre audiovisuelle, d'exploitant de salles de cinéma, de vendeur d'œuvres audiovisuelles ou d'organisateur de festivals à concurrence de maximum deux experts ;

4° huit expert en production et diffusion cinématographique et audiovisuelle, en particulier dans les métiers techniques de l'audiovisuel ;

5° dix experts en matières culturelles exerçant notamment une activité de journaliste dans la presse cinématographique ou culturelle, ou exerçant une activité d'enseignant ou exerçant une activité d'écrivain, d'acteur ou d'auteur de théâtre ou œuvrant dans le monde littéraire.

La composition de la Commission et des sessions de travail tend à assurer la diversité des profils et compétences rassemblés ainsi qu'une représentation sectorielle et de métiers équilibrée.

Sous-section III. — Fonctionnement

Art. 81. La Commission détermine la composition de ses sessions de travail.

Chaque session de travail comprend cinq à onze membres.

Une session de travail ne peut comprendre plus de la moitié de membres issus de l'un des domaines d'expertise visé à l'article 80, alinéa 1^{er}.

Par dérogation aux alinéas 2 et 3, chaque session de travail relative aux aides à la production long métrage ou documentaire de création, d'initiative belge francophone, comprend sept à onze membres et ne peuvent comprendre plus d'un tiers de membres issus de l'un des domaines d'expertise visé à l'article 80, alinéa 1^{er}.

Section VI. — De la Commission des Patrimoines culturels

Sous-section I^{re}. — Missions

Art. 82. La Commission des Patrimoines culturels formule, à la demande du Gouvernement, un avis sur :

1° les demandes de subvention relatives :

- a) aux musées et autres institutions muséales ;
- b) aux archives privées ;
- c) à l'ethnologie et au patrimoine culturel immatériel ;
- d) à la protection du patrimoine culturel mobilier ;

2° l'acquisition de biens culturels mobiliers dans un objectif de préservation, de conservation et de valorisation ;

3° la reconnaissance, la délivrance de titres, l'agrément et l'évaluation des opérateurs dans les matières visées sous 1° ;

4° les demandes de classement, de déplacement et de restauration de biens culturels mobiliers ;

5° l'introduction d'une candidature auprès de l'UNESCO d'un chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française ou d'un espace du patrimoine oral et immatériel de la Communauté française.

Sous-section II. — Composition

Art. 83. La Commission est composée de quarante-cinq membres effectifs répartis comme suit:

1° douze experts en musées et autres institutions muséales, dont au moins un d'entre eux étant respectivement compétent en :

- a) beaux-arts et arts appliqués ;
- b) histoire et archéologie ;
- c) sciences, techniques et sciences naturelles ;
- d) musées spécialisés ou régionaux ;
- e) muséologie ;
- f) médiation pédagogique ;

2° dix experts en archives privées dont :

a) huit experts en archivistique contemporaine, en particulier deux professionnels exerçant la fonction de responsable ou de coordinateur d'un centre d'archive privée ;

b) deux experts en sciences de l'information et de la documentation, et plus particulièrement en technologies de l'information et de la communication ;

3° neuf experts en ethnologie et patrimoine culturel immatériel ;

4° neuf experts en protection du patrimoine culturel mobilier dont :

a) cinq experts en patrimoine dont au moins un d'entre eux étant respectivement compétent en :

- i) patrimoine culturel préhistorique, protohistorique ou antique ;
- ii) patrimoine artistique ou historique du Moyen-Age et des Temps modernes ;
- iii) patrimoine artistique ou historique des dix-neuvième et vingtième siècles ;
- iv) patrimoine scientifique ou technique ;
- v) patrimoine ethnologique.

b) deux experts en conservation-restauration ;

c) deux experts titulaires d'un doctorat, d'une licence ou d'un master en droit ;

5° cinq experts disposant d'une expertise dans un des domaines suivants :

- a) les centres culturels ;
- b) les centres d'expression et de créativité ;
- c) les arts de la scène ;
- d) les arts plastiques ;
- e) le droit ;
- f) les langues régionales endogènes ;
- g) la langue française.

La composition de la Commission et des sessions de travail tend à assurer la diversité des profils et compétences rassemblés ainsi qu'une représentation sectorielle et de métiers équilibrée.

Sous-section III. — Fonctionnement

Art. 84. La Commission détermine la composition de ses sessions de travail.

Chaque session de travail comprend huit à treize membres, dont au moins la moitié et au maximum quatre-vingt pour cent des membres relèvent du domaine d'expertise qui fait l'objet de la session.

Par dérogation à l'alinéa 2, les sessions de travail relatives à des dossiers techniques ou scientifiques ne portant pas sur l'octroi d'une aide financière peuvent comprendre au minimum trois membres. La session de travail peut être ponctuellement élargie, en cours de session, à d'autres membres si leurs expertises sont requises. En cas d'urgence justifiée dans l'intérêt de la sauvegarde d'un bien, une réunion par courriel électronique peut se tenir, selon les modalités prévues par le règlement d'ordre intérieur.

Section VII. — De la Commission de l'Action culturelle et territoriale

Sous-section I^{re}. — Missions

Art. 85. La Commission de l'Action culturelle et territoriale formule, à la demande du Gouvernement, un avis sur :

1° les demandes de subvention relatives :

- a) aux centres culturels ;
- b) au service public de la lecture ;
- c) aux centres d'expression et de créativité ;
- d) aux pratiques artistiques en amateur.

2° la reconnaissance et l'évaluation des opérateurs dans les matières visés sous 1°.

Sous-section II. — Composition

Art. 86. La Commission est composée de soixante membres effectifs répartis comme suit :

1° seize experts en centres culturels, dont :

- a) cinq experts issus de services culturels des différentes provinces francophones ;
- b) quatre experts issus d'un centre culturel reconnu ;
- c) un expert issu des services culturels de la Commission communautaire française ;

- d) six experts exerçant la fonction de directeur dans un centre culturel dont l'action est reconnue ;
- 2° seize experts en lecture publique, dont :
- a) deux experts exerçant la profession de dirigeant d'un opérateur d'appui ;
 - b) dix experts exerçant leur profession dans une bibliothèque publique locale ;
 - c) un expert exerçant sa profession dans une bibliothèque publique itinérante ;
 - d) un expert exerçant la profession de directeur dans une bibliothèque publique spéciale ;
 - e) un expert titulaire d'un bachelier de bibliothécaire documentaliste ou d'un master en sciences et technologie de l'information et de la communication ;
 - f) un expert en multimédia ;
- 3° vingt experts en créativité et pratiques artistiques en amateur, issus des différentes disciplines artistiques concernées, selon une répartition équilibrée entre les centres d'expression et de créativité et les pratiques artistiques en amateur ;
- 4° huit experts, en particulier dans l'exercice d'une profession relative :
- a) à l'éducation permanente ;
 - b) aux musées et autres institutions muséales ;
 - c) à l'enfance et la jeunesse ;
 - d) aux lettres et au livre ;
 - e) aux arts de la scène ;
 - f) aux arts plastiques ;
 - g) à l'audiovisuel et au cinéma.

La composition de la Commission et des sessions de travail tend à assurer la diversité des profils et compétences rassemblés ainsi qu'une représentation sectorielle, territoriale et de métiers équilibrée.

Sous-section III. — Fonctionnement

Art. 87. Chaque session de travail de la Commission comprend neuf à dix-neuf membres, dont au moins la moitié et au maximum quatre-vingt pour cent des membres relèvent du domaine d'expertise qui fait l'objet de la session.

TITRE VI. — DE LA CHAMBRE DE RECOURS

Art. 88. La Chambre de recours est chargée de remettre un avis motivé au Gouvernement sur les recours introduits en application du Livre 3.

La Chambre de recours est composée des membres suivants, qui siègent avec voix délibérative :

- 1° deux experts juridiques de sexe différent ;
- 2° trois experts de la politique culturelle, dont au moins un de chaque sexe.

Les experts juridiques doivent être titulaires d'une licence, d'un master ou d'un doctorat en droit et disposer d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années en tant que magistrat, avocat ou juriste ; une expérience juridique probante dans les matières culturelles est un atout.

Art. 89. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne les membres effectifs et suppléants, le cas échéant en binôme du même sexe, de la Chambre de recours au terme d'un appel public à candidatures publié sur le site Internet de l'Administration, dont il détermine les modalités d'organisation.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

§ 2. Les membres sont nommés par le Gouvernement, après comparaison des titres et mérites effectuée par l'Administration et avis des fédérations professionnelles reconnues, pour un mandat d'une durée de cinq ans, renouvelable une fois.

L'avis visé à l'alinéa 1^{er} porte sur la pertinence et l'équilibre général des expertises et des profils issus des candidatures reçues, sans récuser ou soutenir une candidature particulière.

Art. 90. Lorsqu'un membre effectif est temporairement absent, il est remplacé par son suppléant pour la ou les séance(s) concernée(s).

Lorsqu'un siège de membre effectif est définitivement vacant, le membre effectif est remplacé par son suppléant pour la durée restante du mandat.

Lorsqu'un siège de membre suppléant est définitivement vacant, il est procédé à son remplacement, après appel complémentaire à candidature.

Art. 91. Sans préjudice des règles générales prévues au Titre 1^{er}, le fonctionnement de la Chambre de recours respecte les règles suivantes :

- 1° les débats sont secrets et le non-respect de cette obligation est un motif d'exclusion ;
- 2° le règlement d'ordre intérieur prévoit des règles relatives aux conflits d'intérêts, impliquant que :
 - a) les membres sont tenus d'éviter tout conflit entre leurs intérêts et ceux de la Communauté française ou du requérant dont le recours est examiné, sous peine d'exclusion ;
 - b) le Président et le Secrétaire veillent à ce que les membres informent complètement et préalablement la Chambre de recours de tout intérêt qu'ils auraient dans un recours ou envers un requérant, susceptible de les placer dans une situation de conflit d'intérêts ;
 - c) il est interdit aux membres de participer aux séances, débats et votes qui concernent une demande, en ce compris les demandes concurrentes, qu'ils ont eux-mêmes introduite ou qui a été introduite par une personne morale dont ils sont l'organe ou le préposé ;
- 3° la Chambre peut solliciter l'avis de l'Inspection des finances ;
- 4° le requérant et un délégué de la Commission d'avis ayant rendu un avis sur la décision contestée peuvent demander à être entendus par la Chambre.

5° La Chambre de recours désigne parmi les experts juridiques un Président et un Vice-président pour une durée de maximum deux ans ; un principe d'alternance entre les femmes et les hommes s'impose pour la désignation du Président et du Vice-président.

LIVRE II. — DES FEDERATIONS PROFESSIONNELLES

Art. 92. § 1^{er}. Complémentairement aux procédures de reconnaissance prévues par les législations sectorielles, le Gouvernement, après un appel à candidatures dont il détermine les modalités d'organisation, reconnaît les fédérations professionnelles qui respectent les critères suivants :

- 1° être constitué sous forme d'une personne morale sans but lucratif ;
- 2° avoir son siège social ou un siège d'exploitation établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 3° avoir un objet social et une activité réelle qui consistent au moins à représenter significativement des opérateurs dans un secteur, une discipline ou une catégorie professionnelle particulière, dans le cadre de politiques culturelles ;
- 4° avoir un fonctionnement offrant des garanties en matière de démocratie interne ;
- 5° être constitué depuis au moins un an ;
- 6° faire preuve d'une activité durable ;
- 7° disposer de moyens permettant d'assurer son objet social et de garantir sa représentativité ;
- 8° faire partie des trois fédérations professionnelles les plus représentatives d'un secteur, ou être la fédération la plus représentative d'une discipline particulière ou d'une catégorie professionnelle ;
- 9° respecter les principes de la démocratie visés à l'article 3, sous 2.

Est présumée ne pas respecter les principes de la démocratie visés à l'article 3, sous 2°, la fédération professionnelle dont un administrateur :

- 1° est également membre d'une organisation qui ne respecte pas lesdits principes ;
- 2° a fait l'objet d'une condamnation pénale, prononcée par décision de justice coulée en force de chose jugée, en application des lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations, pour :
 - a) incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence à l'égard d'une personne, d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres ;
 - b) diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale ;
 - c) négation, minimisation, justification ou approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;
 - d) harcèlement sexuel ou fondé sur un autre critère protégé par la législation ;
 - e) injonction de discriminer sur base d'un critère protégé par la législation.

Par dérogation, le Gouvernement peut reconnaître une fédération professionnelle qui ne respecte pas l'un ou l'autre des critères visés à l'alinéa 1^{er}, sous 1° et sous 3° à 8° afin de répondre à une carence de représentation dans un secteur, une discipline ou une activité professionnelle.

Les fédérations professionnelles transmettent au Gouvernement la liste des chambres de concertation dans lesquelles elles souhaitent siéger, au regard du fait que les missions de ces chambres de concertation relèvent directement et à titre principal ou indirectement et à titre subsidiaire de leur activité de représentation, ainsi que la liste des personnes habilitées à les représenter au sein desdites chambres, conformément à l'article 36.

L'arrêté de reconnaissance indique la ou les chambres de concertation au sein desquelles la fédération professionnelle reconnue siège. Il précise si elles y siègent sur base d'une mission de la chambre de concertation relevant directement et à titre principal ou indirectement et à titre subsidiaire de leur activité de représentation.

§ 2. Le Gouvernement lance un nouvel appel à candidatures :

- 1° tous les cinq ans au cours de la procédure de renouvellement de la reconnaissance des fédérations professionnelles ;
- 2° à tout moment afin de répondre à une carence de représentation dans un secteur, une discipline ou une activité professionnelle.

Art. 93. La reconnaissance est valable pour une durée de cinq ans, renouvelable.

Art. 94. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie annuellement à chaque fédération professionnelle reconnue en vertu du présent Livre une subvention forfaitaire de fonctionnement sur base de la catégorie dans laquelle elle est classée.

L'échelle des subventions forfaitaires de fonctionnement liées à chaque catégorie visée au paragraphe 3 est déterminée au regard de l'importance des dépenses exposées par les fédérations professionnelles reconnues pour assurer leur fonctionnement de base dans l'optique de la réalisation de leur activité de représentation.

La subvention est allouée à partir de l'année civile au cours de laquelle le Gouvernement a notifié sa décision de reconnaissance.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, les subventions allouées sont indexées annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année d'octroi de la reconnaissance ou de son renouvellement.

§ 3. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, pour être classées et maintenues dans la catégorie 1, les fédérations professionnelles reconnues doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1° s'engager à siéger au sein d'une ou plusieurs chambre(s) de concertation ;
- 2° communiquer une liste de deux femmes et de deux hommes disposant d'un mandat permanent pour la représenter au sein de chaque chambre de concertation concernée, et justifiant d'une compétence adaptée à la réalité sectorielle concernée et à la pratique du terrain ;
- 3° siéger à minimum 75 % des réunions annuelles de la chambre de concertation concernée.

Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, pour être classées et maintenues dans la catégorie 2, les fédérations professionnelles reconnues doivent, complémentirement aux conditions de l'alinéa 1^{er}, ne pas bénéficier d'une subvention de fonctionnement dans l'optique de la réalisation de leur activité de représentation en vertu d'une législation sectorielle spécifique.

Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, pour être classées et maintenues dans la catégorie 3, les fédérations professionnelles reconnues doivent, complémentirement aux conditions des alinéas 1^{er} et 2, répondre aux conditions suivantes :

- 1° prouver une carence de représentation dans un secteur, une discipline ou une activité professionnelle ;
- 2° ne pas bénéficier de la subvention de la catégorie 3 durant plus de deux ans ;
- 3° affecter la subvention à des frais de constitution ou de création.

Art. 95. Le Gouvernement arrête :

- 1° la procédure d'octroi, de renouvellement et d'évaluation ainsi que de retrait de la reconnaissance ;
- 2° la procédure d'introduction des demandes de subvention ;
- 3° les conditions d'octroi de la subvention annuelle de fonctionnement ;
- 4° le montant forfaitaire de la subvention par catégorie de fédération professionnelle reconnue.

LIVRE III. — DU RECOURS ADMINISTRATIF

Art. 96. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête et met en œuvre une procédure d'introduction et de traitement des recours introduits par les opérateurs, dans le respect des principes suivants :

la requête porte sur une décision individuelle relative à :

- 1° la requête porte sur :
 - a) une décision de refus ;
 - b) une décision octroyant une subvention portant sur un montant au moins trente pour-cent inférieur au montant antérieurement attribué au demandeur ;
- 2° la requête, qui n'est pas suspensive, est adressée par voie électronique à l'Administration, dans les soixante jours de la notification de la décision ; ce délai est prescrit à peine d'irrecevabilité ;
- 3° la requête contient les arguments sur lesquels l'opérateur se fonde pour contester la décision et précise si l'opérateur souhaite être entendu par la Chambre de recours ou accéder au dossier administratif ;
- 4° l'Administration adresse un accusé de réception à l'opérateur, dans un délai de quinze jours, confirmant la transmission de la requête et du dossier administratif à la Chambre de recours ainsi qu'à la commission d'avis ayant rendu l'avis sur lequel porte la décision attaquée ;
- 5° la Chambre de recours rend son avis motivé dans les quarante-cinq jours de la réception du dossier complet, après avoir entendu le requérant l'ayant sollicité et un délégué de la commission d'avis ayant rendu l'avis initial sur lequel porte la décision contestée ; la moitié au moins de ce délai doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires ; si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvré qui suit ;
- 6° le Gouvernement est tenu de statuer sur la requête ;
- 7° l'avis de la Chambre de recours est joint à la décision qui se prononce sur le recours ;
- 8° si l'avis de la Chambre recommande de réformer la décision initiale, le dossier est renvoyé sans délai par l'Administration devant une session de travail de la commission d'avis compétente, composée différemment concernant au moins la moitié de ses membres, désignés conformément à l'article 64, alinéa 1^{er}, 1^o, b) et g), qui doit remettre un nouvel avis au Gouvernement dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la décision de la Chambre de recours ; les modalités de suspension et de report du délai prévues au point 6° sont applicables ;
- 9° la décision du Gouvernement prise dans un délai de quinze jours à dater de l'échéance du délai visé au 9°, sur proposition de l'Administration, au regard de l'avis de la Chambre de recours et le cas échéant du nouvel avis de la commission d'avis compétente ne peut faire l'objet que d'un recours de droit commun.

§ 2. Le Gouvernement arrête et met en œuvre une procédure d'introduction et de traitement des recours introduits par les fédérations professionnelles, dans le respect des principes suivants :

- 1° la requête porte sur une décision individuelle relative à :
 - a) un refus de reconnaissance visée au Livre 2 ;
 - b) une reconnaissance visée au Livre 2 dans une catégorie inadéquate ;
 - c) l'octroi d'une subvention inadéquate relative à une reconnaissance visée au Livre 2 ;
- 2° la requête, qui n'est pas suspensive, est adressée par voie électronique à l'Administration, dans les soixante jours de la notification de la décision ou de la mise en place de la Chambre de recours ; ce délai est prescrit à peine d'irrecevabilité ;
- 3° la requête contient les arguments sur lesquels la fédération professionnelle se fonde pour contester la décision et précise si la fédération professionnelle souhaite être entendue par la Chambre de recours ou accéder au dossier administratif ;
- 4° l'Administration adresse un accusé de réception à la fédération professionnelle, dans un délai de quinze jours, confirmant la transmission de la requête et du dossier administratif à la Chambre de recours ;
- 5° la Chambre de recours rend son avis motivé dans les trente jours de la réception du dossier complet, après avoir entendu le requérant l'ayant sollicité ; la moitié au moins de ce délai doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires ; si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvré qui suit ;
- 6° le Gouvernement est tenu de statuer sur la requête ;
- 7° l'avis de la Chambre de recours est joint à la décision qui se prononce sur le recours ;

8° la décision du Gouvernement prise dans un délai de quinze jours à dater de l'échéance du délai visé au 5°, sur proposition de l'Administration, au regard de l'avis de la Chambre de recours, ne peut faire l'objet que d'un recours de droit commun.

PARTIE III. — DES MESURES VISANT A GARANTIR L'AUTONOMIE CULTURELLE DES OPERATEURS

Art. 97. § 1^{er}. Ne peuvent prétendre à aucun subventionnement dans le cadre des politiques culturelles :

1° les personnes physiques ou morales qui ont fait l'objet d'une condamnation pénale, prononcée par décision de justice coulée en force de chose jugée, en application des lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations, pour :

a) incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence à l'égard d'une personne, d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres ;

b) diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale ;

c) négation, minimisation, justification ou approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;

d) harcèlement sexuel ou fondé sur un autre critère protégé par la législation ;

e) injonction de discriminer sur base d'un critère protégé par la législation ;

2° les personnes physiques et morales qui sont membres d'une organisation qui, de manière manifeste et répétée :

a) prône la discrimination ou la ségrégation fondée sur un critère protégé par les lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations ;

b) montre son hostilité envers les principes essentiels de la démocratie, tels qu'ils sont garantis par la Constitution belge et par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

3° les associations de fait dont une personne visée aux 1° et 2° est membre.

En cas de plainte portant sur un fait visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut suspendre toute subvention, après avoir entendu la ou les personne(s) physique(s) ou morale(s) concernée(s), et dans le respect des principes relatifs aux droits de la défense et à la présomption d'innocence.

§ 2. Ne peuvent prétendre à un subventionnement structurel dans le cadre des politiques culturelles :

1° les commissaires européens, les membres d'un gouvernement fédéral, régional ou communautaire, les gouverneurs de province, les commissaires d'arrondissement, les députés provinciaux, les bourgmestres, les échevins, et les présidents de l'action sociale ;

2° les membres du cabinet des mandataires visés sous 1° ;

3° toute personne que ce subventionnement placerait dans une situation de conflit d'intérêts compte tenu de ses attributions professionnelles ;

4° les associations de fait dont une personne visée aux 1° à 3° est membre ;

5° les personnes morales de droit privé dont un organe d'administration ou de gestion comprend une personne visée aux 1° à 2° ;

6° les personnes morales de droit privé dont un organe d'administration ou de gestion comprend une personne visée au 3°.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sous 5°, ne sont pas visés les organes d'administration ou de gestion des personnes morales suivantes :

1° les personnes morales de droit privé à qui est confiée la gestion d'un service public culturel, dont la composition de leurs organes doit respecter les prescriptions prévues aux articles 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973 ;

2° les centres d'archives privées.

Pour pouvoir bénéficier de toute subvention de plus de 12.500 euros, les conseils d'administration et de gestion des personnes morales visées à l'alinéa 2, ne peuvent comprendre, pour plus de leur moitié, des membres titulaires d'un mandat de commissaire européen, de membre d'un gouvernement fédéral, régional ou communautaire, de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement, de député provincial, de bourgmestre, d'échevins, de président ou conseiller de l'action sociale, de membre du Parlement européen, d'une assemblée parlementaire fédérale, régionale ou communautaire, d'un conseil provincial ou d'un conseil communal, ainsi que de membre d'un cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat, d'un gouvernement ou d'un exécutif national, communautaire, régional, ou d'un cabinet de bourgmestre ou d'échevin.

Art. 98. § 1^{er}. Les personnes qui représentent la Communauté française, avec voix délibérative, au sein d'un organe d'administration ou de gestion d'une personne morale de droit privé gestionnaire d'un service public culturel, dont les statuts réservent au Gouvernement le pouvoir de désigner des représentants, sont soumises aux prescriptions suivantes :

1° elles sont nommées par le Gouvernement au terme d'un appel public à candidatures publié sur le site Internet de l'Administration, dont il détermine les modalités d'organisation ;

2° la répartition des mandats s'effectue proportionnellement à la représentation des tendances politiques au sein du Parlement de la Communauté française ;

3° elles sont désignées pour une durée de cinq ans maximum ;

4° les mandats sont renouvelés dans les six mois qui suivent l'installation des membres du Parlement de la Communauté française ;

5° une même personne ne peut représenter la Communauté française pendant plus de deux mandats au sein de la même personne morale ;

6° nul ne peut être désigné représentant de la Communauté française s'il a fait l'objet d'une condamnation pénale, prononcée par décision de justice coulée en force de chose jugée, en application des lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations, pour :

a) incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence à l'égard d'une personne, d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres ;

b) diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale ;

c) négation, minimisation, justification ou approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;

d) harcèlement sexuel ou fondé sur un autre critère protégé par la législation ;

e) injonction de discriminer sur base d'un critère protégé par la législation ;

7° la qualité de représentant de la Communauté française est incompatible avec celle :

a) de membre du Gouvernement ;

b) de membre du cabinet d'une personne visée sous a) ;

c) de membre de l'administration, lorsque cette qualité le placerait dans une situation de conflit d'intérêts au regard de ses attributions professionnelles ;

d) de membre d'une organisation qui, de manière manifeste et répétée :

i) prône la discrimination ou la ségrégation fondée sur un critère protégé par les lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations ;

ii) montre son hostilité envers les principes essentiels de la démocratie, tels qu'ils sont garantis par la Constitution belge et par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

8° elles signent, préalablement à leur entrée en fonction, une charte de bonne gouvernance dont le contenu est arrêté par le Gouvernement ;

9° elles peuvent participer, dans l'année qui suit leur désignation, à une formation appropriée ;

10° le mandat est gratuit.

§ 2. Le Gouvernement peut mettre fin au mandat d'un de ses représentants :

1° à la demande de celui-ci ;

2° d'initiative, à la demande de l'Administration ou à la demande de la personne morale, si celui-ci :

a) ne respecte pas les statuts de la personne morale ;

b) refuse de signer la charte de Bonne gouvernance ou ne respecte pas son contenu ;

c) en cas d'absence à trois réunions successives au cours de la même année, à moins qu'il ne puisse justifier d'un cas de force majeure.

Tout représentant qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire.

§ 3. Le Gouvernement réalise un cadastre des personnes qui représentent la Communauté française dans le cadre des politiques culturelles au sein des personnes morales de droit privé gestionnaires ou non d'un service public culturel.

Il transmet annuellement au Parlement la liste des personnes visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 99. Lorsque la Communauté française confie la gestion d'un service public culturel à une personne morale de droit privé, dont les statuts ne réservent pas au Gouvernement le pouvoir de désigner des représentants, les conditions d'agrément ou le contrat de concession comprennent les prescriptions suivantes :

1° Nul ne peut siéger au sein d'un organe d'administration ou de gestion s'il a fait l'objet d'une condamnation pénale, prononcée par décision de justice coulée en force de chose jugée, en application des lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations, pour :

a) incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence à l'égard d'une personne, d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres ;

b) diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale ;

c) négation, minimisation, justification ou approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;

d) harcèlement sexuel ou fondé sur un autre critère protégé par la législation ;

e) injonction de discriminer sur base d'un critère protégé par la législation ;

2° la qualité de membre d'un organe d'administration ou de gestion est incompatible avec celle :

a) de membre du Gouvernement ;

b) de membre du cabinet d'une personne visée sous 1° ;

c) de membre de l'administration, lorsque cette qualité le placerait dans une situation de conflit d'intérêts ;

d) de membre d'une organisation qui, de manière manifeste et répétée :

i) prône la discrimination ou la ségrégation fondée sur un critère protégé par les lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations ;

ii) montre son hostilité envers les principes essentiels de la démocratie, tels qu'ils sont garantis par la Constitution belge et par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Art. 100. Le Gouvernement peut désigner un membre de l'Administration pour siéger, en qualité d'observateur, au sein de l'organe d'administration ou de gestion d'une personne morale de droit privé subventionnée structurellement dans le cadre des politiques culturelles.

Le mandat d'observateur est soumis aux prescriptions suivantes :

1° le mandat consiste à s'assurer du respect des conditions de reconnaissance et de subventionnement fixées par la Communauté française et, le cas échéant, de l'agrément ou du contrat de concession ; il n'autorise pas son titulaire à interférer dans les choix culturels de l'opérateur ;

- 2° le mandataire ne dispose que d'une voix consultative au sein des organes d'administration ou de gestion de la personne morale ;
- 3° le mandat est temporaire et limité à une mission spécifique déterminée par le Gouvernement ;
- 4° le mandat est gratuit.

PARTIE IV. — DE L'ÉVALUATION DU DÉCRET

Art. 101. § 1^{er}. Dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret, et ensuite tous les cinq ans, le Gouvernement rédige, après avis du Conseil et des chambres de concertation, un rapport relatif à l'impact du présent décret sur :

- 1° l'évolution et le renforcement de la concertation sectorielle ;
- 2° le développement d'une vision prospective et l'instauration d'un dialogue intersectoriel et transversal sur la politique culturelle ;
- 3° l'élaboration et la mise en œuvre de la politique culturelle, au regard notamment des principes de Bonne gouvernance et du Pacte culturel ;
- 4° l'utilisation des moyens budgétaires de manière efficace et efficiente.

Ce rapport est présenté au Parlement par le Gouvernement.

§ 2. Un comité d'accompagnement est instauré par le Conseil et comprend au moins un représentant de l'Observatoire des politiques culturelles, de chacune des chambres de concertation, du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et de la Chambre de recours.

Ce comité est chargé de participer à la rédaction du rapport visé au § 1^{er}.

PARTIE V. — DISPOSITIONS FINALES

LIVRE I^{er}. — DISPOSITIONS ABROGATOIRES ET MODIFICATIVES

Art. 102. Sont abrogés :

- 1° le décret du 5 avril 1993 relatif à la dépolitisation des structures des organismes culturels ;
- 2° le décret du 19 décembre 2002 relatif à la représentation des membres de la Communauté française au sein des conseils d'administration des associations sans but lucratif subventionnées par la Communauté française et œuvrant en ordre principal dans le secteur culturel ;
- 3° le décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel ;
- 4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, ratifié par le décret du 11 avril 2008 ;
- 5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 2006 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel.

Art. 103. Dans le décret du 5 juillet 1985 instituant le Conseil d'héraldique et de vexillologie de la Communauté française de Belgique et fixant le drapeau, le sceau et les armoiries des villes et des communes, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les articles 2 et 3, abrogés par l'arrêté du 23 juin 2006, sont rétablis dans la rédaction suivante :
 - « Article 2. Le Conseil formule, à la demande du Gouvernement, tout avis relatif à l'héraldique et la vexillologie, notamment concernant :
 - 1° les demandes de reconnaissance d'armoiries, sceaux et drapeaux introduites par les villes et communes auprès de la Communauté française ;
 - 2° les demandes d'attestation d'usage immémorial, par les villes et les communes, des armoiries, sceau et drapeaux ;
 - 3° les demandes d'enregistrement d'armoiries de personnes physiques ou d'associations familiales introduites auprès de la Communauté française.

Article 3. Le Conseil est composé de huit membres effectifs et suppléants, le cas échéant en binôme du même sexe, nommés par le Gouvernement, après appel à candidatures dont il détermine les modalités d'organisation, pour un mandat d'une durée de cinq ans, renouvelable une fois, répartis comme suit :

- 1° six experts en héraldique, vexillologie ou sigillographie, dont un au moins est titulaire d'un master en histoire ;
 - 2° un expert titulaire d'un doctorat, d'une licence ou d'un master en droit ;
 - 3° un représentant de l'Office Généalogique et Héraldique de Belgique.
- Les experts visés à l'alinéa 1^{er} sont choisis sur base des critères suivants :
- 1° avoir publié dans des ouvrages ou revues d'héraldique ou de vexillologie ; ou avoir publié dans ces domaines dans des ouvrages ou revues scientifiques ;
 - 2° être membre d'une société d'héraldique ou de vexillologie. » ;
 - 2° il est inséré un article 3/1, rédigé comme suit :

« Article 3/1. La composition, le fonctionnement ainsi que le mode de désignation des membres sont effectués conformément au Titre 1^{er} du Livre 1^{er}, de la Partie 2 du décret sur la nouvelle gouvernance culturelle.

La qualité de membre du Conseil est incompatible avec celle de membre d'un organe consultatif institué par le décret visé à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 104. Dans le décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'article 1^{er}, § 1^{er}, h), est remplacé par la disposition suivante :
 - « h) La Commission : la Commission des Patrimoines culturels. » ;

2° l'article 3 est supprimé.

Art. 105. Dans le décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 1^{er}, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° Dans le cadre du présent décret, la Commission des Patrimoines culturels est désignée par les termes « la Commission ». » ;

2° dans les articles 4, 3°, 5, 3°, 6, alinéa 2, 8, 11, 12, alinéa 2, 13, alinéa 1^{er}, et 14, alinéa 1^{er}, les termes « du Conseil » sont remplacés par les termes « de la Commission » ;

3° l'article 16 est supprimé.

Art. 106. Dans le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'article 1^{er}, les termes « les musiques non classiques » sont remplacés par les termes « les musiques actuelles » ;

2° A l'article 1^{er}, il est ajouté un 18° et un 19° libellés comme suit :

« 18° la Commission d'avis compétente : la Commission des Arts vivants ou la Commission des Musiques ;

19° la Chambre de concertation compétente : la Chambre de concertation des Arts vivants ou la Chambre de concertation des Musiques. » ;

3° les articles 4 à 5 sont supprimés » ;

4° les articles 21 à 24 sont supprimés ;

5° dans les articles 34, alinéa 2, deuxième tiret, 44, 51/2, 71, 73, alinéa 1^{er}, et 75, les termes « l'instance » sont remplacés par les termes « la Commission d'avis » ;

6° dans les articles 45, alinéas 1^{er} et 2, 50, alinéas 1^{er} et 2, 65, alinéas 1^{er} et 2, et 69, les termes « l'instance » sont remplacés par les termes « la Commission d'avis compétente » ;

7° dans les articles 49, 64 et 76, § 4, les termes « l'instance » sont remplacés par les termes « la Commission » ;

8° dans les articles 36 et 40, les termes « l'instance » sont remplacés par les termes « la Chambre de concertation ».

Art. 107. Dans le décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 1^{er}, 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° Chambre de concertation ;

Chambre de concertation des Patrimoines culturels. »

2° l'article 1^{er}, 5° est remplacé par la disposition suivante :

« 5° Commission d'avis ;

Commission des Patrimoines culturels. »

3° dans les articles 2 et 9, les mots « du Conseil des Centres d'archives privées » sont remplacés par les mots « de la Commission d'avis » ;

4° dans l'article 2, 11°, les mots « au Conseil des Centres d'archives privées » sont remplacés par les mots « à la Commission d'avis » ;

5° les articles 10 et 11 sont supprimés ;

6° dans l'article 12, alinéa 1^{er}, les mots « du Conseil des Centres d'archives privées » sont remplacés par les mots « de la Chambre de concertation ».

Art. 108. Dans le décret du 12 mai 2004 relatif à l'enregistrement d'armoiries de personnes physique ou d'association familiale en Communauté française, l'article 2, b) est remplacé par la disposition suivante :

« b) Conseil d'Héraldique et de Vexillologie : le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie institué par l'article 1^{er} du décret du 5 juin 1985 instituant le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie de la Communauté française de Belgique et fixant le drapeau, le sceau et les armoiries des villes et des communes ; ».

Art. 109. Dans le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 2, le 7° est remplacé par la disposition suivante :

« 7° « fédération professionnelle reconnue » : structure, reconnue par le Gouvernement de la Communauté française, associant des professionnels et des composants du Réseau public de la Lecture, en vue d'assurer collectivement le développement de leurs capacités d'action pour remplir les missions du Service public de la Lecture » ;

2° à l'article 2, il est ajouté un 19° et un 20° libellés comme suit :

« 19° La Chambre de concertation : la Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale ;

20° La Commission d'avis : la Commission de l'Action culturelle et territoriale. » ;

3° dans les articles 14, § 1^{er}, alinéa 2, 2° et 7°, et 15, alinéa 3, 2° et 7°, les termes « pour l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel » sont remplacés par les termes « pour la fédération professionnelle reconnue » ;

4° à l'article 19, § 1^{er}, les termes « organisations représentatives de bibliothécaires et bibliothèques agréées comme organisations représentatives des utilisateurs en vertu du décret du 10 avril 2003 modifié par le décret du 20 juillet 2005 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel » sont remplacés par les termes « fédérations professionnelles reconnues » ;

5° à l'article 19, § 2, alinéa 1^{er}, les termes « Ces organisations représentatives » sont remplacés par les termes « Les fédérations professionnelles reconnues » ;

6° à l'article 19, § 2, alinéa 2, les termes « Les organisations représentatives de bibliothécaires et bibliothèques agréées » sont remplacés par les termes « Les Fédérations professionnelles reconnues » ;

7° à l'article 19, § 3, les termes « les organisations représentatives des utilisateurs agréées » sont remplacés par les termes « les fédérations professionnelles reconnues » ;

8° à l'article 19, § 4, les termes « organisations représentatives agréées de bibliothécaires et bibliothèques » sont remplacés par les termes « fédérations professionnelles reconnues » ;

9° dans les articles 13, alinéa 1^{er}, 2°, 15 et 24, les termes « du Conseil des Bibliothèques publiques » sont remplacés par les termes « de la Commission d'avis » ;

10° dans les articles 15, alinéa 2, b°, 16, § 2, 1°, et 24, 4°, les termes « au Conseil des Bibliothèques publiques » sont remplacés par les termes « à la Commission d'avis » ;

11° à l'article 15, b°, les termes « Le Conseil entendu » sont remplacés par les termes « La Commission d'avis entendue » ;

12° à l'article 24, 2° et 4°, les termes « le Conseil des Bibliothèques publiques » sont remplacés par les termes « la Commission d'avis » ;

13° à l'article 27, § 1^{er}, les termes « du Conseil des Bibliothèques » sont remplacés par les termes « de la Chambre de concertation ».

14° dans l'article 13, alinéa 1^{er}, le 3° est supprimé.

Art. 110. Dans le décret du 30 avril 2009 instituant une procédure de reconnaissance des librairies de qualité, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 1^{er}, le 2° est remplacé par un 2° libellé comme suit :

« 2° Commission d'avis : la Commission des Ecritures et du Livre ; » ;

2° à l'article 1^{er}, il est ajouté un 2/1° libellé comme suit :

« 2/1° Chambre de concertation : la chambre de concertation des Ecritures et du Livre. » ;

3° dans les articles 3, alinéa 1^{er}, et 5, 1^{ère} phrase, le terme « Commission » est remplacé par les termes « Chambre de concertation » ;

4° dans l'article 5, 3°, le terme « Commission » est remplacé par les termes « Commission d'avis ».

Art. 111. Dans le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 3, le 4° est remplacé par un 4° libellé comme suit :

« 4° Commission d'avis : la Commission de l'Action culturelle et territoriale ; » ;

2° à l'article 3, il est ajouté un 4/1° libellé comme suit :

« 4/1° Chambre de concertation : la chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale. » ;

3° dans les articles 6, 2°, 27, § 2, 28, alinéa 2, et 33, § 2, 4°, les termes « Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques en amateur » sont remplacés par les termes « Chambre de concertation » ;

4° dans l'article 23, § 4, les termes « Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques » sont remplacés par les termes « Chambre de concertation » ;

5° dans l'article 24, § 1^{er}, les termes « Commission consultative de la Créativité et des Pratiques artistiques » sont remplacés par les termes « Commission d'avis » ;

6° dans l'article 26, les termes « Commission consultative » sont remplacés par les termes « Commission d'avis » ;

7° dans les articles 30, dernier alinéa, 33, § 4, et 34, § 5, le terme « Commission » est remplacé par les termes « Chambre de concertation » ;

8° dans l'article 44, alinéa 6, les termes « Commission des pratiques artistiques en amateur » sont remplacés par les termes « Commission d'avis » ;

9° à l'article 25, le § 2 est supprimé ;

10° les articles 45 à 47 sont supprimés ;

11° dans l'article 51, alinéas 2 et 3, le terme « Commission » est remplacé par les termes « Commission d'avis ».

Art. 112. Dans le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 1^{er}, il est ajouté un 21° libellé comme suit :

« 21° Commission d'avis : la Commission du Cinéma ;

2° l'article 7 est supprimé ;

3° aux articles 8, alinéa 1^{er}, 11, 6°, 14/1, alinéa 2, 15, alinéa 1^{er}, 17, 18, alinéa 1^{er}, 20, 22, § 1^{er}, 22/1, alinéa 1^{er}, 25, et 26, alinéas 1^{er} et 2, les termes « la Commission de Sélection des Films » sont remplacés par les termes « la Commission d'avis » ;

4° à l'article 24, 3°, a), 4^{ème} tiret, les termes « le Commission de Sélection des Films » sont remplacés par les termes « la Commission d'avis » ;

5° aux articles 61, alinéa 1^{er}, 67, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, 67, § 2, 73, alinéa 1^{er}, 76, § 1^{er} et 2, 77/1, alinéa 1^{er}, 77/5, § 1^{er} et 2, 78, alinéa 1^{er}, 82, § 1^{er} et 2, 87, alinéa 1^{er}, 91, § 1^{er} et 2, 96, alinéa 1^{er}, 99, et 102/1, alinéa 1^{er}, les termes « la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels » sont remplacés par les termes « la Commission d'avis ».

Art. 113. Dans le décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 1^{er}, le 4° est remplacé par un 4° libellé comme suit :

« 4° Commission d'avis : la Commission de l'Action culturelle et territoriale ; » ;

2° dans l'article 33, § 2, 5°, les termes « le Conseil interdisciplinaire des arts de la scène » sont remplacés par les termes « la Commission des Arts vivants » ;

3° dans l'article 37, alinéa 1^{er}, les termes « au Conseil interdisciplinaire des arts de la scène » sont remplacés par les termes « à la Commission des Arts vivants » ;

4° dans l'article 70, alinéas 1^{er} et 2, les termes « du Conseil interdisciplinaire des arts de la scène » sont remplacés par les termes « de la Commission des Arts vivants » ;

5° aux articles 21, § 2, alinéa 2, 23, § 3, alinéas 2 et 3, 33, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, 35, alinéas 1^{er} et 2, 36, alinéa 1^{er}, 37, alinéa 1^{er}, 41, alinéa 1^{er}, 47, alinéa 3, 60, 66, alinéa 1^{er}, 68, alinéa 1^{er}, 69, alinéas 1^{er} et 2, 70, alinéas 1^{er} et 2, 71, alinéa 1^{er}, 82, alinéa 2, 3°, 98, alinéa 1^{er}, et 100, § 2, les termes « la Commission des centres culturels » sont remplacés par les termes « la Commission d'avis » ;

6° dans l'article 79, § 1^{er}, alinéa 4, les termes « Commission des centres culturels » sont remplacés par les termes « Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale » ;

7° dans l'article 114, alinéa 4, les termes « La Commission des centres culturels » sont remplacés par les termes « Le Conseil supérieur de la Culture, la Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale » ;

8° dans les articles 33, § 2, alinéa 1^{er}, 4° 36, alinéas 1^{er} et 2, 37, alinéa 2, 69, alinéas 1^{er} et 2, et 71, alinéa 1^{er}, les termes « l'instance d'avis sectorielle compétente » sont remplacés par les termes « la commission d'avis sectorielle compétente ».

Art. 114. Dans le décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 1^{er}, il est ajouté un 10° et un 11° libellés comme suit :

« 10 Chambre de concertation : la Chambre de concertation des Arts plastiques ;

11° Commission d'avis : la Commission des Arts plastiques. » ;

2° les articles 5 et 6 sont supprimés ;

3° dans les articles 9, 12, alinéa 1^{er}, 17, alinéa 2, 18, 19, alinéa 1^{er}, 25, alinéa 2, 26, 27, alinéa 1^{er}, 33, alinéa 2, 34, 35, alinéa 1^{er}, 45, alinéa 2, 46, 47, alinéa 1^{er}, 61, et 64, § 4, les termes « l'instance d'avis compétente » sont remplacés par les termes « la Chambre de concertation » ;

4° dans les articles 10, alinéa 2, 2°, 41, alinéa 2, 53, alinéa 2, et 59, alinéa 1^{er}, les termes « l'instance compétente » sont remplacés par les termes « la Commission d'avis » ;

5° dans les articles 19, alinéas 2 et 3, 27, alinéas 2, 3 et 4, 35, alinéas 2 et 4, et 47, alinéas 2 et 4, les termes « l'instance d'avis » sont remplacés par les termes « la Commission d'avis » ;

6° dans les articles 34, alinéa 3, et 47, alinéa 3, les termes « l'instance » sont remplacés par les termes « la Commission d'avis » ;

7° dans l'article 65, les termes « Le Comité de concertation des arts plastiques » sont remplacés par les termes « Le Conseil supérieur de la Culture et la Chambre de concertation ».

Art. 115. Dans l'article 3 du décret du 3 avril 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, il est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les organes consultatifs visés par le décret sur la nouvelle gouvernance culturelle, à l'exception des sessions de travail, ne peuvent comprendre plus de la moitié de membres du même sexe ; en cas de nombre impair, ces organes consultatifs peuvent comprendre un membre de plus de l'autre sexe. ».

Art. 116. A l'article 25 du décret du 19 octobre 2017 relatif à la protection culturelle du livre, les termes « du Conseil du livre » sont remplacés par les termes « du Conseil supérieur de la Culture et de la Chambre de concertation des Ecritures et du Livre ».

LIVRE II. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 117. Les instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel existant à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, ratifié par le décret du 11 avril 2008, continuent à exister et restent compétentes pour exercer les compétences des futurs organes consultatifs, en tout ou partie, et les mandats des membres de ces instances d'avis sont prolongés, jusqu'à l'installation des membres du Conseil, des chambres de concertation, des commissions d'avis, du Conseil de la Langue française, des Langues régionales endogènes et des politiques linguistiques et du Conseil d'Héraldique et de Vexillologie.

En toute hypothèse, les membres des instances d'avis visées à l'alinéa 1^{er} poursuivent l'examen de l'ensemble des dossiers individuels ayant trait à une session ou à un train de reconnaissances entamé à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, notamment celui relatif aux dossiers déposés entre les années civiles 2014 et 2018 pour une première reconnaissance dans le cadre du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels.

Art. 118. Les procédures de recours administratif interne existant à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, en vertu du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels, du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité, du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, restent d'application, en tout ou partie, jusqu'à l'installation des membres de la Chambre de recours instaurée par le présent décret.

En toute hypothèse, les demandes introduites à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret dans le cadre d'un recours visé à l'alinéa 1^{er}, sont poursuivies jusqu'à leur terme.

Art. 119. Les incompatibilités et exclusions visées à la Partie 3 du présent décret ne sont applicables qu'à l'expiration d'un mandat entamé avant l'entrée en vigueur du présent décret par ces derniers dans un organe d'administration ou de gestion d'une personne morale de droit privé et au plus tard quatre ans après l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 120. Les organisations représentatives agréées par le Gouvernement, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sur base de l'article 7 du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, sont automatiquement reconnues par le Gouvernement dans le cadre de la procédure de reconnaissance visée à l'article 92.

A cet effet, les organisations représentatives concernées transmettent au Gouvernement la liste des chambres de concertation dans lesquelles elles souhaitent siéger, le cas échéant à titre principal ou à titre subsidiaire, ainsi que la liste des personnes habilitées à les représenter au sein desdites chambres, conformément aux articles 36 et 92.

L'arrêté de reconnaissance indique la ou les chambres de concertation au sein desquelles les organisations représentatives visées à l'alinéa 1^{er} siègent, conformément à l'article 92.

Art. 121. Pour assurer une continuité au sein des nouveaux organes consultatifs, le Gouvernement veille, au regard des candidatures reçues, à la désignation de trois membres issus de chaque instance d'avis instaurée en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, en privilégiant les membres n'ayant exercé qu'un mandat et ceux ayant été nommés le plus récemment. Le mandat de ces derniers au sein des organes consultatifs ne peut être renouvelé à son échéance. Ils ne peuvent ensuite siéger à nouveau dans un organe consultatif qu'au terme d'une interruption d'une durée équivalente à un mandat, sauf en cas de pénurie constatée par le Gouvernement au terme des procédures visées aux articles 22, 30 et 60.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion
de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 773-1. – Amendements en commission, n° 773-2 - Rapport de commission, n° 773-3. – Texte adopté en commission, n° 773-4 – Amendements en séance, n° 773-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 773-6.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 27 mars 2019.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41011]

28 MAART 2019. — Decreet betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

DEEL I. — DEFINITIES

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° Administratie: de door de Regering aangewezen diensten;
- 2° Raad van Beroep: de bij dit decreet opgerichte Raad van Beroep die belast is met de opdrachten, vermeld in artikel 88;
- 3° Overleggraden: de bij dit decreet opgerichte overleggraden die belast zijn met de opdrachten bedoeld in artikel 34;
- 4° Adviescommissies: de adviescommissies die bij dit decreet worden ingesteld en belast zijn met de opdrachten bedoeld in artikel 59;
- 5° Belangenconflict: een bewezen of schijnbare situatie waarin een natuurlijke persoon door de ambten of verantwoordelijkheden die hij uitoefent, aan meerdere belangen is blootgesteld. Deze meervoudige belangen kunnen tegenstrijdig zijn en corrupte beslissingen of acties met zich meebrengen;
- 6° Raad: de Hogere Raad voor Cultuur, ingesteld bij dit decreet en belast met de opdrachten bedoeld in artikel 19;
- 7° Deskundige: een natuurlijke persoon die bewijs levert van een bijzondere competentie, kennis of ervaring, in het kader van een professionele of niet-professionele activiteit, op het gebied van het cultuurbeleid;
- 8° Erkende beroepsfederatie: een organisatie die een categorie van operatoren vertegenwoordigt die erkend is krachtens artikel 92;
- 9° Werkdag: andere dagen dan zaterdag, zondag en feestdagen;
- 10° Operator: elke natuurlijke of rechtspersoon wier activiteiten in overeenstemming zijn met het cultuurbeleid en die in dit verband steun vraagt aan de Franse Gemeenschap;
- 11° Bestuurs- of leidinggevend orgaan: het orgaan dat beslissingsbevoegdheid heeft binnen een rechtspersoon;
- 12° Adviesorganen: de adviesorganen waarvan de samenstelling en de werking door dit decreet worden geregeld, namelijk de Raad, de Raad voor de Franse taal, de endogeen gewestelijke talen en het taalbeleid, de overlegorganen, de adviescommissies en de Raad van Beroep;

13° Cultuurbeleid: het beleid van de Franse Gemeenschap in de culturele aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 1°, 3° tot 5° en 8° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen, met uitzondering van permanente opvoeding;

14° Sector: een groepering, om administratieve doeleinden, van verscheidene culturele aangelegenheden of van verscheidene onderafdelingen van deze aangelegenheden;

15° Werksessie: periode waarin een groep leden van een adviescommissie, samengesteld op basis van de criteria bepaald in titel 5 van boek 1, een reeks specifieke aanvragen onderzoekt, desgevallend ingediend op een specifieke datum, die betrekking hebben op een sector, discipline of type van bijstand;

16° Eenmalige subsidie: een projectsubsidie in de zin van artikel 60, § 1, 2° van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

17° structurele subsidie: een algemene subsidie in de zin van artikel 60, § 1, 1° van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

DEEL II. — DEELNAME AAN DE ONTWIKKELING EN UITVOERING VAN HET CULTUURBELEID

BOEK I. — ADVIESORGANEN

TITEL I. — GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN VOOR ALLE ADVIESORGANEN

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Art. 2. De volgende adviesorganen worden ingesteld en betrokken bij de uitwerking en uitvoering van het cultuurbeleid, overeenkomstig de in dit decreet bepaalde procedures:

- 1° de Raad;
- 2° de Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid;
- 3° de overlegraden;
- 4° de adviescommissies;
- 5° de Raad van Beroep.

De algemene regels voor de samenstelling en werking van alle in lid 1 bedoelde adviesorganen zijn vastgesteld in deze titel.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling*

Art. 3. Niemand kan tot lid van een adviesorgaan worden benoemd:

1° indien hij het voorwerp is geweest van een strafrechtelijke veroordeling, uitgesproken bij een rechterlijke beslissing met kracht van gewijsde, op grond van wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie, voor:

- a) het aanzetten tot haat, discriminatie of geweld tegen een persoon, groep, gemeenschap of hun leden;
- b) verspreiding van ideeën die gebaseerd zijn op raciale superioriteit of haat;
- c) ontkenning, minimalisering, rechtvaardiging of goedkeuring van de genocide van het Duitse nationaalsocialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog;
- d) seksueel ongewenst gedrag of seksueel ongewenst gedrag op grond van een ander wettelijk beschermd criterium;
- e) een bevel tot discriminatie op basis van een wettelijk beschermd criterium.

2° indien hij lid is van een organisatie die, duidelijk en herhaaldelijk:

- a) voor discriminatie of segregatie pleit op basis van een criterium dat beschermd wordt door wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie;
- b) blijk geeft van zijn vijandigheid ten aanzien van de essentiële beginselen van de democratie, zoals gewaarborgd door de Belgische grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Art. 4. § 1. Het lidmaatschap van de Raad, de Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid, een adviescommissie, een adviesraad en de Raad van Beroep is onverenigbaar met elkaar, onverminderd de deelname van:

- 1° vertegenwoordigers van ideologische en filosofische tendensen in de werkzaamheden van de overlegraden;
- 2° afgevaardigden van de adviescommissies die deelnemen aan de werkzaamheden van de overlegraden;
- 3° afgevaardigden van de overlegraden en de Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid, een adviescommissie aan de werkzaamheden van de Raad.

§ 2. Het lidmaatschap van een adviesorgaan of van een vertegenwoordiger van een erkende beroepsfederatie met stemrecht is eveneens onderling onverenigbaar met het lidmaatschap als:

- 1° een Europese commissaris, een lid van een federale, gewestelijke of Gemeenschapsregering, een provinciegouverneur, een arrondissementscommissaris, een provinciale gedeputeerde, een burgemeester, een schepen en een voorzitter of adviseur voor sociale actie;
- 2° lid van het kabinet van een mandaathouder als bedoeld in onderafdeling 1°;
- 3° een lid van het Europees Parlement, een federale, gewestelijke of communautaire parlementaire vergadering, een provinciale of gemeenteraad;
- 4° een attaché van een mandaathouder als bedoeld in 3°;
- 5° leden van het statutair of contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut van het comité van Sector XVII;

6° lid van een adviesorgaan dat is opgericht bij het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesorganen die werkzaam zijn in de culturele sector, met uitzondering van de leden die aan twee opeenvolgende ambtstermijnen als werkend lid hebben deelgenomen:

- a) indien de Regering aan het einde van de in de artikelen 22, 30 en 60 bedoelde procedures een schaarste vaststelt;
- b) om de continuïteit in de adviesorganen overeenkomstig artikel 121 te waarborgen.

De in lid 1 bedoelde onverenigbaarheid onder 6° is niet meer geldig na een onderbreking van een met de duur van een ambtstermijn overeenkomende periode.

Wat de vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen betreft, zijn de onverenigbaarheden bedoeld in het eerste lid, onder 1° tot 4°, beperkt tot de leden van de Regering van de Franse Gemeenschap, alsook tot de leden van hun kabinetten.

§ 3. Een lid dat als deskundige in een adviesorgaan is benoemd en van wie de ambtstermijn is verlengd voor zover de regels voor de samenstelling van dat orgaan dit toelaten, kan zich slechts herkiesbaar stellen in dat orgaan na een onderbreking van een termijn die gelijk is aan één ambtstermijn, behalve in geval van een schaarste die door de Regering wordt vastgesteld overeenkomstig de procedures bedoeld in de artikelen 22, 30 en 61.

Art. 5. De Regering deelt het Parlement van de Franse Gemeenschap en het Waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid de lijst mee van de leden die de adviesorganen samenstellen, met opgave van de redenen voor de gekozen samenstelling.

Art. 6. De Regering beëindigt de ambtstermijn van een lid van een adviesorgaan:

- 1° op verzoek van het lid;
- 2° op verzoek van de Administratie, na raadpleging van het betrokken adviesorgaan, of op verzoek van de meerderheid van de leden van het betrokken adviesorgaan indien dat lid:

- a) het huishoudelijk reglement niet naleeft;
- b) het in artikel 8 bedoelde document weigert te ondertekenen.

Elk lid dat aan een uitsluitingsprocedure is onderworpen, kan verzoeken om te worden gehoord door het adviesorgaan waarin hij zetelt.

HOOFDSTUK III. — *Werking*

Art. 7. § 1. Onverminderd de aanvullende regels die specifiek zijn voor elk type adviesorgaan, moet de werking van de in artikel 2 bedoelde adviesorganen voldoen aan de volgende algemene regels:

1° het adviesorgaan kan hoorzittingen of raadplegingen houden; derden die aldus worden gehoord, hebben geen stemrecht;

2° elk adviesorgaan stelt vooraf een minimumaantal vergaderingen per jaar vast;

3° een afwezige lid kan een ander lid een volmacht geven, onder de volgende voorwaarden:

a) de plaatsvervanger van het afwezige lid is niet beschikbaar, met uitzondering van de overlegraden waar geen plaatsvervangers zijn;

b) het afwezige lid voegt bij zijn volmacht een gedetailleerd schriftelijk advies dat bindend is voor de volmachthouder;

c) een en hetzelfde lid mag slechts één volmachtdrager hebben;

d) de volmachtdrager wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van het quorum, tenzij het huishoudelijk reglement anders bepaalt;

4° een lid dat de hoedanigheid verliest uit hoofde waarvan het is benoemd, wordt geacht ontslag te hebben genomen;

5° in geval van verhindering stelt het lid het secretariaat van het adviesorgaan en, in voorkomend geval, het plaatsvervangend lid waaraan hij is verbonden, uiterlijk 48 uur vóór de vergadering in kennis van zijn afwezigheid; een lid dat in hetzelfde jaar drie vergaderingen mist zonder het secretariaat binnen de genoemde termijn in kennis te hebben gesteld en, in voorkomend geval, het plaatsvervangend lid waaraan hij is verbonden, wordt geacht ontslag te hebben genomen, behoudens overmacht; het huishoudelijk reglement kan de termijn van 48 uur wijzigen;

6° het adviesorgaan stelt van de besprekingen die tijdens elke vergadering worden gehouden, notulen op; deze notulen worden tegelijk met het advies toegezonden;

7° als algemene regel wordt het advies namens het adviesorgaan uitgebracht, zonder vermelding van de namen; leden die het niet eens zijn met het uitgebrachte advies kunnen echter alleen of gezamenlijk een minderheidsnota indienen;

8° de leden zich houden aan de door het adviesorgaan vastgestelde beroepsgedragsregels, die met name tot doel hebben de waardigheid van het ambt te waarborgen en situaties van belangenconflict te voorkomen.

De in het eerste lid, 5°, bedoelde termijn wordt verhoogd met vierentwintig uur per niet-werkdag die onmiddellijk voorafgaat aan de dag waarop de vergadering wordt gehouden.

§ 2. Op basis van de in lid 1 bedoelde regels en de aanvullende regels die specifiek zijn voor elk type orgaan, stelt elk adviesorgaan op voorstel van de Administratie een huishoudelijk reglement op.

Deze voorschriften, en eventuele latere wijzigingen, zijn verplicht na goedkeuring door de Regering.

De Regering beslist binnen dertig dagen nadat de zaak bij haar aanhangig werd gemaakt. Indien binnen deze termijn geen beslissing wordt meegedeeld, worden het reglement of de wijzigingen ervan geacht te zijn goedgekeurd.

Art. 8. De leden van de adviesorganen ondertekenen tijdens de eerste vergadering na de goedkeuring van het huishoudelijk reglement door de Regering een document dat bevestigt dat zij kennis hebben genomen van de bepalingen van het huishoudelijk reglement en van de straf die aan de niet-naleving ervan door dit decreet is verbonden.

2. In geval van benoeming van een nieuw lid wordt het in lid 1 bedoelde document tijdens de eerstvolgende vergadering ter ondertekening aan het betrokken lid voorgelegd.

Art. 9. De voorzitters en ondervoorzitters van de adviesorganen voeren de opdrachten uit die hun bij het huishoudelijk reglement zijn opgedragen.

Zij nemen deel aan de debatten, organiseren ze en sluiten ze af.

Art. 10. Het secretariaat van de adviesorganen wordt verzorgd door de administratie. In overleg met de voorzitter is de secretaris, indien nodig, belast met:

1° de vaststelling en het houden van de agenda van de vergaderingen, de verificatie van de quorumregels en het opstellen van de notulen;

2° de naleving van het huishoudelijk reglement;

3° de naleving van de toepasselijke wetgeving en de handhaving van de jurisprudentie;

4° ervoor te zorgen dat de uitgebrachte adviezen met redenen omkleed zijn;

5° ervoor te zorgen dat het werkende lid dat afwezig is bij de vergadering vervangen wordt door het plaatsvervangende lid dat aan hem is verbonden;

6° de bewaring en digitalisering van administratieve bestanden.

De secretaris heeft een adviserende stem.

Art. 11. De adviesorganen beraadslagen slechts geldig indien ten minste de helft van de leden aanwezig is, behoudens als het huishoudelijk reglement strengere quorumvereisten bepaalt.

Indien het vereiste quorum niet is bereikt, houdt het secretariaat binnen een maand een nieuwe vergadering overeenkomstig de bepalingen van het huishoudelijk reglement.

Bij deze nieuwe vergadering beraadslaagt het adviesorgaan geldig op voorwaarde dat de helft van de leden aanwezig is, tenzij in het huishoudelijk reglement anders is bepaald.

Art. 12. De adviezen van de adviesorganen worden bij de gewone meerderheid van stemmen uitgebracht.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter in laatste instantie doorslaggevend.

HOOFDSTUK IV. — *Kosten*

Art. 13. § 1. De leden van de adviesorganen die stemrecht hebben, ontvangen de volgende vergoedingen:

1° een vergoeding van 50 euro per halve dag deelname aan een vergadering of werkbezoek, jaarlijks geïndexeerd volgens de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer voor januari van het lopende jaar en dat voor januari van het jaar waarin dit decreet in werking treedt;

2° een vergoeding voor de kosten van vervoer tussen de woonplaats en de plaats van de vergadering, voor vergaderingen in het kader van de opstelling van een verslag of voor elke andere taak van de adviesorganen bij de uitvoering van hun opdrachten, die overeenkomstig de geldende regelgeving voor personeelsleden van rang 12 van het ministerie van de Franse Gemeenschap wordt toegekend, tot een maximumbedrag dat overeenkomt met de kosten van een treinkaartje eerste klas.

De vergoeding wordt betaald op basis van de presentielijst die aan het einde van elke vergadering wordt opgesteld.

§ 2. De Regering bepaalt op uniforme wijze tussen de verschillende culturele sectoren, met betrekking tot de tijd die nodig is voor de voorbereiding van de dossiers en het aantal vergaderingen, het bedrag en het jaarlijkse plafond van de leesvergoeding. Deze vergoeding is afhankelijk van de daadwerkelijke deelname aan de vergadering waarop het punt wordt besproken of van de toezending van een gedetailleerde schriftelijke bijdrage aan het secretariaat van het adviesorgaan.

§ 3. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de storting van de schadevergoeding.

§ 4. De Regering kan voorzien in de nadere regels voor de vergoeding van derden die door een adviesorgaan worden gehoord of geraadpleegd.

HOOFDSTUK V. — *Opleiding van de leden*

Art. 14. Binnen een jaar na hun benoeming kan de Regering een passende opleiding organiseren en aanbieden aan de leden van de adviesorganen.

HOOFDSTUK VI. — *Bekendmaking van de werkzaamheden*

Art. 15. § 1. De Regering maakt de werkroosters en agenda's van de adviesorganen op de website van de Administratie bekend.

§ 2. De Regering maakt in de loop van het eerste semester van elk jaar op de website van de Administratie de administratieve documenten van het voorgaande jaar bekend, te weten:

1° de adviezen en aanbevelingen van de Raad;

2° de adviezen en aanbevelingen van de Overlegraden en de Raad van de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid;

3° de adviezen van de adviescommissies, vergezeld van de besluiten die met name op basis van deze adviezen zijn genomen;

4° de adviezen van de Raad van Beroep, vergezeld van de beslissingen die met name op basis van deze adviezen zijn genomen;

5° een lijst met betrekking tot de in 3° en 4° bedoelde adviezen, met inbegrip van ten minste:

a) de naam van de operator;

b) het onderwerp van de aanvraag;

c) de positieve of negatieve aard van het advies van het adviesorgaan;

d) in voorkomend geval, het door de operator gevraagde bedrag, het door de adviescommissie voorgestelde bedrag en het door de Regering toegekende bedrag;

e) de identificatie van de operatoren die hebben geweigerd de aankondigingen bekend te maken, met opgave van de redenen daarvoor.

De in de punten 3° en 4° bedoelde adviezen kunnen slechts worden bekendgemaakt na kennisgeving van de beslissing aan de betrokken operator, met voorafgaande instemming van de operator indien de kennisgeving negatief is, en na verificatie door de Administratie dat de bekendmaking niet onderworpen is aan de uitzonderingsgronden voorzien in artikel 6 van het decreet van 22 december 1994 betreffende de bekendmaking door de administratie.

§ 3. De adviezen en aanbevelingen, bedoeld in het tweede lid, onder 1° en 2°, worden gehecht aan de ontwerpen of voorstellen van decreet die bij het Parlement van de Franse Gemeenschap worden ingediend.

Art. 16. De Raad coördineert jaarlijks de opstelling van een verslag over zijn activiteiten en die van de andere adviesorganen.

Dit jaarlijkse activiteitenverslag bevat ten minste de volgende elementen:

- 1° de lijst van de adviezen en aanbevelingen van de Raad;
- 2° de lijst van adviezen en aanbevelingen van de Overlegraden en de Raad van de Franse taal, endoegen regionale talen en taalbeleid;
- 3° de lijst van de door de adviescommissies uitgebrachte adviezen;
- 4° de lijst van de bij de Raad van Beroep ingediende beroepen;
- 5° de lijst van de leden van de adviesorganen, met vermelding van: (a) een verklaring betreffende het aanwezigheidspercentage;
- b) de vergoedingen die per adviesorgaan en werksessie worden betaald;
- c) openstaande mandaten;
- 6° een lijst van externe personen, waaronder leden van andere adviesorganen, die zijn uitgenodigd om deel te nemen aan de vergaderingen;
- 7° een transversale en prospectieve analyse van de verschillende publicaties en sectorale aanbevelingen.

Art. 17. Voor de toepassing van artikel 16 doet elk adviesorgaan de Raad binnen drie maanden na afloop van elk kalenderjaar de elementen van het jaarlijkse activiteitenverslag toekomen die op hem betrekking hebben.

Art. 18. Na goedkeuring door de Raad wordt het jaarlijkse activiteitenverslag naar de Regering, het Parlement en het Waarnemingscentrum voor cultuurbeleid gestuurd.

De Regering draagt zorg voor de publicatie van het verslag op de website van de administratie.

Op verzoek van een adviesorgaan organiseert de Administratie samen met dit orgaan een openbaar debat op basis van het gepubliceerde jaarlijkse activiteitenverslag.

TITEL II. — RAAD

HOOFDSTUK I. — *Opdrachten*

Art. 19. § 1. De Raad is belast met het opstellen, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, van adviezen en aanbevelingen over:

- 1° het cultuurbeleid, in een algemeen en transversaal perspectief;
- 2° voorontwerpen of voorstellen voor decreten die in het kader van het cultuurbeleid worden opgesteld;
- 3° voorontwerpen van algemene of transversale opdrachten, opgesteld in het kader van het cultuurbeleid;
- 4° de evaluatie van de bestaande wetgevingskaders die in het kader van de in lid 1 bedoelde beleidsmaatregelen zijn vastgesteld en de toepassing daarvan.

De Raad neemt in geen geval een besluit over een individueel ontwerpbesluit.

§ 2. de aanbevelingen van de Raad zijn gericht op de ontwikkeling van een toekomstgerichte visie en de totstandbrenging van een intersectorale en transversale dialoog over het cultuurbeleid, met name over de volgende onderwerpen:

- 1° toegang tot cultuur;
- 2° het statuut van de kunstenaars;
- 3° de ontwikkeling van de artistieke schepping en de werkgelegenheid;
- 4° de ontwikkeling van een structuur die representatief is voor de verschillende culturele sectoren;
- 5° de bevordering en verspreiding van de cultuur in de Franse Gemeenschap;
- 6° de versterking van de banden tussen cultuur en onderwijs;
- 7° de versterking van de banden tussen cultuur en permanente opvoeding;
- 8° de bepaling van de standpunten die de Franse Gemeenschap moet innemen in het kader van het cultuurbeleid van andere bestuursniveaus of van andere landen;
- 9° de financiering van cultuur;
- 10° de ontwikkeling van de digitale technologie;
- 11° de ontwikkeling van de verschillende sectoren van de cultuur.

Om de vijf jaar stelt de Raad, in samenwerking met het Waarnemingscentrum voor cultuurbeleid, een verslag op over deze aanbevelingen.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling*

Afdeling I. — Werkende leden en plaatsvervangers

Art. 20. De Raad bestaat uit de volgende werkende leden, die stemgerechtigd zijn:

- 1° de voorzitter van elke overlegraad, of zijn vertegenwoordiger;
- 2° één extra lid van elke gedelegeerde adviesraad op basis van zijn expertise met betrekking tot de agenda van de Raad;
- 3° de voorzitter van de Raad van de Franse taal, endoegen regionale talen en taalbeleid, of zijn vertegenwoordiger;

4° een extra lid van de Raad voor de Franse taal, de endogeen regionale talen en het taalbeleid gedelegeerd op basis van zijn expertise met betrekking tot de agenda van de Raad;

5° vijf deskundigen waarvan het profiel een aanvulling vormt op de vertegenwoordigingen van de overlegraden en die zich onderscheiden door een hoge mate van transversale expertise op het gebied van met name het cultuurbeleid:

a) een deskundige uit de onderwijswereld;

b) twee deskundigen die als kunstenaar werkzaam zijn;

c) een deskundige met een grondige kennis van het cultuurbeleid van de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap of een land dat lid is van de Internationale Organisatie van de Francofonie;

d) een deskundige wiens profiel een aanvulling vormt op het onder a) tot en met c) bedoelde profiel;

6° een vertegenwoordiger, met een hoge mate van transversale expertise op het gebied van cultuurbeleid, door ideologische en filosofische strekkingen, met een parlementaire groep die erkend is in het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Voor elk van de in lid 1 bedoelde werkende leden wordt een plaatsvervangend lid onder 5° en 6° benoemd. Het plaatsvervangend lid is van hetzelfde geslacht en heeft hetzelfde deskundigheidsprofiel als het werkend lid waaraan hij/zij is verbonden.

Art. 21. De werkende en plaatsvervangende leden, bedoeld in artikel 20, eerste lid, onder 5° en 6°, worden door de Regering benoemd voor een termijn van vijf jaar, eenmaal hernieuwbaar.

Art. 22. § 1. De leden bedoeld in artikel 20, eerste lid, onder 1° tot en met 4°, worden afgevaardigd door het adviesorgaan waarin zij zetelen.

§ 2. De werkende en plaatsvervangende leden, in voorkomend geval in operationeel duo van hetzelfde geslacht, bedoeld in artikel 20, eerste lid, onder 5°, worden, na vergelijking van de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten van de Administratie met de adviezen van de erkende beroepsfederaties, door de Regering benoemd op basis van een openbare oproep tot het indienen van kandidaturen die op de website van de Administratie wordt gepubliceerd en waarvan zij de organisatie bepaalt.

Het in het eerste lid bedoelde advies heeft betrekking op de relevantie en het algemene evenwicht van de deskundigheid en de profielen die uit de ontvangen aanvragen voortvloeien, zonder een bepaalde aanvraag af te wijzen of te ondersteunen.

§ 3. De werkende en plaatsvervangende leden, zo nodig in operationeel duo van hetzelfde geslacht, bedoeld in artikel 20, eerste lid, onder 6°, worden benoemd door de Regering op voordracht van de fractie van de tendens die zij vertegenwoordigen.

Daartoe doet elke betrokken politieke groep de Regering een lijst van twee vrouwelijke en twee mannelijke kandidaten toekomen.

De benoeming van de in het eerste lid bedoelde leden vindt plaats binnen drie maanden na de installatie van de leden van het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Art. 23. Wanneer een werkend lid tijdelijk afwezig is, wordt hij/zij vervangen door zijn/haar plaatsvervanger voor de betrokken vergadering(en).

1. Wanneer een zetel van een werkend lid definitief vacant is, wordt het afwezige lid voor de overblijvende duur van de ambtstermijn vervangen door zijn plaatsvervanger.

1. Wanneer een zetel van plaatsvervangend lid definitief vacant is, wordt deze, naar gelang van het geval, vervangen:

a) na een aanvullende oproep tot het indienen van kandidaturen;

b) op voorstel van de politieke groep van de trend die zij vertegenwoordigt.

Afdeling II. — Andere deelnemers

Art. 24. § 1. worden uitgenodigd op vergaderingen en kunnen met raadgevende stem aan de werkzaamheden van de Raad deelnemen:

1° de administrateur-generaal voor cultuur van het ministerie van de Franse Gemeenschap, of zijn vertegenwoordiger;

2° een vertegenwoordiger van het Waarnemingscentrum voor Cultuurbeleid;

3° de voorzitter van de Hogere Raad voor Permanente opvoeding of zijn vertegenwoordiger;

4° op verzoek van de administrateur-generaal van het ministerie van Cultuur van het ministerie van de Franse Gemeenschap, een vertegenwoordiger van de algemene diensten van het ministerie van Cultuur;

5° op verzoek van de directeur-generaal van het ministerie van Cultuur van het ministerie van de Franse Gemeenschap, een vertegenwoordiger van de algemene inspectiedienst voor cultuur;

6° een vertegenwoordiger van de Raad van Hogere Kunstscholen van de Academie van Onderzoek en Hoger Onderwijs.

§ 2. De Raad kan, afhankelijk van de agenda, ook de volgende personen uitnodigen:

1) de bevoegde minister of zijn vertegenwoordiger;

2. vertegenwoordigers van lokale, provinciale en regionale overheden;

3° vertegenwoordigers van verenigingen die als maatschappelijk doel hebben de gebruikers of een categorie gebruikers te beschermen;

4° deskundigen, analisten en onderzoekers.

HOOFDSTUK III. — Werking

Art. 25. § 1. 1. Wanneer de Raad een verzoek om advies ontvangt, stelt het secretariaat de in artikel 24 bedoelde leden en andere deelnemers daarvan in kennis en deelt het hun zo spoedig mogelijk langs elektronische weg alle gegevens mee waarover het beschikt in het administratieve dossier.

Het secretariaat organiseert de bijeenroeping en het houden van de vergadering van de Raad, in voorkomend geval in overleg met het secretariaat van de Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid of de bevoegde overlegraad, met het oog op het inwinnen van het sectorale advies overeenkomstig de artikelen 32, § 3 en 38, § 3, tweede lid.

§ 2. De Raad brengt binnen 50 dagen na ontvangst van het verzoek om advies uit. In gevallen van met redenen omklede hoogdringendheid wordt de termijn verkort tot 30 dagen.

Minstens de helft van deze periode moet buiten de schoolvakanties vallen. Indien de laatste dag van de termijn op een feestdag, zaterdag of zondag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Na afloop van deze termijn wordt de procedure voortgezet door de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, zonder dat de Raad later geen advies meer kan uitbrengen.

§ 3. De Raad beslist ten minste eenmaal per jaar over alle sectorale aanbevelingen die hem door de overlegraden op eigen initiatief worden voorgelegd en deelt zijn transversaal advies mee aan de Regering.

Art. 26. 1. De Raad benoemt uit de in artikel 20, eerste alinea, bedoelde deskundigen een voorzitter en een ondervoorzitter van verschillend geslacht voor een periode van ten hoogste twee jaar.

Voor de benoeming van de voorzitter en de ondervoorzitter is het beginsel van de afwisseling tussen vrouwen en mannen vereist.

De voorzitter van de Raad of zijn vertegenwoordiger neemt met raadgevende stem deel aan de werkzaamheden van de Hogere Raad voor permanente opvoeding.

Een lid kan na een onderbreking van twee jaar worden herbenoemd tot voorzitter of ondervoorzitter van de Raad.

Art. 27. De Raad kan in zijn huishoudelijk reglement bijzondere regels inzake quorum en stemming opnemen om, in voorkomend geval, een evenwicht tussen de verschillende vertegenwoordigde sectoren te waarborgen.

TITEL III. — RAAD VOOR DE FRANSE TAAL, ENDOGEEN REGIONALE TALEN EN TAALBELEID

HOOFDSTUK I. — *Opdrachten*

Art. 28. De Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen taalbeleid formuleert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, adviezen en aanbevelingen:

1° over alle kwesties die verband houden met het talenbeleid en de Franstalige Gemeenschap in de Franse Gemeenschap of internationaal;

2° over de ontwikkeling van de taalkundige situatie in de Franse Gemeenschap en over de plaats van de Franse taal, de endogeen regionale talen en de gebarentaal ten opzichte van andere talen die in de Franse Gemeenschap worden gebruikt;

3° over de ontwikkeling van het gebruik van de Franse taal, endogeen regionale talen en gebarentaal en de verrijking daarvan;

4° over alle acties ter bevordering, bescherming en bewustmaking van de Franse taal, de endogene regionale talen en de gebarentaal.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling*

Art. 29. De Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid is samengesteld uit zeventien gewone leden, die als volgt zijn verdeeld:

1° twaalf deskundigen in de Franse taal, waaronder ten minste een van de Koninklijke Academie voor de Franse taal- en letterkunde, in een van de volgende vakken:

- a) taalkunde;
- b) sociologie;
- c) onderwijs en opleiding;
- d) alfabetisering en de opvang van migranten;
- e) onderzoek en ontwikkeling;
- f) taalengineering;
- g) de bescherming en bevordering van de werknemer, de consument en de gebruiker van openbare diensten;
- h) communicatie en media;
- i) terminologie;
- j) letteren;

2° vier deskundigen op het gebied van endogeen regionale talen, volgens een evenwichtige vertegenwoordiging van de taalveelzijdigheid;

3° een expert in gebarentaal.

Voor elk van de in het eerste lid bedoelde werkende leden wordt een plaatsvervanger benoemd. Een plaatsvervangend lid is van hetzelfde geslacht en heeft dezelfde expertise als het gewone lid waaraan hij/zij verbonden is.

Art. 30. § 1. De werkende en plaatsvervangende leden, in voorkomend geval in operationeel duo van hetzelfde geslacht, worden voor een ambtstermijn van vijf jaar door de Regering benoemd, na vergelijking van de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten van de administratie en de adviezen van erkende beroepsfederaties, die eenmaal kan worden verlengd na een openbare oproep tot het indienen van kandidaturen die op de website van de administratie wordt gepubliceerd en door de Regering nader wordt bepaald.

Het in lid 1 bedoelde advies heeft betrekking op de relevantie en het algemene evenwicht van de deskundigheid en het profiel van de ontvangen kandidaturen, zonder een bepaalde kandidatuur af te wijzen of te ondersteunen; de betrokken erkende beroepsfederaties zijn die van de Overlegraad voor Schrijfpdrachten en Boek.

§ 2. Wanneer een werkend lid tijdelijk afwezig is, wordt hij/zij vervangen door zijn/haar plaatsvervanger voor de betrokken vergadering(en).

Wanneer een zetel van een werkend lid definitief vacant is, wordt het afwezige lid voor de overblijvende duur van de ambtstermijn vervangen door zijn plaatsvervanger.

Wanneer een zetel van plaatsvervangend lid definitief vacant is, wordt dit na een nieuwe oproep tot het indienen van kandidaturen vervangen.

Art. 31. § 1. Worden uitgenodigd op vergaderingen en kunnen met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Franse taalraad, endogeen regionale talen en taalbeleid:

- 1° de administrateur-generaal van Wallonië-Brussel International, of zijn vertegenwoordiger;
- 2° de inspecteur-generaal van het secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap, belast met de algemene cursussen, of zijn vertegenwoordiger;
- 3° de inspecteur-generaal voor het basisonderwijs van de Franse Gemeenschap of zijn vertegenwoordiger;
- 4° de gemeenschappelijke bemiddelaar van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap of zijn vertegenwoordiger;
- 5° vertegenwoordigers van de ideologische en filosofische stromingen bedoeld in artikel 20, eerste lid, onder 6°.

§ 2. de Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid kan ook de Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid uitnodigen, afhankelijk van de agenda:

- 1° de bevoegde minister of zijn vertegenwoordiger;
- 2° vertegenwoordigers van lokale, provinciale en regionale overheden;
- 3° vertegenwoordigers van verenigingen die als maatschappelijk doel hebben de gebruikers of een categorie gebruikers te beschermen;
- 4° deskundigen, analisten en onderzoekers.

HOOFDSTUK III. — *Werking*

Art. 32. § 1. Wanneer een verzoek om advies wordt ingediend bij de Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid, stelt het secretariaat de werkende leden en de andere in artikel 31 bedoelde deelnemers daarvan in kennis en deelt het hun zo spoedig mogelijk langs elektronische weg alle gegevens mee waarover het in het administratieve dossier beschikt.

Het secretariaat organiseert de bijeenroeping en het houden van de vergadering.

§ 2. De Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid brengt binnen 30 dagen na ontvangst van het verzoek om advies uit. In gevallen van met redenen omklede hoogdringendheid wordt de termijn verkort tot 21 dagen.

Minstens de helft van deze periode moet buiten de schoolvakanties vallen. Indien de laatste dag van de termijn op een feestdag, zaterdag of zondag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Na afloop van deze termijn wordt de procedure voortgezet door de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, zonder dat de Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen taalbeleid wordt verhinderd later zijn advies uit te brengen.

§ 3. De adviezen over de met de Raad gedeelde bevoegdheid worden op de volgende vergadering van de Raad gepresenteerd door een vertegenwoordiger van de Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid, en gevoegd bij het transversale advies van de Raad dat aan de Regering wordt voorgelegd. Aan het einde van de termijn voor verwijzing naar de Raad worden de adviezen van de Raad van de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid in ieder geval aan de Regering meegedeeld.

§ 4. Wanneer de Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen taalbeleid op eigen initiatief een aanbeveling doet over het sectorale cultuurbeleid, wordt deze tegelijkertijd aan de Raad en de Regering meegedeeld.

§ 5. Het huishoudelijk reglement van de Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen en taalbeleid kan voorzien in een vast aantal werksessies waarvoor een quorum van drie leden vereist is.

Art. 33. De Raad voor de Franse taal, endogeen regionale talen taalbeleid benoemt onder zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter van verschillende geslachten voor een periode van maximaal twee jaar.

Voor de benoeming van de voorzitter en de ondervoorzitter is het beginsel van de afwisseling tussen vrouwen en mannen vereist.

Een lid kan na een onderbreking van twee jaar worden herbenoemd tot voorzitter of ondervoorzitter.

TITEL IV. — *OVERLEGRADEN*

HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor alle overlegraden*

Afdeling I. — Optrachten

Art. 34. § 1. De overlegraden zijn belast met het opstellen, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, van adviezen en aanbevelingen:

- 1° sectoraal cultuurbeleid;
- 2° voorontwerpen of voorstellen van decreten, opgesteld in het kader van het beleid bedoeld in 1°;
- 3° de voorontwerpen van besluiten die zijn opgesteld in het kader van de in onderafdeling 1° bedoelde beleidslijnen;
- 4° de evaluatie van de bestaande wettelijke en bestuursrechtelijke kaders die in het raam van de in lid 1 bedoelde beleidsmaatregelen zijn vastgesteld en de toepassing daarvan;
5. het schema dat bestemd is voor de behandeling van individuele dossiers door de adviescommissies, in voorkomend geval in het licht van de in de sectorale wetgeving vastgestelde criteria, onverminderd eventuele specifieke voorschriften in die wetgeving betreffende het te gebruiken schema.

In geen geval beslissen de overlegraden over een ontwerp van een individuele beschikking.

§ 2. De aanbevelingen die op eigen initiatief door de overlegraden zijn geformuleerd, hebben betrekking op de evaluatie en ontwikkeling van een toekomstgerichte visie op het sectorale cultuurbeleid in samenwerking met de Raad.

*Afdeling II. — Samenstelling**Onderafdeling I. — Volwaardige leden*

Art. 35. § 1. Elke overlegraad is samengesteld uit de volgende werkende leden die stemgerechtigd zijn:

1° de beroepsfederaties die krachtens dit decreet erkend zijn en waarvan de vertegenwoordigingsactiviteit overeenkomstig hoofdstuk 2 onder de bevoegdheid van de overlegraad valt;

2° de vertegenwoordigers van de ideologische en levensbeschouwelijke strekkingen bedoeld in artikel 20, lid 1, 6°, van de richtlijn.

Wanneer een sector of discipline waarvoor een overlegraad bevoegd is, niet vertegenwoordigd is door een erkende beroepsfederatie als bedoeld in lid 1, onder 1°, kan de desbetreffende overlegcommissie aan de betrokken overlegraad een lid met stemrecht dat tot die sector of discipline behoort, delegeren.

§ 2. Erkende beroepsfederaties hebben als rechtspersonen sessie in de in hun erkenningsbesluit genoemde adviesraden.

§ 3. Elke erkende beroepsfederatie die een bepaalde beroepsactiviteit of discipline vertegenwoordigt, heeft een gelijkwaardige stem in de Overlegraad.

2. In afwijking van lid 1 is de totale waarde van de stemmen van erkende beroepsfederaties waarvan de vertegenwoordigingsactiviteit rechtstreeks en hoofdzakelijk onder de bevoegdheid van een Overlegraad valt, hoger dan die van erkende beroepsfederaties waarvan de vertegenwoordigingsactiviteit slechts indirect en subsidiair onder de bevoegdheid van een Overlegraad valt.

De erkende beroepsfederaties kunnen in elk geval, in voorkomend geval, elk een minderheidsnota vaststellen overeenkomstig artikel 7, § 1, eerste lid, 7°.

Art. 36. § 1. Elke erkende beroepsfederatie deelt de administratie een lijst mee van twee vrouwen en twee mannen die een permanent mandaat hebben om haar in de adviesraad te vertegenwoordigen en die kunnen aantonen dat zij over aantoonbare vaardigheden beschikken die zijn aangepast aan de sectorale realiteit en de praktijk ter plaatse.

De in artikel 4 bedoelde onverenigbaarheden zijn van toepassing.

De erkende beroepsfederatie kan deze lijst te allen tijde wijzigen, na kennisgeving door de Administratie.

§ 2. Alleen de natuurlijke personen die op de in lid 1 bedoelde lijst staan, kunnen namens de erkende beroepsfederatie die zij vertegenwoordigen, sessie hebben in de overlegraad.

Elke erkende beroepsfederatie mag per vergadering slechts één vertegenwoordiger afvaardigen.

In afwijking van lid 2 kan de Regering een erkende beroepsfederatie die verscheidene beroepsactiviteiten of -disciplines vertegenwoordigt, toestaan om per vergadering verscheidene vertegenwoordigers te delegeren.

Onderafdeling II. — Andere deelnemers

Art. 37. § 1. worden uitgenodigd op vergaderingen en kunnen met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de overlegraden:

1° de administrateur-generaal van Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, of zijn vertegenwoordiger, die één van de ondervoorzitters van elke overlegraad waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van het Waarnemingscentrum voor Cultuurbeleid;

3. op verzoek van de directeur-generaal van het ministerie van Cultuur van het ministerie van de Franse Gemeenschap, een vertegenwoordiger van de algemene diensten van het ministerie van Cultuur;

4° op verzoek van de Administrateur-generaal Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, een vertegenwoordiger van de Algemene Dienst Inspectie van Cultuur;

5° in voorkomend geval, de leden die worden uitgenodigd overeenkomstig de specifieke kenmerken van de overlegraden;

6° de afgevaardigden van de adviescommissies, in overeenstemming met hoofdstuk 2.

§ 2. De overlegraden kunnen, afhankelijk van de agenda, ook uitnodigen:

1° de bevoegde minister of zijn vertegenwoordiger;

2° vertegenwoordigers van lokale, provinciale en regionale overheden;

3° vertegenwoordigers van verenigingen die als maatschappelijk doel hebben de gebruikers of een categorie gebruikers te beschermen;

4° deskundigen, analisten en onderzoekers.

Afdeling III. — Werking

Art. 38. § 1. 1. Wanneer een verzoek om advies aan een adviesraad wordt voorgelegd, stelt het secretariaat de leden en andere deelnemers daarvan in kennis en deelt het hen zo spoedig mogelijk langs elektronische weg alle elementen van het administratieve dossier waarover het beschikt mee.

Het secretariaat organiseert de bijeenroeping en het houden van de vergadering.

§ 2. De overlegraad doet hiervan binnen 30 dagen na ontvangst van het verzoek om advies mededeling. In gevallen van met redenen omklede hoogdringendheid wordt de termijn verkort tot 21 dagen.

Minstens de helft van deze periode moet buiten de schoolvakanties vallen. Indien de laatste dag van de termijn op een feestdag, zaterdag of zondag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Na afloop van deze termijn wordt de procedure voortgezet door de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, zonder dat de Overlegraad wordt belet later haar advies uit te brengen.

§ 3. De adviezen betreffende een bevoegdheid van de overlegraden worden rechtstreeks aan de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap meegedeeld.

Adviezen over een gedeelde bevoegdheid met de Raad worden tijdens de volgende Raadssessie gepresenteerd door een van de vertegenwoordigers van de adviesraad en toegevoegd aan het transversale advies van de Raad dat aan de Regering wordt voorgelegd.

Wanneer een adviesraad op eigen initiatief een aanbeveling over sectoraal cultuurbeleid doet, wordt deze tegelijkertijd aan de Raad en aan de Regering meegedeeld.

Art. 39. § 1. Elke overlegraad wijst afwisselend uit de erkende beroepsfederaties die er lid van zijn een voorzitterschap en een of meer ondervoorzitterschappen aan, hetzij tijdens elke vergadering, hetzij voor een periode van maximaal twee jaar.

Een van de ondervoorzitterschappen wordt overeenkomstig artikel 37, eerste lid, onder 1° door de Administratie waargenomen.

§ 2. De wijze van benoeming van de twee vertegenwoordigers van elke overlegraad binnen de Raad wordt bepaald door het huishoudelijk reglement op basis van:

1° op de agenda van de Raad;

2° een regel van afwisseling tussen de verschillende erkende beroepsfederaties en de verschillende sectoren of disciplines die onder de bevoegdheid van de overlegraad vallen.

§ 3. De afgevaardigden van de overlegraden vertegenwoordigen in de Raad alle eventuele belangen van hun overlegraad, die verschillend kunnen zijn.

§ 4. Het huishoudelijk reglement van elke adviesraad kan voorzien in:

1° speciale regels inzake quorum en stemming om een evenwicht tussen de verschillende vertegenwoordigde beroepsfederaties te waarborgen;

2° de oprichting van werkgroepen die specifiek zijn voor een sector, onderwerp of discipline.

Art. 40. Elke overlegraad organiseert ten minste één vergadering per jaar met vertegenwoordigers van de bedoelde adviescommissie.

Tijdens deze vergaderingen de overlegraad:

1° wordt in kennis gesteld van de adviezen van de adviescommissie;

2° stelt de adviescommissie in kennis van zijn werkzaamheden;

3° beslist over de uitvoering van het sectorale cultuurbeleid en legt een advies of aanbeveling voor aan de Raad en aan de Regering.

HOOFDSTUK II. — *Specifieke bepalingen voor elke overlegraad*

Afdeling I. — Overlegraad voor levende kunsten

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 41. De Overlegraad voor levende kunsten formuleert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, adviezen en aanbevelingen inzake sectoraal beleid op het gebied van de podiumkunsten, waaronder:

1° dramatische kunst, met inbegrip van poppenspel, objecttheater en aanverwante kunsten;

2° theater voor een jong publiek;

3° actietheater;

4° choreografische kunst;

5° kermis-, circus- en straatkunst;

6° het verhaal;

7° projecten in verschillende disciplines van de podiumkunsten, waarvan ten minste één in de punten 1° tot en met 6° wordt genoemd.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 42. Naast vertegenwoordigers van erkende beroepsfederaties en andere deelnemers met raadgevende stem, wordt een vertegenwoordiger van de Commissie voor de levende kunsten uitgenodigd op de vergaderingen en kan hij met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad.

Deze vertegenwoordiger wordt door de adviescommissie gekozen op basis van zijn of haar expertise met betrekking tot de agenda van de overlegraad en om te zorgen voor een evenwichtige en afwisselende sectorale vertegenwoordiging.

Afdeling II. — Overlegraad voor Muziek

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 43. De Overlegraad voor Muziek formuleert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, adviezen en aanbevelingen over het sectoraal beleid op het gebied van de podiumkunsten, waaronder:

1° klassieke en hedendaagse muziek, waaronder lyrische kunst;

2° actuele muziek.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 44. Naast vertegenwoordigers van erkende beroepsfederaties en andere deelnemers met raadgevende stem, worden twee vertegenwoordigers van de Commissie Muziek uitgenodigd op de vergaderingen en kunnen met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad.

Deze vertegenwoordigers worden door de adviescommissie gekozen op basis van hun expertise met betrekking tot de agenda van de Overlegraad en om te zorgen voor een afwisselende en evenwichtige sectorale vertegenwoordiging, met inbegrip van de aanwezigheid van een expert in actuele muziek en een expert in klassieke of hedendaagse muziek.

Afdeling III. — Overlegraad voor Beeldende Kunsten

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 45. De Overlegraad voor Beeldende Kunsten formuleert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, adviezen en aanbevelingen inzake sectoraal beleid op het gebied van de Beeldende kunsten, met inbegrip van:

- 1° textielkunst, tekenen, stempels, illustratie, schilderen, fotografie, beeldhouwen of kunstvideo, culinaire kunsten of enige andere artistieke of technische vorm, met inbegrip van vernieuwende, van dezelfde aard;
- 2° digitale en technologische kunst;
- 3° architectuur;
- 4° design en mode.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 46. Naast vertegenwoordigers van erkende beroepsfederaties en andere deelnemers met een raadgevende stem worden twee vertegenwoordigers van de Commissie voor Beeldende Kunsten uitgenodigd op de vergaderingen en kunnen zij met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad.

Deze vertegenwoordigers worden door de adviescommissie gekozen op basis van hun expertise met betrekking tot de agenda van de overlegraad en om te zorgen voor een evenwichtige en afwisselende sectorale vertegenwoordiging.

Art. 47. Worden uitgenodigd op vergaderingen en kunnen met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad, voor elk advies of elke aanbeveling op het gebied van architectuur:

- 1° een vertegenwoordiger van de cel Architectuur van de Franse Gemeenschap;
- 2° drie door de Commissie voor de Beeldende Kunsten afgevaardigde deskundigen onder de in artikel 74, eerste lid, 3° bedoelde deskundigen, waaronder één die actief is in het Waalse Gewest, één in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en één van een faculteit architectuur.

Afdeling IV. — Overlegraad voor Schrijfopdrachten en Boek

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 48. De Overlegraad voor Schrijfopdrachten en Boek formuleert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, adviezen en aanbevelingen over het sectoraal schrijf- en boekbeleid, met inbegrip van publicaties, boekhandels, letteren, algemene literatuur, jeugdliteratuur, endogene regionale taalliteratuur, stripverhalen en, meer in het algemeen, elke intellectuele productie die in om het even welke vorm of op welke wijze kan worden gepubliceerd.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 49. Naast de vertegenwoordigers van de erkende beroepsfederaties en andere deelnemers met een adviserende stem, wordt een vertegenwoordiger van de Commissie voor Schrijfopdrachten en Boek uitgenodigd op de vergaderingen en kan hij met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Overlegraad.

Deze vertegenwoordiger wordt door de adviescommissie gekozen op basis van zijn of haar expertise met betrekking tot de agenda van de overlegraad en om te zorgen voor een evenwichtige en afwisselende sectorale vertegenwoordiging.

Art. 50. Worden uitgenodigd op vergaderingen en kunnen met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad voor alle adviezen of aanbevelingen op het gebied van schrijf- en boekbeleid:

- 1° de inspecteur-generaal van het secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap, belast met de algemene cursussen, of zijn vertegenwoordiger;
- 2° de inspecteur-generaal van het basisonderwijs van de Franse Gemeenschap, of zijn vertegenwoordiger;
- 3° de Administrateur-generaal van Wallonië-Brussel International of zijn afgevaardigde;
- 4° de vast secretaris van de Koninklijke Academie voor Taal- en Letterkunde, of zijn vertegenwoordiger.

De Raad kan, afhankelijk van de agenda, ook deskundigen uitnodigen op het gebied van publicatie, boekverkoop, auteurschap of distributie.

Afdeling V. — Overlegraad voor de Film

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 51. De Overlegraad voor de Film formuleert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, adviezen en aanbevelingen inzake sectoraal beleid op het gebied van de productie en distributie van films en audiovisuele werken.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 52. § 1. Het aantal vertegenwoordigers van de beroepsfederaties, bedoeld in artikel 36, § 2, derde lid, moet, voor zover mogelijk, het volgende evenwicht in acht nemen:

- 1° ten minste een derde van de vertegenwoordigers van erkende beroepsfederaties die actief zijn voor auteurs, scenarioschrijvers, regisseurs, acteurs en theaterspelers;
- 2° ten minste een derde van de vertegenwoordigers van erkende beroepsfederaties die actief zijn voor audiovisuele producenten en filmworkshops;
- 3° ten minste een kwart van de vertegenwoordigers van erkende beroepsfederaties die actief zijn voor distributeurs van audiovisuele werken en bioscoopoperatoren;
- 4° ten minste één vertegenwoordiger van een erkende beroepsfederatie die actief is voor technici.

§ 2. Naast de vertegenwoordigers van erkende beroepsfederaties en andere deelnemers met een adviserende stem wordt een vertegenwoordiger van de Filmcommissie uitgenodigd op de vergaderingen en kan hij met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad.

Deze vertegenwoordiger wordt door de adviescommissie gekozen op basis van zijn of haar expertise met betrekking tot de agenda van de overlegraad en om te zorgen voor een evenwichtige en afwisselende sectorale vertegenwoordiging.

Art. 53. Worden uitgenodigd op vergaderingen en kunnen met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad:

- 1° de administrateur-generaal van de Franse Gemeenschap met Cultuur in zijn of haar hoedanigheid, of zijn of haar vertegenwoordiger;
- 2° een vertegenwoordiger van RTBF;
- 3) een vertegenwoordiger van lokale televisiestations;
- 4° twee deskundigen op het gebied van investeringen in de audiovisuele sector met een regionale economische roeping;
- 5° een expert in de organisatie van filmfestivals;
6. vertegenwoordigers van distributeurs van televisiediensten;
- 7° vertegenwoordigers van uitgevers van televisieomroepdiensten.

Afdeling VI. — Overlegraad voor Cultuurerfgoed

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 54. De Overlegraad voor Cultuurerfgoed formuleert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, adviezen en aanbevelingen inzake sectoraal beleid met betrekking tot het cultureel erfgoed, waaronder:

- 1° musea en andere museuminstellingen;
- 2° private archiefcentra;
- 3° etnologie en immaterieel cultureel erfgoed;
- 4° de bescherming van het roerend cultureel erfgoed.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 55. Naast vertegenwoordigers van erkende beroepsfederaties en andere deelnemers met een adviserende stem worden twee vertegenwoordigers van de Commissie voor het cultureel erfgoed uitgenodigd op de vergaderingen en kunnen zij met een adviserende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad.

Deze vertegenwoordigers worden door de adviescommissie gekozen op basis van hun expertise met betrekking tot de agenda van de overlegraad en om te zorgen voor een evenwichtige en afwisselende sectorale vertegenwoordiging.

Afdeling VII. — Overlegraad voor Culturele en territoriale actie

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 56. De Overlegraad voor Culturele en territoriale actie formuleert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap, adviezen en aanbevelingen inzake sectoraal beleid met betrekking tot:

- 1° culturele centra;
- 2° de openbare leesdienst;
- 3° amateurcreativiteit en artistieke praktijken, met inbegrip van amateurtheater.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 57. Naast vertegenwoordigers van erkende beroepsfederaties en andere deelnemers met een adviserende stem, wordt een vertegenwoordiger van de Commissie voor culturele en territoriale actie uitgenodigd op de vergaderingen en kan hij met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad.

Deze vertegenwoordiger wordt door de adviescommissie gekozen op basis van zijn expertise met betrekking tot de agenda van de overlegraad en om te zorgen voor een evenwichtige en afwisselende sectorale en territoriale vertegenwoordiging.

Art. 58. Worden uitgenodigd op vergaderingen en kunnen met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad:

- 1° de voorzitter van de Hoge Raad voor permanente opvoeding of zijn vertegenwoordiger;
- 2° een vertegenwoordiger van de Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië;
- 3° een vertegenwoordiger van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

TITEL V. — Adviescommissies

HOOFDSTUK I. — Gemeenschappelijke bepalingen voor alle adviescommissies

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 59. De adviescommissies zijn belast met het opstellen, op verzoek van de Regering, van een met redenen omkleed advies, voorafgaand aan individuele beslissingen op de gebieden die overeenkomstig hoofdstuk 2 van deze titel onder hun bevoegdheid vallen. De vereiste motivering moet toereikend zijn en moet bestaan uit een vermelding in de kennisgeving van de juridische en feitelijke overwegingen waarop de beslissing is gebaseerd.

Indien een verzoek onder de bevoegdheid van verscheidene adviescommissies valt, bepaalt de Administratie de bevoegde adviescommissie met betrekking tot de belangrijkste discipline die de betrokken operator in zijn verzoek heeft aangegeven, behalve wanneer de sectorale wetgeving voorziet in de verwijzing naar verscheidene adviescommissies.

Voor het onderzoek van een aanvraag tot erkenning van een gespecialiseerde culturele actie of een gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten, zoals voorzien in het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra, nodigt elke bevoegde adviescommissie een lid van de verschillende betrokken adviescommissies uit, dat een raadgevende stem heeft.

Afdeling II. — Samenstelling

Art. 60. § 1. Elke adviescommissie bestaat uit een groep van deskundigen die werkende leden zijn.

1. Onverminderd artikel 62, §§ 1 en 2, wordt voor elk werkend lid een plaatsvervangend lid benoemd, voor zover mogelijk in het licht van de ontvangen kandidaturen. Een plaatsvervangend lid is van hetzelfde geslacht en heeft dezelfde deskundigheid als het gewone lid waaraan hij verbonden is.

De samenstelling van de adviescommissies heeft tot doel de culturele diversiteit te waarborgen.

§ 2. De werkende en plaatsvervangende leden, zo nodig in operationeel duo van hetzelfde geslacht, van elke commissie worden door de Regering benoemd na een openbare oproep tot het indienen van kandidaturen die op de website van de Administratie wordt gepubliceerd en waarvan de bijzonderheden door de Regering worden bepaald.

Art. 61. § 1. De werkende en plaatsvervangende leden van elke adviescommissie worden door de Regering benoemd, na een vergelijking van de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten van de administratie en de adviezen van erkende beroepsfederaties, voor een ambtstermijn van drie jaar, die tweemaal kan worden verlengd.

Het huishoudelijk reglement van elke adviescommissie kan de ambtstermijn beperken tot één verlenging.

Het in het eerste lid bedoelde advies heeft betrekking op de relevantie en het algemene evenwicht van de deskundigheid en de profielen die uit de ontvangen aanvragen voortvloeien, zonder een bepaalde aanvraag af te wijzen of te ondersteunen.

De erkende beroepsfederaties leggen hun adviezen voor aan de adviescommissie in dezelfde sector als de adviesraad waarin zij sessie hebben.

§ 2. Aan het einde van elke driejarige ambtstermijn wordt na een op de website van de Administratie gepubliceerde openbare oproep tot het indienen van kandidaturen, na raadpleging van de Raad en de overlegraden, ten minste een derde van de gewone en plaatsvervangende leden,

eventueel in operationeel duo van hetzelfde geslacht, van elke adviescommissie vervangen door de Regering:

1° op vrijwillige basis na het ontslag van een lid;

2° indien dit niet het geval is, rekening houdend met het feit dat:

a) bij voorrang, de anciënniteit van de leden;

b) vervolgens de aanwezigheidsgraad.

Het in het eerste lid bedoelde advies heeft betrekking op de relevantie en het algemene evenwicht van de deskundigheid en de profielen die uit de ontvangen kandidaturen voortvloeien, zonder een bepaalde kandidatuur af te wijzen of te ondersteunen.

De overlegraden leggen hun adviezen voor aan de adviescommissie in dezelfde sector.

§ 3. Elke commissie benoemt uit haar midden een voorzitter voor een ambtstermijn van ten hoogste twee jaar, die niet kan worden verlengd.

Voor de benoeming van de voorzitter is het beginsel van de afwisseling tussen vrouwen en mannen vereist.

Na afloop van zijn ambtstermijn kan het lid slechts na een onderbreking van twee jaar tot voorzitter worden herbenoemd.

§ 4. Elke commissie benoemt voor elke werksessie uit haar midden een ondervoorzitter voor een ambtstermijn van ten hoogste twee jaar, die niet kan worden verlengd.

2. In afwijking van lid 1 wordt de ambtstermijn van de ondervoorzitter verlengd tot het einde van een begonnen werksessie.

Voor de benoeming van de ondervoorzitters is het beginsel van de afwisseling tussen vrouwen en mannen vereist.

Na afloop van zijn ambtstermijn kan het bedoelde lid pas na een onderbreking van twee jaar opnieuw tot ondervoorzitter worden benoemd.

Art. 62. § 1. Wanneer een werkend lid tijdelijk afwezig is, wordt het werkende lid vervangen door zijn plaatsvervanger voor de betrokken vergadering(en), zo nodig tijdens een werksessie.

In afwijking van het eerste lid kan een adviescommissie in haar huishoudelijk reglement bepalen dat het gewone lid, dat tijdelijk afwezig is, vervangen kan worden door een gewoon of plaatsvervangend lid van de betrokken adviescommissie die tot hetzelfde deskundigheidsgebied behoort.

§ 2. Wanneer een zetel van werkend lid definitief vacant is, wordt het gewone lid voor de verdere duur van de ambtstermijn vervangen door zijn plaatsvervanger.

In afwijking van het eerste lid kan een adviescommissie in haar huishoudelijk reglement bepalen dat de zetel van een werkend lid, die definitief vacant is, kan worden vervangen door een plaatsvervangend lid van de betrokken adviescommissie dat tot hetzelfde deskundigheidsgebied behoort.

§ 3. Wanneer een zetel van plaatsvervangend lid definitief vacant is, wordt dat lid, na een nieuwe oproep tot het indienen van kandidaturen, vervangen.

Afdeling III. — Werking

Art. 63. § 1. Wanneer de adviescommissie een verzoek om advies ontvangt, stelt het secretariaat de leden daarvan in kennis en deelt het hen zo spoedig mogelijk langs elektronische weg alle elementen van het administratieve dossier waarover het beschikt mee.

Het secretariaat organiseert de bijeenroeping en het houden van vergaderingen van de adviescommissie, zo nodig in de vorm van werksessies.

§ 2. De adviescommissie brengt een met redenen omkleed advies uit uiterlijk op:

1° tenzij in de toepasselijke wetgeving anders is bepaald, binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier dat door het secretariaat is toegezonden, in het geval van aanvragen betreffende eenmalige subsidies;

2° behalve in het geval van een specifieke termijn bepaald door de toepasselijke wetgeving, binnen de vijf maanden na ontvangst van het volledige dossier dat door het secretariaat wordt verstuurd, voor de aanvragen met betrekking tot structurele subsidies;

3° binnen de termijnen bedoeld in de toepasselijke wetgeving voor elke andere vorm van individuele beslissing.

In spoedeisende gevallen die door de Regering met redenen worden omkleed, worden de in lid 1 bedoelde termijnen terugbracht tot twee maanden.

Minstens de helft van deze termijnen moet buiten de schoolvakanties vallen. Indien de laatste dag van de termijn op een feestdag, zaterdag of zondag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Zodra de termijn is overschreden, wordt de procedure door de Regering voortgezet.

§ 3. De Regering kan de in het tweede lid bedoelde termijnen verlengen, rekening houdend met de bijzondere kenmerken van bepaalde adviescommissies.

Art. 64. Onverminderd de algemene voorschriften van titel I en de aanvullende voorschriften van hoofdstuk 2 van deze titel, stelt elke adviescommissie het aantal, de samenstelling en de werkwijze van zijn werksessies vast binnen de volgende perken:

1° de Commissie komt ten minste eenmaal per jaar bijeen, met name op voorstel van de Administratie en:

a) benoemt voor elk van de werksessies ondervoorzitters op basis van gendergelijkheid;

b) bepaalt een specifieke werksessie, bestaande uit de voorzitter en de ondervoorzitters, om voor het dagelijks beheer van de adviescommissie te zorgen, met inbegrip van de deelname aan de jaarvergadering met de overeenkomstige adviesraad en, in voorkomend geval, de vaststelling van de punten c) tot en met g);

c) wijst de afgevaardigden aan die in de overlegraad zullen zetelen;

d) op voorstel van de administratie wijst leden of deskundigheidsprofielen toe aan de verschillende werksessies, met het oog op een gelijke behandeling van mannen en vrouwen; wanneer een lid wordt toegewezen aan een werksessie die niet zijn prioritaire keuze is, krijgt hij voorrang bij de volgende werkverdeling;

e) bepaalt voor elke werksessie een tijdschema;

f) waarborgt de continuïteit van de jurisprudentie van eerdere werksessies;

g) bepaalt de samenstelling van de werksessies in het kader van administratieve beroepen overeenkomstig artikel 96, eerste lid, 9°;

2° hetzelfde werkende of plaatsvervangende lid kan in verschillende werksessies bijeenkomen;

3° de debatten zijn geheim en de ontvangen documenten zijn vertrouwelijk; het verstrekken van informatie aan personen die geen lid zijn van de adviescommissie is een grond voor uitsluiting van rechtswege;

4° dossiers met betrekking tot dezelfde werksessie worden door dezelfde leden behandeld, met dien verstande dat het werkende lid kan worden vervangen door het plaatsvervangende lid aan wie hij specifiek is verbonden of, indien het huishoudelijk reglement van de adviescommissie daarin voorziet, door een lid dat tot hetzelfde deskundigheidsgebied behoort;

5° het huishoudelijk reglement voorziet in regels met betrekking tot belangenconflicten, hetgeen impliceert dat:

a) de leden elk conflict vermijden tussen hun belangen en die van de Franse Gemeenschap of van de aanvrager van een subsidie waarvan het project wordt onderzocht, op straffe van uitsluiting;

b) de voorzitter en de secretaris zien erop toe dat de leden de adviescommissie volledig en tevoren in kennis stellen van hun eventuele belangen bij een project of bij een subsidieaanvrager die hen in een belangenconflict kan brengen;

c) de leden niet mogen deelnemen aan de debatten en stemmingen over een verzoek dat zij zelf hebben ingediend, dat is ingediend door een rechtspersoon van wie zij de gemachtigde of het personeelslid zijn, of dat is ingediend door een natuurlijke of rechtspersoon waarmee een coproductie- of partnerschapsband bestaat met betrekking tot het onderzochte verzoek;

6° de bundeling van verschillende disciplines of soorten steun binnen dezelfde adviescommissie heeft geen gevolgen voor de verdeling van de begrotingsmiddelen die voor deze verschillende disciplines of soorten steun worden toegekend;

7° om geldig te kunnen beraadslagen, moet ten minste de helft van de leden van de werksessie aanwezig zijn, zonder dat het huishoudelijk reglement strengere quorumvereisten kan opleggen;

8° in het huishoudelijk reglement kan het minimumaantal van vijftig procent van de deskundigen op het gebied van deskundigheid waarop een werksessie wordt gehouden, worden verhoogd, maar het mag niet meer dan tachtig procent bedragen.

Tijdens de in lid 1 bedoelde vergadering worden volmachten onder 1° in aanmerking genomen voor de berekening van het quorum en kan een lid meerdere volmachten hebben.

In geval van overbelasting van de werkzaamheden door een adviescommissie, kan de Regering op ad-hocbasis en voor een bepaalde periode plaatsvervangende leden van de adviescommissie voor een werksessie van deze adviescommissie als werkende leden aanwijzen.

Art. 65. Elke commissie heeft het vermogen de operator waarop het besluit in verband met het advies betrekking heeft, te horen.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de gevallen waarin deze hoorzittingen verplicht is.

Art. 66. Het advies van de commissie wordt gehecht aan het definitieve individuele besluit waarvan de operator in kennis wordt gesteld.

HOOFDSTUK II. — Specifieke bepalingen voor elke adviescommissie

Afdeling I. — Commissie voor de levende kunsten

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 67. De Commissie voor de levende kunsten brengt op verzoek van de Regering advies uit over:

1° subsidieaanvragen met betrekking tot:

a) dramatische kunst, met inbegrip van poppenspel, objecttheater en aanverwante kunsten;

- b) het theater voor een jong publiek;
 - c) op het actietoneel;
 - d) choreografische kunst;
 - e) kermis-, circus- en straatkunst;
 - f) verhalen;
 - g) projecten in meer dan één discipline van de podiumkunsten, waaronder ten minste één van de onder a) tot en met f) genoemde disciplines;
- 2° beroepen die met betrekking tot de in het eerste lid genoemde disciplines worden ingesteld door een culturele operator op grond van artikel 34 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de sector van de professionele podiumkunsten;
- 3° aanvragen tot erkenning van gespecialiseerde culturele acties voor de verspreiding van de podiumkunsten in de disciplines vermeld in punt 1°, overeenkomstig artikel 37 van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 68. De Commissie bestaat uit vijftien leden, die als volgt zijn verdeeld:

- 1° zestien deskundigen op het gebied van dramatische kunst, waaronder ten minste één in poppenspel, objecttheater en aanverwante kunsten;
- 2° twaalf deskundigen op het gebied van theater voor een jong publiek, waaronder ten minste één deskundige op het gebied van poppenspel, objecttheater en de daarmee samenhangende kunsten;
- 3° vier experts in actietheater;
- 4° dertien deskundigen op het gebied van choreografische kunst;
- 5° dertien deskundigen op het gebied van kermis-, circus- en straatkunst;
- 6° vier deskundigen op het gebied van verhalen;
- 7° drie deskundigen die leerkrachten zijn of zijn geweest, van wie ten minste één op elk onderwijsniveau en ten minste één uit elk onderwijsnetwerk.

Van de vijftien deskundigen als bedoeld in het eerste lid hebben er vijf competentie in verschillende disciplines in de professionele podiumkunstensector, in het bijzonder in de muziek.

De samenstelling van de Commissie en de werksessies zijn erop gericht de diversiteit van de verzamelde profielen en vaardigheden te waarborgen, alsook een evenwichtige sectorale en beroepsvertegenwoordiging en, voor zover mogelijk, ervoor te zorgen dat de helft van de leden hoofdzakelijk een artistiek of technisch beroep uitoefent, zonder dat zij belast zijn met de leiding of de programmering van een rechtspersoon die erkend is in het kader van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de financiering van de beroepssector van de podiumkunsten.

Onderafdeling III. — Werking

Art. 69. De Commissie bepaalt de samenstelling van haar werksessies binnen de volgende perken:

- 1° elke werksessie bestaat uit negen tot dertien leden, van wie ten minste de helft en ten hoogste tachtig procent van de leden tot het deskundigheidsgebied van de sessie behoort;
- 2° elke werksessie in verband met theater voor een jong publiek bestaat uit ten minste één deskundige die docent is of is geweest;
- 3° elke werksessie met betrekking tot multidisciplinaire projecten omvat ten minste één deskundige op elk van de in artikel 68, eerste lid, 1°, 2°, 4° en 5°, bedoelde vakgebieden; indien de werksessie met name betrekking heeft op projecten die gedeeltelijk deel uitmaken van een andere discipline dan die van de podiumkunsten, nodigt het comité twee deskundigen van een andere adviescommissie uit, die bij de behandeling van deze projecten een stem hebben;
- 4° In afwijking van punt 1 bestaat een werksessie met betrekking tot het vertellen van verhalen of een actietheater uit zeven leden, van wie er vier binnen het deskundigheidsgebied van de sessie vallen;
- 5° Indien een werksessie projecten omvat die betrekking hebben op endogene regionaal taaltheater, nodigt het comité twee deskundigen op het gebied van endogene regionale literatuur van de Schrijf- en boekencommissie uit, die over deze projecten beraadslagend moeten stemmen.

Afdeling II. — Commissie voor Muziek

Onderafdeling I. — Optrachten

Art. 70. De Commissie voor Muziek brengt op verzoek van de Regering advies uit over:

- 1° subsidieaanvragen met betrekking tot:
 - a) klassieke muziek;
 - b) hedendaagse muziek;
 - c) actuele muziek.
- 2° beroepen die met betrekking tot de in het eerste lid genoemde disciplines worden ingesteld door een culturele operator op grond van artikel 34 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de sector van de professionele podiumkunsten;
- 3° aanvragen tot erkenning van gespecialiseerde culturele acties voor de verspreiding van de podiumkunsten in de disciplines vermeld in 1°, overeenkomstig artikel 37 van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 71. De Commissie bestaat uit dertig werkende leden, die als volgt zijn verdeeld:

- 1° acht deskundigen op het gebied van klassieke muziek, met name bij de uitoefening van de activiteit van uitvoerder, programmeur, muziekcriticus of docent klassieke muziek;

2° acht deskundigen op het gebied van hedendaagse muziek, in het bijzonder bij de uitoefening van de activiteit van uitvoerder, programmeur, componist, muziekcriticus of docent hedendaagse muziek, waaronder ten minste twee deskundigen voor elk van de volgende activiteiten:

- a) zuiver instrumentale en vocale muziek;
- b) gemengde muziek;
- c) elektroakoestische en akoestische muziek;

3° veertien deskundigen op het gebied van hedendaagse muziek, in het bijzonder bij de uitoefening van de activiteit van uitvoerder, programmeur, componist, muziekcriticus of docent hedendaagse muziek, waaronder ten minste twee deskundigen voor elk van de volgende activiteiten:

- a) jazz;
- b) zang, met inbegrip van het kinderliedje;
- c) traditionele of wereldmuziek;
- d) pop/rock;
- e) hiphop;
- f) elektronische muziek.

De samenstelling van de Commissie en de werksessies heeft tot doel de diversiteit van de verzamelde profielen en vaardigheden en een evenwichtige sectorale en beroepsvertegenwoordiging te waarborgen.

Onderafdeling III. — Werking

Art. 72. De Commissie bepaalt de samenstelling van haar werksessies.

Elke werksessie bestaat uit negen tot dertien leden, van wie ten minste de helft en ten hoogste tachtig procent tot het deskundigheidsgebied van de sessie behoort.

Afdeling III. — Commissie voor Beeldende Kunsten

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 73. De Commissie voor Beeldende Kunsten brengt op verzoek van de Regering advies uit over dit onderwerp:

1° subsidieaanvragen met betrekking tot:

a) textielkunst, tekenen, stempels, illustratie, schilderen, fotografie, beeldhouwen, kunstvideo, culinaire kunsten, experimentele stripkunst of enige andere artistieke of technische vorm, met inbegrip van innovatieve vormen, van dezelfde aard;

- b) digitale en technologische kunst;
- c) architectuur;
- d) design en mode;

2° de aankoop van kunstwerken om de creativiteit te stimuleren en kunstenaars te ondersteunen.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 74. De Commissie bestaat uit vijfendertig werkende leden, die als volgt zijn verdeeld:

1° vijftien deskundigen op het gebied van textielkunst, tekenen, stempels, illustratie, schilderen, fotografie, beeldhouwen, kunstvideo, culinaire kunsten, experimentele stripkunst of enige andere artistieke of technische vorm, met inbegrip van vernieuwende vormen, met name bij de uitoefening van een activiteit in verband met:

- a) de creatie van kunstwerken;
- b) de productie van kunstwerken;
- c) de verspreiding van kunstwerken;
- d) artistieke vorming;
- e) wetenschappelijk en technologisch onderzoek;
- f) onderzoek in de geestes- en sociale wetenschappen;

2° zes deskundigen op het gebied van digitale en technologische kunsten, met name bij de uitoefening van een activiteit in verband met:

- a) het creëren van digitale kunstwerken;
- b) de productie van digitale kunstwerken;
- c) de verspreiding van digitale kunstwerken;
- d) artistieke vorming;
- e) wetenschappelijk en technologisch onderzoek;
- f) onderzoek in de geestes- en sociale wetenschappen;

3° met name acht deskundigen op het gebied van de architectuur:

- a) vier architecten die zich inzetten voor de politieke en culturele dimensie van de architectuur;
- b) vier deskundigen van de faculteiten van de architectuur;

4° zes design- en modedeskundigen, waaronder drie ontwerpdeskundigen en drie modedeskundigen, met name bij de uitoefening van een activiteit op het gebied van:

- a) de creatie van kunstwerken;
- b) de productie van kunstwerken;
- c) de verspreiding van kunstwerken;
- d) artistieke vorming;

- e) wetenschappelijk en technologisch onderzoek;
- f) onderzoek in de geestes- en sociale wetenschappen.

De samenstelling van de Commissie en de werksessies heeft tot doel de diversiteit van de verzamelde profielen en vaardigheden en een evenwichtige sectorale en beroepsvertegenwoordiging te waarborgen.

Onderafdeling III. — Werking

Art. 75. De Commissie bepaalt de samenstelling van haar werksessies.

Elke werksessie bestaat uit vijf tot tien leden, van wie ten minste de helft en ten hoogste tachtig procent van de leden tot het deskundigheidsgebied van de sessie behoort.

Afdeling IV. — Schrijf- en boekcommissie

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 76. De Schrijf- en boekcommissie brengen op verzoek van de Regering advies uit:

1° subsidieaanvragen met betrekking tot:

- a) de publicatie van het boek, met inbegrip van de digitale publicatie;
- b) de boekhandel;
- c) algemene literatuur;
- d) jeugdliteratuur;
- e) het stripverhaal;
- f) endogene regionale literatuur;

2° de aankoop van werken van Franstalige Belgische auteurs van Belgische oorsprong of gedomicilieerd in de Franse Gemeenschap, bestemd voor wetenschappelijke of culturele instellingen waar de Franse taal en aanverwante literatuur worden bestudeerd en verspreid;

3° de toekenning van de prijs voor het eerste werk en de prijs voor de promotie van de Belgische literatuur in het buitenland;

4° erkenningsaanvragen die zijn ingediend in het kader van het decreet van 30 april 2009 tot instelling van een procedure voor de erkenning van kwaliteitsboekhandels;

5° de samenstelling van de examencommissies (leden) voor de jaarlijkse prijzen van de Franse Gemeenschap, die bedoeld zijn om werk in endogeen regionale talen te belonen, overeenkomstig het decreet van 24 december 1990 betreffende endogeen regionale talen van de Franse Gemeenschap.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 77. De Commissie bestaat uit vijftig werkende leden, die als volgt zijn verdeeld:

1° acht deskundigen die zich bezighouden met de verkoop van boeken, waaronder ten minste één in de jeugdliteratuur, één in de Belgische Franstalige literatuur, één in het stripverhaal en één in de menswetenschappen;

2° twaalf deskundigen die zich bezighouden met het uitgeven van boeken, waaronder twee in de jeugdliteratuur, twee in de algemene literatuur, twee in de stripverhalen, twee in de endogene regionale literatuur, één in de menswetenschappen, één in de schooluitgeverij en één in de kunst- en erfgoedsector. Van deze deskundigen zijn er minstens twee gespecialiseerd in digitaal uitgeven;

3° achttien deskundigen die zich bezighouden met de activiteit van auteur of illustrator en met prioriteit voor ten minste degenen die twee werken hebben gepubliceerd; ten minste vier van deze deskundigen zijn werkzaam in de jeugdliteratuur, vijf in de algemene literatuur, vier in het stripverhaal en vier in de endogene regionale literatuur;

4° twaalf deskundigen op cultureel gebied die werkzaam zijn als journalist, docent, academicus of bibliothecaris, waaronder twee in de filologie en endogene regionale literatuur, één in de stripverhalen, één in de jeugdliteratuur, drie bibliothecarissen en drie houders van Belgische literatuuronderwijs in de Franse taal aan universiteiten van de Franse Gemeenschap.

De samenstelling van de Commissie en de werksessies heeft tot doel de diversiteit van de verzamelde profielen en vaardigheden en een evenwichtige sectorale en commerciële vertegenwoordiging te waarborgen.

Onderafdeling III. — Werking

Art. 78. De Commissie bepaalt de samenstelling van haar werksessies.

Elke werksessie bestaat uit zeven tot tien leden, van wie ten minste de helft en ten hoogste tachtig procent van de leden behoort tot het deskundigheidsgebied dat door de vergadering wordt bestreken.

Afdeling V. — Filmcommissie

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 79. De Filmcommissie brengt op verzoek van de Regering advies uit over de subsidieaanvragen met betrekking tot de film en audiovisuele creaties.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 80. De Commissie bestaat uit vijftien werkende leden, die als volgt zijn verdeeld:

1° negentien deskundigen op het gebied van de productie en distributie van films en audiovisuele werken, met name in de uitoefening van het beroep van auteur of acteur;

2° negentien deskundigen op het gebied van de productie en distributie van films en audiovisuele werken, met name in de uitoefening van het beroep van producent van audiovisuele werken en op het gebied van ontvangstworkshops, audiovisuele productie en scholen;

3° negen deskundigen op het gebied van de productie en distributie van films en audiovisuele werken, met name in de uitoefening van het beroep van distributeur van audiovisuele werken, bioscoopoperator, verkoper van audiovisuele werken of festivalorganisator, met een maximum van twee deskundigen;

4° acht deskundigen op het gebied van de productie en distributie van films en audiovisuele werken, met name in de technische beroepen in de audiovisuele sector;

5° tien culturele deskundigen die met name werkzaam zijn als journalist in de film- of culturele pers, als leraar, schrijver, acteur of toneelschrijver of in de literaire wereld.

De samenstelling van de Commissie en de werksessies heeft tot doel de diversiteit van de verzamelde profielen en vaardigheden en een evenwichtige sectorale en commerciële vertegenwoordiging te waarborgen.

Onderafdeling III. — Werking

Art. 81. De Commissie bepaalt de samenstelling van haar werksessies. Elke werksessie bestaat uit vijf tot elf leden.

Een werksessie mag niet meer dan de helft van de leden van een van de in artikel 80, eerste lid, bedoelde deskundigheidsgebieden omvatten.

In afwijking van de leden 2 en 3 bestaat elke werksessie betreffende steun voor de productie van speelfilms of documentaires op initiatief van Franstalig België uit zeven tot elf leden, met een maximum van een derde van de leden uit een van de in artikel 80, eerste lid, bedoelde vakgebieden.

Afdeling VI. — Commissie voor Cultureel Erfgoed

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 82. De Commissie voor het Cultureel Erfgoed brengt op verzoek van de Regering advies uit over:

1° subsidieaanvragen met betrekking tot:

- a) musea en andere museuminstellingen;
- b) private archieven;
- c) etnologie en immaterieel cultureel erfgoed;
- d) de bescherming van het roerend cultureel erfgoed;

2° de verwerving van roerende culturele goederen met het oog op het behoud, de instandhouding en de verbetering ervan;

3° de erkenning, afgifte van kwalificaties, erkenning en evaluatie van operatoren op de in lid 1 bedoelde gebieden;

4° verzoeken om classificatie, verplaatsing en herstel van roerende culturele goederen;

5° de indiening bij de UNESCO van een kandidatuur voor een meesterwerk van het mondeling en immaterieel erfgoed van de Franse Gemeenschap of een deel van het mondeling en immaterieel erfgoed van de Franse Gemeenschap.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 83. De Commissie bestaat uit vijfenvertig werkende leden, die als volgt zijn verdeeld:

1° twaalf deskundigen in musea en andere museuminstellingen, van wie er ten minste één respectief bevoegd is voor:

- a) schone en toegepaste kunsten;
- b) geschiedenis en archeologie;
- c) wetenschap, technologie en natuurwetenschappen;
- d) gespecialiseerde of regionale musea;
- e) museologie;
- f) pedagogische bemiddeling;

2° tien deskundigen in private archieven, waaronder:

a) acht deskundigen op het gebied van de hedendaagse archiefwetenschap, met name twee beroepsbeoefenaren die werkzaam zijn als beheerder of coördinator van een particulier archiefcentrum;

b) twee deskundigen op het gebied van informatie- en documentatiewetenschappen, met bijzondere aandacht voor informatie- en communicatietechnologieën;

3° negen deskundigen op het gebied van etnologie en immaterieel cultureel erfgoed;

4° negen deskundigen op het gebied van de bescherming van het roerend cultureel erfgoed, waaronder:

- a) vijf deskundigen inzake erfgoed waaronder minstens één respectief bevoegd voor:
 - i) prehistorisch, protohistorisch of oud cultureel erfgoed;
 - ii) artistiek of historisch erfgoed van de middeleeuwen en de moderne tijd;
 - iii) artistiek of historisch erfgoed uit de negentiende en twintigste eeuw;
 - iv) wetenschappelijk of technisch erfgoed;
 - v) etnologisch erfgoed.
- b) twee deskundigen op het gebied van instandhouding en restauratie;
- c) twee deskundigen die in het bezit zijn van een doctoraats-, licentie- of masterdiploma in de rechten;

5° vijf deskundigen met deskundigheid op een van de volgende gebieden:

- a) culturele centra;
- b) centra van expressie en creativiteit;
- c) podiumkunsten;
- d) beeldende kunst;
- e) het recht;
- f) endogeen regionale talen;

g) de Franse taal.

De samenstelling van de Commissie en de werksessies heeft tot doel de diversiteit van de verzamelde profielen en vaardigheden en een evenwichtige sectorale en commerciële vertegenwoordiging te waarborgen.

Onderafdeling III. — Werking

Art. 84. De Commissie bepaalt de samenstelling van haar werksessies.

Elke werksessie bestaat uit acht tot dertien leden, van wie ten minste de helft en ten hoogste negentig procent tot het deskundigheidsgebied van de sessie behoort.

In afwijking van lid 2 kunnen werksessies met betrekking tot technische of wetenschappelijke dossiers waarvoor geen financiële steun wordt verleend, ten minste drie leden omvatten. De werksessie kan van tijd tot tijd, tijdens de sessie, worden uitgebreid naar andere leden indien hun deskundigheid vereist is. In geval van een met redenen omklede hoogdringendheid in het belang van de bescherming van een goed, kan een elektronische vergadering per e-mail worden gehouden, overeenkomstig de in het reglement voor de procesvoering vastgestelde procedures.

Afdeling VII. — Commissie voor culturele en territoriale actie

Onderafdeling I. — Opdrachten

Art. 85. De Commissie voor Culturele en Territoriale Actie brengt op verzoek van de Regering advies uit over:

1° subsidieaanvragen met betrekking tot:

- a) culturele centra;
- b) de openbare leesdienst;
- c) centra van expressie en creativiteit;
- d) artistieke praktijken van amateurs.

2° de erkenning en evaluatie van de operatoren op de in onderafdeling 1° bedoelde gebieden.

Onderafdeling II. — Samenstelling

Art. 86. De Commissie bestaat uit zestig werkende leden, die als volgt zijn verdeeld:

1° zestien deskundigen in culturele centra, waaronder:

- a) vijf deskundigen van de culturele diensten in de verschillende Franstalige provincies;
- b) vier deskundigen van een erkend cultureel centrum;
- c) een deskundige van de culturele diensten van de Franse Gemeenschapscommissie;
- d) zes deskundigen die optreden als directeur in een cultureel centrum waarvan het werk erkend is;

2° zestien deskundigen in de openbare lectuurvoorziening, waaronder:

- a) twee deskundigen die het beroep van manager van ondersteunende operator uitoefenen;
- b) tien deskundigen die werkzaam zijn in een plaatselijke openbare bibliotheek;
- c) een deskundige die zijn beroep uitoefent in een reizende openbare bibliotheek;
- d) een deskundige die werkzaam is als directeur in een bijzondere openbare bibliotheek;
- e) een deskundige met een bachelorsdiploma in documentatiebibliothecarisatie of een masterdiploma in informatie- en communicatiewetenschap en -technologie;
- f) een multimedia-expert;

3° twintig deskundigen op het gebied van amateurcreativiteit en -praktijken, afkomstig uit de verschillende betrokken kunstdisciplines, volgens een evenwichtige verdeling tussen de centra voor expressie en creativiteit en de kunstpraktijken van de amateurs;

4° acht deskundigen, in het bijzonder in de uitoefening van een beroep betreffende:

- a) permanente opvoeding;
- b) musea en andere museuminstellingen;
- c) kinderen en jongeren;
- d) letteren en boek;
- e) de podiumkunsten;
- f) beeldende kunst;
- g) audiovisuele en cinematografische diensten.

De samenstelling van de Commissie en de werksessies heeft tot doel de diversiteit van de verzamelde profielen en vaardigheden en een evenwichtige sectorale, territoriale en beroepsvertegenwoordiging te waarborgen.

Onderafdeling III. — Werking

Art. 87. Elke werksessie van de Commissie bestaat uit negen tot negentien leden, van wie ten minste de helft en ten hoogste tachtig procent van de leden behoort tot het deskundigheidsgebied waarop de sessie betrekking heeft.

TITEL VI. — Raad van Beroep

Art. 88. De Raad van Beroep is belast met het uitbrengen van een met redenen omkleed advies aan de Regering over beroepen die overeenkomstig boek 3 zijn ingesteld.

De Raad van Beroep is samengesteld uit de volgende leden, die stemrecht hebben:

- 1° twee juristen van verschillend geslacht;
- 2° drie deskundigen op het gebied van het cultuurbeleid, van wie er ten minste één van ieder geslacht moet zijn.

Juristen moeten in het bezit zijn van een licentiaat, master- of doctoraat in de rechten en ten minste vijf jaar beroepservaring hebben als rechter, advocaat of jurist; aantoonbare juridische ervaring in culturele aangelegenheden is een pluspunt.

Art. 89. § 1. De Regering benoemt de werkende en plaatsvervangende leden, zo nodig in operationeel duo van hetzelfde geslacht, van de Raad van Beroep na een openbare oproep tot het indienen van kandidaturen die op de website van de administratie wordt gepubliceerd en waarvan zij de organisatie bepaalt.

Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervanger benoemd.

§ 2° De leden worden benoemd door de Regering, na vergelijking van de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten door de Administratie en na advies van de erkende beroepsfederaties, voor een termijn van vijf jaar, eenmalig verlengbaar.

Het in het eerste lid bedoelde advies heeft betrekking op de relevantie en het algemene evenwicht van de deskundigheid en de profielen die uit de ontvangen kandidaturen voortvloeien, zonder een bepaalde kandidatuur af te wijzen of te ondersteunen.

Art. 90. Wanneer een werkend lid tijdelijk afwezig is, wordt hij vervangen door zijn plaatsvervanger voor de betrokken vergadering(en).

1. Wanneer een zetel van een werkend lid definitief vacant is, wordt het werkend lid voor de overblijvende duur van de ambtstermijn vervangen door zijn plaatsvervanger.

1. Wanneer een zetel van plaatsvervangend lid definitief vacant is, wordt deze, na een aanvullende oproep tot het indienen van kandidaturen, vervangen.

Art. 91. Onverminderd de algemene regels van titel I moet de werking van de Raad van Beroep voldoen aan de volgende regels:

1° de debatten zijn geheim en het niet nakomen van deze verplichting is een grond voor uitsluiting;

2° het huishoudelijk reglement voorziet in regels met betrekking tot belangenconflicten, hetgeen impliceert dat:

a) de leden vermijden elk conflict tussen hun belangen en die van de Franse

Gemeenschap of van de aanvrager wiens beroep wordt onderzocht, op straffe van uitsluiting;

b) de voorzitter en de secretaris zien erop toe dat de leden de Raad van Beroep volledig en tevoren in kennis stellen van hun eventuele belangen in of ten aanzien van een sollicitant die hen in een belangenconflict kan brengen;

c) het is de leden verboden deel te nemen aan vergaderingen, debatten en stemmingen over een aanvraag, met inbegrip van concurrerende aanvragen, die zij zelf hebben ingediend of die zijn ingediend door een rechtspersoon waarvan zij het orgaan of de vertegenwoordiger zijn;

3° De Raad kan het advies van de Inspectie Financiën inwinnen;

4° de verzoeker en een afgevaardigde van de adviescommissie die over de bestreden beschikking advies heeft uitgebracht, kunnen verzoeken om door de Raad te worden gehoord.

5° De Raad van Beroep benoemt onder de juristen een voorzitter en een ondervoorzitter voor een periode van maximaal twee jaar; voor de benoeming van de voorzitter en de ondervoorzitter is een principe van afwisseling tussen vrouwen en mannen vereist.

BOEK II. — BEROEPSFEDERATIES

Art. 92. § 1. Naast de erkenningsprocedures waarin de sectorale wetgeving voorziet, erkent de Regering na een oproep tot het indienen van kandidaturen, waarvan zij de organisatie bepaalt, de beroepsfederaties die aan de volgende criteria voldoen:

1° opgericht zijn als een rechtspersoon zonder winstoogmerk;

2° haar maatschappelijke zetel of een exploitatiezetel hebben die gevestigd is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

3° een bedrijfsdoelstelling en een reële activiteit hebben die er ten minste in bestaat de actoren in een bepaalde sector, discipline of beroeps categorie in het kader van het cultuurbeleid in belangrijke mate te vertegenwoordigen;

4° op te treden op een wijze die garanties biedt voor de interne democratie;

5° sinds ten minste één jaar zijn opgenomen;

6° duurzame activiteit aantonen;

7° over de middelen beschikken om haar maatschappelijk doel te waarborgen en haar representativiteit te waarborgen;

8° deel uitmaken van de drie meest representatieve beroepsfederaties in een sector, of de meest representatieve federatie in een bepaalde discipline of beroeps categorie zijn;

9° de in artikel 3, 2°, bedoelde democratische beginselen te eerbiedigen.

De beroepsfederatie, wordt geacht de beginselen van de democratie bedoeld in artikel 3, 2°, niet te eerbiedigen waarvan een bestuurder:

1° ook lid is van een organisatie die deze beginselen niet naleeft;

2° tegen wie een strafrechtelijke veroordeling is uitgesproken bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, krachtens wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie, voor:

a) het aanzetten tot haat, discriminatie of geweld tegen een persoon, groep, gemeenschap of hun leden;

b) verspreiding van ideeën die gebaseerd zijn op raciale superioriteit of haat;

c) ontkenning, minimalisering, rechtvaardiging of goedkeuring van de genocide van het Duitse nationaalsocialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog;

d) seksueel ongewenst gedrag of seksueel ongewenst gedrag op grond van een ander wettelijk beschermd criterium;

e) een bevel tot discriminatie op basis van een wettelijk beschermd criterium.

In afwijking hiervan kan de Regering een beroepsfederatie erkennen die niet voldoet aan één van de criteria vermeld in het eerste lid, onder 1° en onder 3° tot 8°, om te reageren op een gebrek aan vertegenwoordiging in een sector, discipline of beroepsactiviteit.

De beroepsfederaties doen de Regering de lijst toekomen van de overlegraden waarin zij wensen te zetelen, rekening houdend met het feit dat de opdrachten van deze overlegraden hoofzakelijk en rechtstreeks of subsidiair en onrechtstreeks onder hun vertegenwoordigende activiteit ressorteren, alsook de lijst van de personen die bevoegd zijn om hen in deze Raden te vertegenwoordigen, overeenkomstig artikel 36.

In het erkenningsbesluit wordt vermeld in welke overlegraad of -raden de erkende beroepsfederatie haar zetel heeft. Het bepaalt of zij in de Raad zetelen op basis van een opdracht van de overlegraad die hoofzakelijk en rechtstreeks of subsidiair en onrechtstreeks onder hun vertegenwoordigingsactiviteit ressorteert.

§ 2 De Regering lanceert een nieuwe oproep tot het indienen van kandidaturen:

- 1° in de loop van de procedure voor de verlenging van de erkenning van beroepsfederaties om de vijf jaar;
- 2° te allen tijde om te reageren op een gebrek aan vertegenwoordiging in een sector, discipline of beroepsactiviteit.

Art. 93. De erkenning is geldig voor een periode van vijf jaar en kan worden verlengd.

Art. 94. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Regering jaarlijks aan elke beroepsfederatie die uit hoofde van dit boek is erkend, een forfaitaire werkingssubsidie op basis van de categorie waarin zij is ingedeeld.

De omvang van de forfaitaire werkingssubsidies voor elke in lid 3 bedoelde categorie wordt vastgesteld met inachtneming van de omvang van de uitgaven van de erkende beroepsfederaties hebben gedaan om hun basiswerking te waarborgen met het oog op de uitvoering van hun vertegenwoordigingsactiviteit.

De subsidie wordt toegekend vanaf het kalenderjaar waarin de Regering haar erkenningsdecreet bekendmaakt.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten worden de toegekende subsidies jaarlijks geïndexeerd volgens de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer voor januari van het lopende jaar en dat voor januari van het jaar waarin de erkenning of verlenging wordt verleend.

§ Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten moeten erkende beroepsfederaties, om in categorie 1 te worden ingedeeld en behouden, aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° zich ertoe verbinden in een of meer overlegraden te zetelen;
- 2° een lijst van twee vrouwen en twee mannen met een permanent mandaat om haar in elke betrokken overlegraad te vertegenwoordigen, met een motivering van een bevoegdheid die aangepast is aan de sectorale realiteit en de praktijk in het veld;
- 3° in ten minste 75% van de jaarlijkse vergaderingen van de betrokken overlegraad te zetelen.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten moeten erkende beroepsfederaties, om in categorie 2 te worden ingedeeld en te worden behouden, naast de in het eerste lid genoemde voorwaarden, geen werkingssubsidie ontvangen voor de uitvoering van hun vertegenwoordigingsactiviteiten in het kader van specifieke sectorale wetgeving.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten moeten erkende beroepsfederaties, om in categorie 3 te worden ingedeeld en behouden, naast de in de leden

1 en 2 vermelde voorwaarden, aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° een gebrek inzake vertegenwoordiging in een sector, discipline of beroepsactiviteit aan te tonen;
- 2° niet langer dan twee jaar van de subsidie van categorie 3 te genieten;
- 3° de subsidie toe te wijzen aan oprichtings- of creatiekosten.

Art. 95. De Regering bepaalt:

- 1° de procedure voor de verlening, verlenging, evaluatie en intrekking van de erkenning; 2° de procedure voor het indienen van subsidieaanvragen;
3. de voorwaarden voor de toekenning van de jaarlijkse werkingssubsidie;
- 4° het forfaitaire bedrag van de subsidie per categorie van erkende beroepsfederatie.

BOEK III. — ADMINISTRATIEVE BEROEP

Art. 96. § 1. De Regering stelt een procedure vast voor het instellen en behandelen van beroepsprocedures van operatoren en past deze toe, met inachtneming van de volgende beginselen:

het verzoek heeft betrekking op een individuele beslissing:

- 1° het verzoek heeft betrekking op:
 - a) een beslissing tot weigering;
 - b) een beslissing tot toekenning van een subsidie voor een bedrag dat ten minste dertig procent lager is dan het bedrag dat eerder aan de aanvrager is toegekend;
- 2° het verzoek, dat niet schorsend is, wordt binnen zestig dagen na de kennisgeving van de beslissing langs elektronische weg aan de Administratie gezonden; deze termijn wordt op straffe van onontvankelijkheid bepaald;
3. het verzoek bevat de argumenten waarop de operator zich beroept om de beslissing te betwisten en geeft aan of hij door de Raad van Beroep wenst te worden gehoord of toegang wenst te krijgen tot het administratieve dossier;
- 4° de Administratie stuurt binnen de vijftien dagen een ontvangstbewijs aan de operator, waarin wordt bevestigd dat het verzoek en het administratieve dossier zijn doorgestuurd naar de Raad van Beroep en naar de adviescommissie die het advies heeft uitgebracht waarop de bestreden beslissing betrekking heeft;
- 5° de Raad van Beroep brengt haar met redenen omkleed advies uit binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het volledige dossier, na de verzoeker die daarom heeft verzocht en een afgevaardigde van de adviescommissie die het oorspronkelijke advies heeft uitgebracht waarop de bestreden beslissing betrekking heeft, te hebben gehoord; ten minste de helft van deze termijn moet buiten de schoolvakantiedagen vallen; indien de laatste dag van de termijn op een officiële feestdag, een zaterdag of een zondag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag;
- 6° De Regering is verplicht een beslissing te nemen over het verzoek;
- 7° het advies van de Raad van Beroep is aan de beslissing over het beroep gevoegd;

8° indien het advies van de Raad een herziening van de oorspronkelijke beslissing aanbeveelt, wordt de zaak onverwijld door de Administratie doorverwezen naar een werksessie van de bevoegde adviescommissie, die voor ten minste de helft van haar leden anders is samengesteld en overeenkomstig artikel 64, eerste lid, 1°, b) en g) is aangesteld, en die binnen 45 dagen na de beslissing van de Raad van Beroep een nieuw advies aan de Regering uitbrengt;

de schorsing en verlenging van de in punt 6° bedoelde termijn is van toepassing;

9° Tegen het besluit van de Regering, genomen binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in 9° bedoelde termijn, op voorstel van de administratie, met betrekking tot het advies van de Raad van Beroep en, in voorkomend geval, het nieuwe advies van de bevoegde adviescommissie, kan alleen beroep worden aangetekend volgens het gemene recht.

§ 2. De Regering stelt een procedure vast voor het instellen en behandelen van beroepsprocedures van beroepsfederaties en past deze toe overeenkomstig de volgende beginselen:

1° het verzoek betrekking heeft op een individuele beschikking met betrekking tot:

- a) een weigering van erkenning als bedoeld in boek 2;
- b) een erkenning als bedoeld in boek 2 in een ongeschikte categorie;
- c) de toekenning van een ontoereikende subsidie voor de in boek 2 bedoelde erkenning;

2. het verzoek, dat niet schorsend is, wordt binnen zestig dagen na de kennisgeving van de beslissing of de instelling van de Raad van Beroep langs elektronische weg aan de administratie toegezonden; deze termijn wordt op straffe van niet-ontvankelijkheid vastgesteld;

3° het verzoekschrift bevat de argumenten die de beroepsfederatie aanvoert om de beslissing te betwisten en preciseert of de beroepsfederatie wenst te worden gehoord door de Raad van Beroep of toegang wenst tot het administratieve dossier;

4° de Administratie stuurt binnen de vijftien dagen een ontvangstbewijs aan de beroepsfederatie, waarin de toezending van het verzoek en het administratief dossier aan de Raad van Beroep wordt bevestigd;

5. de Raad van Beroep brengt haar met redenen omkleed advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van het volledige dossier, na de verzoeker die daarom heeft verzocht te hebben gehoord; ten minste de helft van deze termijn moet buiten de schoolvakanties vallen; indien de laatste dag van de termijn op een feestdag, een zaterdag of een zondag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag;

6° De Regering is verplicht een beslissing te nemen over het verzoek;

7° het advies van de Raad van Beroep is aan de beslissing over het beroep gevoegd;

8° tegen de beslissing van de Regering, genomen binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in 5° bedoelde termijn, op voorstel van de Administratie en rekening houdend met het advies van de Raad van Beroep, kan slechts beroep worden ingesteld bij gemeen recht.

DEEL III. — MAATREGELEN OM DE CULTURELE AUTONOMIE VAN DE OPERATOREN TE WAARBORGEN

Art. 97. § 1. Komen niet in aanmerking voor subsidies uit hoofde van het cultuurbeleid:

1° de natuurlijke personen of rechtspersonen tegen wie een strafrechtelijke veroordeling is uitgesproken bij een rechterlijke beslissing die kracht van gewijsde heeft, krachtens wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie, voor:

- a) het aanzetten tot haat, discriminatie of geweld tegen een persoon, groep, gemeenschap of hun leden;
- b) verspreiding van ideeën die gebaseerd zijn op raciale superioriteit of haat;
- c) ontkenning, minimalisering, rechtvaardiging of goedkeuring van de genocide van het Duitse nationaalsocialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog;

d) seksueel ongewenst gedrag of seksueel ongewenst gedrag op grond van een ander wettelijk beschermd criterium;

e) een bevel tot discriminatie op basis van een wettelijk beschermd criterium;

2° natuurlijke en rechtspersonen die lid zijn van een organisatie die op duidelijke en herhaalde wijze:

a) pleit voor discriminatie of segregatie op basis van een criterium dat beschermd wordt door wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie;

(b) blijkt geeft van zijn vijandigheid ten aanzien van de essentiële beginselen van de democratie, zoals gewaarborgd door de Belgische grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden;

3° de facto verenigingen waarvan een persoon als bedoeld in 1° en 2° lid is.

In geval van een klacht over een in lid 1 bedoeld feit kan de Regering, na de betrokken natuurlijke of rechtspersoon of -personen te hebben gehoord en met inachtneming van de beginselen inzake het recht van verweer en het vermoeden van onschuld, elke subsidie schorsen.

§ 2. Kunnen geen aanspraak maken op structurele subsidies in het kader van het cultuurbeleid:

1° Europese commissarissen, leden van een federale, gewestelijke of Gemeenschapsregering, provinciegouverneurs, arrondissementscommissarissen, provinciale gedeputeerden, burgemeesters, schepenen en voorzitters van sociale actie;

2° de leden van het kabinet van de in lid 1° bedoelde mandaathouders;

3° eenieder die door de subsidie in een situatie van belangenconflict zou komen te verkeren, gelet op zijn beroepsplichten;

4° de facto verenigingen waarvan een persoon als bedoeld in de punten 1° tot en met 3° lid is; 5° privaatrechtelijke rechtspersonen waarvan de Administratie- of leidinggevend orgaan een persoon bedoeld in 1° tot en met 2° omvat;

6° privaatrechtelijke rechtspersonen waarvan de Administratie- of leidinggevend orgaan een persoon als bedoeld in 3° omvat.

In afwijking van lid 1, onder 5°, worden niet bedoeld de bestuurs- of leidinggevende organen van de volgende rechtspersonen:

1° de privaatrechtelijke rechtspersonen die belast zijn met het beheer van een openbare culturele dienst, waarvan de samenstelling van hun organen in overeenstemming moet zijn met de bepalingen van de artikelen 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973;

2° private archiefcentra.

Om in aanmerking te komen voor een subsidie van meer dan 12.500 euro, mag meer dan de helft van de Raad en de Administratie van de rechtspersonen bedoeld in lid 2, geen leden omvatten die een mandaat als Europees commissaris, lid van een federale, gewestelijke of Gemeenschapsregering, provinciegouverneur, arrondissementcommissaris, provinciale gedeputeerde, burgemeester of wethouder hebben, een voorzitter of adviseur inzake sociale actie, een lid van het Europees Parlement, een lid van een federale, gewestelijke of communautaire parlementaire vergadering, een provincieraad of een gemeenteraad, alsook een lid van het kabinet van een minister of staatssecretaris, een Regering of een nationaal, communautair of gewestelijk bestuur, of een kabinet van burgemeester of schepen.

Art. 98. § 1. Personen die de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen, met stemrecht, in een bestuurs- of leidinggevend orgaan van een privaatrechtelijke rechtspersoon die een openbare culturele overheidsdienst beheert, waarvan de statuten de bevoegdheid om vertegenwoordigers aan te wijzen aan de Regering voorbehouden is, zijn onderworpen aan de volgende vereisten:

1° zij worden benoemd door de Regering na een openbare oproep tot het indienen van kandidaturen die gepubliceerd wordt op de website van de overheid, waarvan de organisatie door de Regering wordt bepaald;

2° de verdeling van de mandaten staat in verhouding tot de vertegenwoordiging van de politieke strekkingen in het Parlement van de Franse Gemeenschap;

3° zij worden benoemd voor een periode van maximaal vijf jaar;

4° de ambtstermijn wordt verlengd binnen zes maanden na de installatie van de leden van het Parlement van de Franse Gemeenschap;

5° een en dezelfde persoon mag de Franse Gemeenschap niet gedurende meer dan twee ambtstermijnen bij dezelfde rechtspersoon vertegenwoordigen;

6° niemand kan als vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap worden aangewezen indien hij bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, op grond van wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie voor een strafbaar feit is veroordeeld:

a) het aanzetten tot haat, discriminatie of geweld tegen een persoon, groep, gemeenschap of hun leden;

b) verspreiding van ideeën die gebaseerd zijn op raciale superioriteit of haat;

c) ontkenning, minimalisering, rechtvaardiging of goedkeuring van de genocide van het

Duitse nationaalsocialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog;

d) seksueel ongewenst gedrag of seksueel ongewenst gedrag op grond van een ander wettelijk beschermd criterium;

e) een bevel tot discriminatie op basis van een wettelijk beschermd criterium;

7° de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap is onverenigbaar met die van:

a) lid van de Regering;

b) lid van het kabinet van een persoon als bedoeld onder a);

c) een lid van de administratie, indien een dergelijk ambt hem in een situatie van belangenconflict met betrekking tot zijn beroepslichten zou brengen;

d) lid van een organisatie die duidelijk en herhaaldelijk:

(i) voor discriminatie of segregatie pleit op basis van een criterium dat beschermd wordt door wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie;

(ii) zijn vijandigheid toont ten aanzien van de essentiële beginselen van de democratie, zoals gewaarborgd door de Belgische grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

8° zij ondertekenen vóór hun ambtsaanvaarding een handvest van goed bestuur, waarvan de inhoud door de Regering wordt bepaald;

9° zij mogen binnen een jaar na hun aanwijzing deelnemen aan een passende opleiding;

10° het mandaat is gratis.

§ 2. De Regering kan het mandaat van een van haar vertegenwoordigers beëindigen:

1° op verzoek van deze laatste;

2° op eigen initiatief, op verzoek van de administratie of op verzoek van de rechtspersoon, indien deze laatste:

a) niet in overeenstemming is met de statuten van de rechtspersoon;

b) weigert het Handvest voor goed bestuur te ondertekenen of de inhoud ervan niet respecteert;

c) in geval van afwezigheid van drie opeenvolgende vergaderingen in hetzelfde jaar, tenzij hij kan aantonen dat er sprake is van overmacht.

Een vertegenwoordiger die de hoedanigheid verliest uit hoofde waarvan hij is benoemd, wordt geacht ontslag te hebben genomen.

§ 3. de Regering stelt een register op van de personen die de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen in het kader van het cultuurbeleid bij privaatrechtelijke rechtspersonen, ongeacht of zij al dan niet een openbare culturele dienst beheren.

Zij doet het Parlement jaarlijks de in het eerste lid bedoelde lijst van personen toekomen.

Art. 99. Wanneer de Franse Gemeenschap het beheer van een openbare culturele dienst toevertrouwt aan een privaatrechtelijke rechtspersoon, waarvan de statuten de Regering niet de bevoegdheid om vertegenwoordigers aan te wijzen voorbehouden, bevatten de goedkeuringsvoorwaarden of de concessieovereenkomst de volgende vereisten:

1° Niemand kan in een bestuurs- of leidinggevend orgaan zetelen wanneer hij het voorwerp is geweest van een strafrechtelijke veroordeling, uitgesproken bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, krachtens wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie, voor:

- a) het aanzetten tot haat, discriminatie of geweld tegen een persoon, groep, gemeenschap of hun leden;
- b) verspreiding van ideeën die gebaseerd zijn op raciale superioriteit of haat;
- c) ontkenning, minimalisering, rechtvaardiging of goedkeuring van de genocide van het Duitse nationaalsocialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog;
- d) seksueel ongewenst gedrag of seksueel ongewenst gedrag op grond van een ander wettelijk beschermd criterium;

e) een bevel tot discriminatie op basis van een wettelijk beschermd criterium;

2° het statuut van lid van een bestuurs- of leidinggevend orgaan is onverenigbaar met die van lid:

- a) een lid van de Regering;
- b) lid is van de onderneming van een in 1° bedoelde persoon;
- c) een lid van de administratie, indien een dergelijke positie hem in een belangenconflictsituatie zou brengen;
- d) lid is van een organisatie die duidelijk en herhaaldelijk:
 - (i) pleit voor discriminatie of segregatie op basis van een criterium dat beschermd wordt door wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie;
 - (ii) toont zijn vijandigheid ten aanzien van de essentiële beginselen van de democratie, zoals gewaarborgd door de Belgische grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Art. 100. De Regering kan een lid van de administratie aanwijzen om als waarnemer sessie te nemen in de Administraties- of leidinggevend orgaan van een privaatrechtelijke rechtspersoon die structureel wordt gesubsidieerd in het kader van het cultuurbeleid.

Het mandaat van de waarnemer is onderworpen aan de volgende vereisten:

1° het mandaat bestaat erin te waken over de naleving van de erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden van de Franse Gemeenschap en, in voorkomend geval, van de erkennings- en subsidiëeringsovereenkomst of de concessieovereenkomst; het staat de houder ervan niet toe zich in te laten met de culturele keuzes van de operator;

2° de gemachtigde heeft slechts één raadgevende stem in de bestuurs- of leidinggevende organen van de rechtspersoon;

3° het mandaat is tijdelijk en beperkt tot een door de Regering vastgestelde specifieke opdracht;

4° het mandaat is gratis.

DEEL IV. — EVALUATIE VAN HET DECREET

Art. 101. § 1. 1. Binnen vijf jaar na de inwerkingtreding van dit decreet, en vervolgens om de vijf jaar, stelt de Regering, na raadpleging van de Raad en de overlegraden, een verslag op over de uitwerking van dit decreet op:

1° de ontwikkeling en versterking van het sectorale overleg;

2° de ontwikkeling van een toekomstgerichte visie en de totstandbrenging van een intersectorale en horizontale dialoog over het cultuurbeleid;

3° de ontwikkeling en uitvoering van het cultuurbeleid, met bijzondere aandacht voor de beginselen van goed bestuur en het Cultuurpact;

4° het werkende en efficiënte gebruik van de begrotingsmiddelen.

Dit verslag wordt door de Regering aan het Parlement voorgelegd.

§ 2° De Raad stelt een begeleidend comité in, bestaande uit ten minste één vertegenwoordiger van het Waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid, elk van de overlegraden, de Franse taalraad, endogeen regionale talen en de Raad van Beroep.

Deze commissie is belast met de deelname aan de opstelling van het in § 1 bedoelde verslag.

DEEL V. — SLOTBEPALINGEN

BOEK I. — OPHEFFINGS- EN WIJZIGINGSBEPALINGEN

Art. 102. De volgende teksten worden opgeheven:

1° het decreet van 5 april 1993 betreffende de depolitisering van de structuren van de culturele instellingen;

2° het decreet van 19 december 2002 betreffende de vertegenwoordiging van de leden van de Franse Gemeenschap bij de raden van bestuur van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde verenigingen zonder winstoogmerk die voornamelijk actief zijn binnen de culturele sector;

3° het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesorganen die werkzaam zijn in de culturele sector;

4° het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de opdrachten, de samenstelling en de belangrijkste aspecten van de werking van adviesinstanties die vallen onder het toepassingsgebied van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, bekrachtigd door het decreet van 11 april 2008;

5° het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 2006 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesorganen die werkzaam zijn in de culturele sector.

Art. 103. In het decreet van 5 juli 1985 tot oprichting van de Raad voor heraldiek en vlaggenkunde van de Franse Gemeenschap van België en tot vaststelling van de vlag, het zegel en het wapen van de steden en gemeenten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de afdelingen 2 en 3, die bij beschikking van 23 juni 2006 zijn opgeheven, worden in de volgende bewoordingen opnieuw toegevoegd:

"Artikel 2. De Raad brengt op verzoek van de Regering advies uit over de heraldiek en de vlaggenkunde, met name wat betreft:

1° aanvragen om erkenning van wapenschilden, zegels en vlaggen die door steden en gemeenten bij de Franse Gemeenschap worden ingediend;

2° het aanvragen van certificaten van onsterfelijk gebruik van wapenschilden, zegels en vlaggen door steden en gemeenten;

3° bij de Franse Gemeenschap ingediende verzoeken om registratie van het wapen van natuurlijke personen of familieverenigingen.

Artikel 3. De Raad bestaat uit acht werkende en plaatsvervangende leden, eventueel in operationeel duo van hetzelfde geslacht, die door de Regering na een oproep tot het indienen van kandidaturen en het bepalen van de organisatorische regelingen worden benoemd voor een ambtstermijn van vijf jaar, die eenmaal kan worden verlengd en als volgt wordt verdeeld:

1° zes deskundigen op het gebied van heraldiek, vlaggenkunde of sigillografie, van wie ten minste één in het bezit is van een master in de geschiedenis;

2° een deskundige die in het bezit is van een doctoraats-, licentie- of masterdiploma in de rechten;

3° een vertegenwoordiger van het Belgisch Genealogisch en Heraldisch Bureau.

De in het eerste lid bedoelde deskundigen worden geselecteerd op basis van de volgende criteria:

1° hebben gepubliceerd in boeken of tijdschriften op het gebied van heraldiek of vlaggenkunde, of hebben gepubliceerd in wetenschappelijke boeken of tijdschriften;

2° lid zijn van een heraldische of vlaggenkundige vereniging. »;

2° Er wordt een artikel 3, lid 1, ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 3/1. De samenstelling, het functioneren en de wijze van benoeming van de leden vinden plaats in overeenstemming met titel 1 van boek 1, deel 2 van het decreet betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

Het lidmaatschap van de Raad is onverenigbaar met het lidmaatschap van een bij het in het eerste lid bedoelde decreet ingesteld adviesorgaan.

Art. 104. In het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° artikel 1, § 1, onder h), wordt vervangen door de volgende bepaling: "h) De Commissie: de Commissie voor het Cultureel Erfgoed. »;

2) artikel 3 wordt geschrapt.

Art. 105. In het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° artikel 1, 3°, wordt vervangen door de volgende bepaling:

"3° Voor de toepassing van dit decreet wordt de Commissie voor het Cultureel Erfgoed genoemd als "de Commissie". " » ;

2) In de artikelen 4, 3, 5, 3, 6, lid 2, 8, 11, 12, lid 2, 13, lid 1, en 14, lid 1, worden de woorden "de Raad" vervangen door de woorden "de Commissie";

3) Artikel 16 wordt geschrapt.

Art. 106. In het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In artikel 1 worden de woorden "niet-klassieke muziek" vervangen door de woorden

"hedendaagse muziek";

2° In artikel 1 worden de volgende nieuwe punten 18 en 19 toegevoegd:

"(18) de bevoegde adviescommissie: de Commissie voor de levende kunsten of de Commissie voor Muziek;

(19) de bevoegde Overlegraad: de Overlegraad voor de levende Kunsten of de Overlegraad voor Muziek. " » ;

3° de artikelen 4 tot en met 5 worden geschrapt";

4° De artikelen 21 tot en met 24 worden geschrapt;

5° in de artikelen 34, tweede lid, tweede streepje, 44, 51/2, 71, 73, lid 1, en 75, worden de woorden "de instantie" vervangen door de woorden "de adviescommissie";

6° In de artikelen 45, lid 1 en 2, 50, punten 1 en 2, 65, punten 1 en 2, en 69, worden de woorden "de instantie" vervangen door de woorden "de bevoegde adviescommissie";

7° In de artikelen 49, 64 en 76, § 4, worden de woorden "de instantie" vervangen door de woorden "de Commissie";

8° In de artikelen 36 en 40 wordt "de instantie" vervangen door "de overlegraad".

Art. 107. In het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° artikel 1, 4°, wordt vervangen door de volgende bepaling:

"4° Overlegraad;

Overlegraad voor Cultureel erfgoed. »

2° Artikel 1, 5° wordt vervangen door de volgende bepaling:

5° adviescommissie;

Commissie Cultureel Erfgoed. »

3° In de artikelen 2 en 9 worden de woorden "de Raad voor private archiefcentra" vervangen door "de adviescommissie";

4° In deel 2, punt 11°, worden de woorden "bij de Raad voor private archiefcentra" vervangen door de woorden "in de adviescommissie";

5° De artikelen 10 en 11 worden geschrapt;

6° In artikel 12, lid 1, worden de woorden "van de Raad voor private archiefcentra" vervangen door de woorden "van de Overlegraad".

Art. 108. In het decreet van 12 mei 2004 betreffende de registratie van wapenschilden van natuurlijke personen of familieverenigingen in de Franse Gemeenschap wordt artikel 2, b), vervangen door de volgende bepaling:

"b) Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde: de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde, ingesteld bij artikel 1 van het decreet van 5 juni 1985 tot oprichting van de Raad voor heraldiek en vlaggenkunde van de Franse Gemeenschap van België en tot vaststelling van de vlag, het zegel en het wapen van de steden en gemeenten;"

Art. 108. In het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In artikel 2, wordt punt 7° vervangen door de volgende bepaling:

"7° "erkende beroepsfederatie": structuur, erkend door de Regering van de Franse Gemeenschap, die beroepsbeoefenaars en onderdelen van het netwerk voor openbare lectuurvoorziening verenigt, om gezamenlijk de ontwikkeling van hun actiescapaciteiten voor de uitvoering van de opdrachten van de Dienst voor openbare lectuurvoorziening te waarborgen;

2° In artikel 2 worden een 19° en een 20° toegevoegd, als volgt:

19° De Overlegraad: de Overlegraad voor Culturele en territoriale actie;

20° De adviescommissie: de Commissie voor Culturele en Territoriale Actie. " » ;

3° in de artikelen 14, § 1, tweede lid, 2° en 7°, 15, derde lid, 2° en 7°, worden de woorden "voor de representatieve organisatie van de bibliothecarissen en de bibliotheken, goedgekeurd bij decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesorganen die werkzaam zijn in de culturele sector" vervangen door de woorden "voor de erkende beroepsorganisatie";

4° in artikel 19, § 1, worden de termen "representatieve organisaties van bibliothecarissen en bibliotheken die bij het decreet van 10 april 2003, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005 betreffende de werking van de adviesorganen die actief zijn in de culturele sector, zijn erkend als representatieve organisaties van de gebruikers" vervangen door de termen "erkende beroepsorganisaties";

5° in artikel 19, § 2, eerste lid, worden de woorden "Deze representatieve organisaties" vervangen door de woorden "De erkende beroepsfederaties";

6° in artikel 19, § 2, tweede lid, worden de woorden "De representatieve organisaties van bibliothecarissen en erkende bibliotheken" vervangen door de woorden "De erkende beroepsfederaties";

7° in artikel 19, § 3, worden de woorden " de erkende representatieve organisaties van bibliothecarissen en bibliotheken " vervangen door de woorden "de erkende beroepsfederaties";

8° in artikel 19, § 4, worden de woorden " de erkende representatieve organisaties van bibliothecarissen en bibliotheken " vervangen door de woorden "de erkende beroepsfederaties";

9° In artikel 13, lid 1, 2, 15 en 24, worden de woorden "van de Openbare Bibliotheekraad" vervangen door de woorden "van de adviescommissie";

10° In de artikelen 15, tweede lid, onder b°, 16, § 2, 1°, en 24, 4°, worden de woorden "de Raad van Openbare Bibliotheken" vervangen door de woorden "de adviescommissie";

11° In artikel 15, b°, worden de woorden " Eenmaal de Raad werd verhoord " vervangen door de woorden " Eenmaal de Adviescommissie werd verhoord ";

12° In de artikelen 24, 2° en 4° worden de woorden " de Raad voor Openbare bibliotheken " vervangen door "de adviescommissie ";

13° in artikel 27, § 1, worden de woorden "van de Raad voor Bibliotheken " vervangen door de woorden "van de overlegraad".

14° In artikel 13, lid 1, wordt het derde lid, 3° geschrapt.

Art. 109. In het decreet van 30 april 2009 tot instelling van een erkenningsprocedure voor kwaliteitsboekhandels worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) In artikel 1 wordt punt 2° vervangen door een punt 2° als volgt:

"2° adviescommissie: het Schrijf- en boekcommissie";

2) In artikel 1 wordt aan artikel 1 een 2/1° toegevoegd, luidend als volgt:

"2/1° Overlegraad : de Overlegraad voor schrijfpodochten en Boek. " » ;

3° In artikel 3, eerste lid en artikel 5, eerste zin, wordt de term "Commissie" vervangen door de term "Overlegraad";

4° In artikel 5, punt 3°, wordt "Commissie" vervangen door "Adviescommissie".

Art. 110. In het decreet van 30 april 2009 betreffende het toezicht op en de subsidiëring van federaties van amateurkunstpraktijken, federaties die expressie- en creativiteitscentra en expressie- en creativiteitscentra vertegenwoordigen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In artikel 3 wordt 4° vervangen door een 4°, als volgt:

"4° adviescommissie: de Commissie voor culturele en territoriale actie;"

2° In artikel 3 wordt aan artikel 3 een punt 4/1° toegevoegd, dat als volgt luidt:

"4/1° Overlegraad: de Overlegraad voor culturele en territoriale actie. " » ;

3° In de artikelen 6, 2°, 27, § 2, 28, tweede lid, en 33, § 2, 4°, worden de woorden "Adviescommissie voor de creativiteit van amateurs en artistieke praktijken" vervangen door de woorden "Overlegraad";

4° in artikel 23, § 4, worden de woorden "Adviescommissie voor creativiteit en artistieke praktijken" vervangen door de woorden "Overlegraad";

5° in artikel 24, § 1, worden de woorden "adviescommissie voor creativiteit en artistieke praktijken" vervangen door de woorden "adviescommissie";

6° in artikel 26 wordt "Adviesraad" vervangen door "Adviescommissie";

7° in de artikelen 30, laatste lid, 33, § 4, en 34, § 5, wordt de term "Commissie" vervangen door de term "Overlegraad";

8° In artikel 44, lid 6, wordt "Commissie voor amateurkunstpraktijken" vervangen door "adviescommissie";

9° in artikel 25 wordt § 2 geschrapt;

10° de artikelen 45 tot en met 47 worden geschrapt;

11° in artikel 51, leden 2 en 3, wordt "Commissie" vervangen door "Adviescommissie".

Art. 111. In het decreet van 10 november 2011 betreffende de steun voor film en audiovisuele creatie worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In artikel 1 wordt aan artikel 1 een 21e toegevoegd, luidend als volgt: "21° adviescommissie: de Filmcommissie ;

2° artikel 7 wordt geschrapt;

3° in de artikelen 8, eerste lid, 11, 6°, 14/1, tweede lid, 15, eerste lid, 17, 18, eerste lid, 20, 22, § 1, 22/1, eerste lid, 25 en 26, eerste en tweede lid, worden de woorden "Filmselectiecommissie" vervangen door de woorden "adviescommissie";

4° in artikel 24, 3°, a), 4de streepje, worden de woorden "de Filmselectiecommissie" vervangen door de woorden "de adviescommissie";

5° in de artikelen 61, eerste lid, 67, § 1, eerste en tweede lid, 67, § 2, 73, eerste lid, 76, § 1 en

2, 77/1, eerste lid, 77/5, § 1 en 2, 78, eerste lid, 82, § 1 en 2, 87, eerste lid, 91, § 1 en 2, 96, eerste lid, 99, en 102/1, eerste lid, wordt "Commissie voor hulpverlening aan audiovisuele operatoren" vervangen door de woorden "Adviescommissie".

Art. 112. In het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In artikel 1 wordt 4° vervangen door een 4° als volgt:

"4° adviescommissie: de Commissie voor culturele en territoriale actie;"

2° In artikel 33, § 2, 5°, worden de woorden "de Interdisciplinaire Raad voor de Podiumkunsten" vervangen door de woorden "de Commissie voor de levende kunsten";

3° In artikel 37, lid 1, worden de woorden "de Interdisciplinaire Raad voor Podiumkunsten" vervangen door de woorden "de Commissie voor de levende kunsten";

4° In artikel 70, lid 1 en 2, worden de woorden "de Interdisciplinaire Raad voor

Podiumkunsten" vervangen door de woorden "de Commissie voor de levende kunsten";

5° in de artikelen 21, § 2, tweede lid, 23, § 3, tweede en derde lid, 33, § 2, eerste lid, 3°, 35, eerste en tweede lid, 36, eerste lid, 37, eerste lid, 41, eerste lid, 47, derde lid, 60, 66, eerste lid, 68, eerste lid, 69, leden 1 en 2, 70, leden 1 en 2, 71, lid 1, 82, lid 2, lid 2, 3°, 98, lid 1, en 100, § 2, worden de woorden "de Commissie voor culturele centra" vervangen door de woorden "de Adviescommissie";

6° in artikel 79, § 1, vierde lid, worden de woorden "Commissie voor culturele centra" vervangen door de woorden "Overlegraad voor culturele en territoriale actie";

7° in artikel 114, lid 4, worden de woorden "Commissie voor culturele centra" vervangen door de woorden "De Hoge raad voor Cultuur, de Overlegraad voor culturele en territoriale actie";

8° in de artikelen 33, § 2, eerste lid, 4°, 36, eerste en tweede lid, 37, tweede lid, 69, eerste en tweede lid, en 71, eerste lid, worden de woorden "het bevoegde sectoraal adviesorgaan" vervangen door de woorden "de bevoegde sectorale adviescommissie".

Art. 113. In het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunst worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan artikel 1 worden de volgende nieuwe punten 10 en 11 toegevoegd:

"10° Overlegraad: de Overlegraad voor Beeldende Kunsten;

11° Adviescommissie: de Commissie voor beeldende kunsten. " » ;

2° De artikelen 5 en 6 worden geschrapt;

3° In de artikelen 9, 12, eerste lid, 17, tweede lid, 18, 19, eerste lid, eerste lid, 25, tweede lid, 26, 27, eerste lid, 33, tweede lid, 34, 35, eerste lid, 45, tweede lid, 46, 47, eerste lid, 61 en 64, § 4, worden de woorden "het bevoegde adviesorgaan" vervangen door de woorden "de Overlegraad";

4° In artikel 10, lid 2, 2°, 41, lid 2, 53, lid 2, lid 2, en 59, lid 1, worden de woorden "het bevoegde orgaan" vervangen door de woorden "de adviescommissie";

5° In de artikelen 19, leden 2 en 3, 27, leden 2, 3 en 4, 35, leden 2 en 4, en 47, leden 2 en 4, worden de woorden "het adviesorgaan" vervangen door de woorden "de adviescommissie";

6° In artikel 34, lid 3, en afdeling 47, lid 3, worden de woorden "de instantie" vervangen door de woorden "de adviescommissie";

7° In artikel 65 worden de woorden "Het Overlegcomité voor beeldende kunsten" vervangen door "De Hoge raad voor Cultuur en de Overlegraad".

Art. 114. In artikel 3 van het decreet van 3 april 2014 betreffende de bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen wordt een derde lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

"In afwijking van het eerste lid mogen de in het decreet betreffende het nieuw beheerskader inzake cultuur bedoelde adviesorganen, met uitzondering van werksessies, niet meer dan de helft van de leden van hetzelfde geslacht omvatten; in geval van een oneven aantal kunnen deze adviesorganen nog een lid van het andere geslacht bijvoegen. ».

Art. 115. In artikel 25 van het decreet van 19 oktober 2017 betreffende de culturele bescherming van het boek wordt "de boekenraad" vervangen door "de Hogere Raad voor Cultuur en de Overlegraad Schrijfopdrachten en Boek".

BOEK II. — OVERGANGSBEPALINGEN

Art. 116. De adviesorganen die werkzaam zijn in de culturele sector en die bestaan aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet, overeenkomstig het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesorganen die werkzaam zijn in de culturele sector en het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2006 tot vaststelling van de opdrachten, de samenstelling en de essentiële aspecten van de werking van de adviesorganen die vallen onder het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesorganen die werkzaam zijn in de culturele sector, goedgekeurd door het decreet van 11 april 2008, blijven bestaan en blijven bevoegd om de competenties van de toekomstige adviesorganen geheel of gedeeltelijk uit te oefenen en de mandaten van de leden van deze adviesorganen worden verlengd, tot de leden van de Raad, de overlegraden, de adviescommissies, de Franse taalraad, endogeen gewestelijke talen en taalbeleid en de Raad voor Heraldiek en Vlaggenkunde zijn geïnstalleerd.

De leden van de in het eerste lid bedoelde adviesorganen blijven in elk geval alle individuele dossiers onderzoeken die betrekking hebben op een sessie of een reeks erkenningen die op de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet werden aangevat, in het bijzonder die met betrekking tot de dossiers die tussen de kalenderjaren 2014 en 2018 werden ingediend met het oog op de eerste erkenning in het kader van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra.

Art. 117. De interne administratieve beroepsprocedures die bestaan op de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet, overeenkomstig het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra, het decreet van 30 april 2009 betreffende het toezicht op en de subsidiëring van federaties van amateurkunstpraktijken, de federaties die de centra van expressie en creativiteit vertegenwoordigen, het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken georganiseerd door het openbare leesnetwerk en de openbare bibliotheken, blijven geheel of gedeeltelijk van toepassing totdat de leden van de bij dit decreet opgerichte Raad van Beroep zijn geïnstalleerd.

Aanvragen die aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet in het kader van een beroep, bedoeld in het eerste lid, zijn ingediend, worden in ieder geval voortgezet tot het verstrijken van de geldigheidsduur.

Art. 118. De in deel 3 van dit decreet bedoelde onverenigbaarheden en uitsluitingen zijn slechts van toepassing na het verstrijken van een ambtstermijn die vóór de inwerkingtreding van dit decreet ingaat bij een bestuurs- of leidinggevend orgaan van een privaatrechtelijke rechtspersoon en uiterlijk vier jaar na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 119. De representatieve organisaties die aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet door de Regering zijn erkend op grond van artikel 7 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesorganen die werkzaam zijn in de culturele sector, worden automatisch door de Regering erkend in het kader van de erkenningsprocedure bedoeld in artikel 92.

Te dien einde laten de betrokken representatieve organisaties de Regering de lijst toekomen van de overlegraden waarin zij, in voorkomend geval, op hoofd- of subsidiaire basis, wensen te zetelen, alsmede de lijst van de personen die bevoegd zijn hen in die Raden te vertegenwoordigen, overeenkomstig de artikelen 36 en 92.

In het erkenningsbesluit wordt vermeld in welke adviesraad de in het eerste lid bedoelde representatieve organisaties overeenkomstig artikel 92 sessie hebben.

Art. 120. Met het oog op de continuïteit binnen de nieuwe adviesorganen zal de Regering in het licht van de ontvangen aanvragen zorgen voor de benoeming van drie leden van elk adviesorgaan dat is ingesteld bij het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesorganen die werkzaam zijn in de culturele sector, waarbij voorrang wordt gegeven aan de leden die alleen één mandaat hebben uitgeoefend en de leden die het laatst zijn benoemd. Het mandaat van deze laatsten in de adviesorganen kan aan het einde van hun ambtstermijn niet worden verlengd. Zij kunnen dan slechts opnieuw in een adviesorgaan zetelen na een onderbreking van één duur die gelijkwaardig is aan één termijn, behalve in geval van een schaarste die door de Regering wordt vastgesteld aan het einde van de procedures bedoeld in de artikelen 22, 30 en 60. De Raad kan de sessie van een adviesorgaan slechts hervatten na een onderbreking van één termijn die gelijkwaardig is aan één termijn, behalve in geval van een schaarste die door de Regering wordt vastgesteld aan het einde van de procedures, bedoeld in de artikelen 22, 30 en 60.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 773-1. - Commissieamendementen, nr. 773-2.-
Commissieverslag nr. 773-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 773-4.- Vergaderingsamendementen,
nr. 773-5.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 773-6.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming.- Vergadering van 27 maart 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/41047]

7 FEVRIER 2019. — Décret visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. — Erratum

Dans l'intitulé du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française publié au *Moniteur belge* du 18 mars 2019 à la page 27389, il y a lieu de lire :

« Décret visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française », en lieu et place de :

« Décret visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41047]

7 FEBRUARI 2019. — Decreet betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. — Erratum

In het opschrift van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 2019, op bladzijde 27397, dient in plaats van:

“Decreet betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap”,

“Decreet betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap”, gelezen te worden.